

I B P T

**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT À LA DEMANDE
DU MINISTRE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

concernant

***le projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005
relative aux communications électroniques, le projet d'arrêté royal
concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2
GHz, le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la
bande 700 MHz, et la bande 1400 MHz***

MÉTHODE D'ENVOI DES RÉACTIONS AU PRÉSENT DOCUMENT :

Référence : CONSULT-2017-B4
Délai de réponse : **jusqu'au 28 juillet 2017**
Personne de contact : Michaël Vandroogenbroek (02 226 88 11)
Adresse de réponse : consultation.sg@ibpt.be

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Merci d'utiliser comme page de garde pour votre réponse le formulaire spécifique qui est disponible à l'adresse suivante : http://www.ibpt.be/public/files/fr/21126/formulaire_consultation_FR.pdf.

Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

L'IBPT souhaite également que les commentaires fassent référence aux paragraphes et/ou sections qu'ils concernent.

TABLE DES MATIÈRES

1.	Contexte.....	3
2.	Autorisations 2G et 3G.....	3
3.	Bande 700 MHz	4
4.	Bande 1400 MHz.....	4
5.	Redevance unique.....	5
	Annexe 1. Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz	6
	Annexe 2. Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz	50
	Annexe 3. Projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électronique	88

1. Contexte

La présente consultation concerne le cadre réglementaire pour les réseaux mobiles publics, et plus particulièrement pour les bandes de fréquences :

- 900 MHz¹, 1800 MHz² et 2 GHz³ ;
- 700 MHz⁴ ;
- 1400 MHz⁵.

Deux projets d'arrêté royaux ont été finalisés :

- projet d'arrêté royal *concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz* ;
- projet d'arrêté royal *concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz*.

Le premier arrêté concerne les droits d'utilisation pour les bandes relatives aux autorisations 2G et 3G existantes à partir du 15 mars 2021. Le deuxième arrêté concerne la bande 700 MHz, également appelée « deuxième dividende numérique ».

Un projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*, concernant la redevance unique, a également été finalisé.

A la demande de l'IBPT, un consultant indépendant, Analysys Mason, a réalisé une étude pour les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, 700 MHz et 1400 MHz. Le rapport d'Analysys Mason contient des recommandations concernant les mécanismes d'attribution, les conditions d'utilisation et la valeur du spectre, pour les différentes bandes de fréquences susmentionnées. Ce [rapport](#) a été publié sur le site Internet de l'IBPT.

Cette consultation publique a pour but de donner aux parties intéressées l'occasion de présenter leurs observations sur les projets de textes. Les parties intéressées sont également invitées à répondre aux deux questions spécifiques Q1 et Q2.

2. Autorisations 2G et 3G

Le gouvernement a attribué des autorisations 2G et des autorisations 3G, respectivement dans les années 90 et en 2001.

En 2010, le gouvernement a décidé de faire coïncider la fin de validité des autorisations 2G avec celle des autorisations 3G et de ne plus les renouveler à la l'issue de la période de validité initiale des autorisations 3G.

Les autorisations 2G et 3G de Proximus, Orange Belgium et Telenet Group sont valides jusqu'au 15 mars 2021. Les bandes de fréquences 2G (900 MHz et 1800 MHz) et 3G (2 GHz) ne sont donc plus attribuées à partir de cette date.

Le projet d'arrêté royal *concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz* (voir annexe 1) définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, à partir du 15 mars 2021.

De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte.

¹ Bandes de fréquences appariées 890-915 et 925-960 MHz.

² Bandes de fréquences appariées 1710-1785 et 1805-1880 MHz.

³ Bandes de fréquences appariées 1920-1980 et 2110-2170 MHz.

⁴ Bandes de fréquences appariées 703-733 et 758-788 MHz.

⁵ Bande de fréquences non apparié 1427-1517 MHz.

3. Bande 700 MHz

A l'instar de la bande 800 MHz, la bande 700 MHz constitue une partie de ce qu'on appelle le dividende numérique, suite au passage de la télévision analogique à la télévision numérique.

Une décision du Parlement européen et du Conseil *sur l'utilisation de la bande de fréquences 470-790 MHz dans l'Union* est en cours d'adoption. Cette décision obligera les États membres à autoriser, avant le 30 juin 2020, l'utilisation de la bande 700 MHz pour des services de communications électroniques à haut débit sans fil.

Le projet d'arrêté royal *concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz* (voir annexe 2) définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande 700 MHz.

De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte.

Le « *spectrum cap* » pour la bande 700 MHz doit encore être choisi (voir article 4, § 3, du projet d'arrêté royal). Le rapport d'Analysys Mason proposait deux options : 10 MHz duplex ou 15 MHz duplex.

Q1. Quel « <i>spectrum cap</i> » vous semble le plus approprié pour la bande 700 MHz ?

4. Bande 1400 MHz

En vertu de la décision 2015/750/UE⁶, les États membres doivent désigner et mettre à disposition la bande de fréquences 1452-1492 MHz, en mode « *downlink only* » pour les services de communications électroniques à haut débit sans fil.

La consultation de l'IBPT du 7 novembre 2014 *concernant le spectre pour les communications mobiles publiques* a montré un manque d'intérêt du marché, à court terme, pour la bande 1452-1492 MHz. Les opérateurs mobiles publics sont par ailleurs défavorables à l'organisation d'une procédure d'attribution de la bande tant qu'il n'y a pas de demande.

Lors de la conférence mondiale des radiocommunications de 2015, les bandes 1427-1452 MHz et 1492-1518 MHz ont été identifiées au niveau mondial pour les IMT⁷.

La bande 1452-1492 MHz, qui fait l'objet de la décision 2015/750/UE, a été standardisée par le 3GPP⁸, comme bande SDL⁹, pour la technologie 4G/LTE. Cette bande de fréquences ne peut donc a priori convenir qu'à un opérateur mobile qui dispose déjà d'autres bandes de fréquences 4G/LTE.

La CEPT et l'UIT doivent encore développer un ou plusieurs plans de fréquences pour la bande 1427-1518 MHz. Même si plusieurs options sont en théorie possible, le plan SDL de 90 MHz (1427-1517 MHz) fait l'unanimité en Europe. On peut dès lors espérer que standardisation de la bande 1427-1517 MHz sera finalisée par le 3GPP dans les deux ans.

La figure ci-dessous montre l'utilisation de la bande 1427-1517 MHz en Belgique.

⁶ Décision d'exécution 2015/750/UE de la Commission du 8 mai 2015 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 1 452-1 492 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union.

⁷ IMT est l'appellation générique de l'UIT pour les systèmes mobiles 3G, 4G et 5G.

⁸ Le 3GPP (« 3rd Generation Partnership Project ») est une coopération entre organismes de standardisation en télécommunications qui produit les spécifications techniques pour les réseaux mobiles 3G et 4G.

⁹ Une bande SDL est une bande non appariée qui agrégée avec une bande appariée pour obtenir de la capacité supplémentaire dans la voie descendante.

CMR-15		Décision 2015/750/UE		CMR-15	
Faisceaux hertziens (appairé avec 1375-1387.5 MHz)	Bande militaire Faisceaux hertziens tactiques	T-DAB (pas utilisé)	-	Oreillettes et intercoms sans fil Faisceaux hertziens unidirectionnels	Bande militaire Faisceaux hertziens tactiques
1427	1439.5	1452	1479.5	1492	1517

Vu le manque d'intérêt du marché, à court terme, pour la bande 1452-1492 MHz, il est proposé de postposer la mise aux enchères de la bande 1452-1492 MHz et de n'organiser qu'une seule enchère pour l'entièreté de la bande 1427-1517 MHz.

Q2. Etes-vous d'accord avec l'approche proposée de postposer la mise aux enchères de la bande 1452-1492 MHz ?

5. Redevance unique

Pour obtenir des droits d'utilisation de radiofréquences, les opérateurs sont tenus de payer une redevance unique conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*.

L'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*, tel que modifié par les lois du 15 mars 2010, du 29 mai 2013 et du 27 mars 2014, fixe le montant de la redevance unique pour les bandes de fréquences 800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz et 2,6 GHz.

Les montants pour les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz avaient été fixé sur base des montants payés dans les années 90 et en 2001. Le rapport d'Analysys Mason comprend des recommandations pour ces trois bandes de fréquences, ainsi que pour les bandes de fréquences 700 MHz et 1400 MHz.

Le projet (voir annexe 3) de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électronique* prend en compte les montants proposés dans le rapport d'Analysys Mason. Le projet de texte fixe également un montant pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz, qui n'a pas fait l'objet de l'étude d'Analysys Mason, et modifie les modalités de paiement de la redevance unique.

De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte.

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Jack Hamande
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

Annexe 1. *Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz*

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans les bandes de fréquences 900 MHz (890-915/925-960 MHz), 1800 MHz (1710-1785/1805-1880 MHz) et 2 GHz (1920-1980/2110-2170 MHz).	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentiebanden 900 MHz (890-915/925-960 MHz), 1800 MHz (1710-1785/1805-1880 MHz) en 2 GHz (1920-1980/2110-2170 MHz).
Dans les années 90, le gouvernement a attribué trois autorisations 2G à:	In de jaren 90 heeft de regering drie 2G-vergunningen toegewezen aan:
- Proximus (sous la dénomination de "Belgacom Mobile");	- Proximus (onder de naam van "Belgacom Mobile");
- Orange Belgium (sous la dénomination de de "Mobistar");	- Orange Belgium (onder de naam van "Mobistar");
- Base Company (sous la dénomination de "KPN-Orange Belgium").	- BASE Company (onder de naam van "KPN-Orange Belgium").
La période de validité initiale des autorisations 2G était de 15 ans. Les autorisations 2G étaient renouvelables par tacite reconduction pour des périodes de 5 ans.	Initieel waren de 2G-vergunningen geldig voor een periode van 15 jaar. De 2G-vergunningen konden stilzwijgend verlengd worden met periodes van 5 jaar.
En 2001, le gouvernement a attribué trois autorisations 3G à:	In 2001 heeft de regering drie 3G-vergunningen toegewezen aan:
- Proximus (sous la dénomination de "Belgacom Mobile");	- Proximus (onder de naam van "Belgacom Mobile");
- Orange Belgium (sous la dénomination de de "Mobistar");	- Orange Belgium (onder de naam van "Mobistar");
- Base Company (sous la dénomination de "KPN Mobile 3G Belgium").	- BASE Company (onder de naam van "KPN Mobile 3G Belgium").
La période de validité initiale des autorisations 3G était de 20 ans. Les autorisations 3G étaient renouvelables par tacite reconduction pour des périodes de 5 ans.	Initieel waren de 3G-vergunningen geldig voor een periode van 20 jaar. De 3G-vergunningen konden stilzwijgend verlengd worden met periodes van 5 jaar.
En 2010, le gouvernement a décidé de faire coïncider la fin de validité des autorisations 2G avec celle des autorisations 3G et de ne plus les renouveler à la l'issue de la période de validité initiale des autorisations 3G.	In 2010 heeft de regering besloten om het einde van de geldigheid van de 2G-vergunningen te laten samenvallen met dat van de 3G-vergunningen en deze niet langer te verlengen na de initiële geldigheidsduur van de 3G-vergunningen.

En 2011, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après "IBPT") a attribué une quatrième autorisation 3G à Telenet Tecteo BidCo. Cette autorisation a été restituée en 2014.	In 2011 heeft het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "BIPT") een vierde 3G-vergunning toegewezen aan Telenet Tecteo Bidco. Deze vergunning werd in 2014 teruggegeven.
Les autorisations 2G et 3G sont valides jusqu'au 15 mars 2021. Les bandes de fréquences 2G (900 MHz et 1800 MHz) et 3G (2 GHz) ne sont donc plus attribuées à partir de cette date.	De 2G- en 3G-vergunningen zijn geldig tot 15 maart 2021. De 2G- (900 MHz en 1800 MHz) en 3G-frequentiebanden (2 GHz) worden dus niet langer toegewezen vanaf deze datum.
La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.	De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te creëren op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.
Au niveau de l'Union européenne, il convient de citer les décisions suivantes:	Op het niveau van de Europese Unie dienen de volgende besluiten te worden geciteerd:
- directive 87/372/CEE du Conseil du 25 juin 1987 concernant les bandes de fréquence à réserver pour l'introduction coordonnée de communications mobiles terrestres publiques cellulaires numériques paneuropéennes dans la Communauté;	- Richtlijn 87/372/EEG van de Raad van 25 juni 1987 inzake de voor een gecoördineerde invoering van openbare pan-Europese digitale cellulair mobiele communicatie te land in de Gemeenschap beschikbaar te stellen frequentiebanden;
- décision 2009/766/CE sur l'harmonisation des bandes de fréquences de 900 MHz et de 1 800 MHz pour les systèmes terrestres capables de fournir des services paneuropéens de communications électroniques dans la Communauté;	- Beschikking 2009/766/EG betreffende de harmonisatie van de 900 MHz- en de 800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die pan-Europese elektronische communicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap;
- décision d'exécution de la Commission du 18 avril 2011 modifiant la décision 2009/766/CE sur l'harmonisation des bandes de fréquences de 900 MHz et de 1 800 MHz pour les systèmes terrestres capables de fournir des services paneuropéens de communications électroniques dans la Communauté;	- uitvoeringsbesluit van de Commissie van 18 april 2011 tot wijziging van Beschikking 2009/766/EG betreffende de harmonisatie van de 900 MHz- en de 800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die pan-Europese elektronische communicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap;
- décision d'exécution de la Commission du 5 novembre 2012 sur l'harmonisation des bandes de fréquences 1 920-1 980 MHz et 2 110-2 170 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union.	- uitvoeringsbesluit van de Commissie van 5 november 2012 betreffende de harmonisering van de frequentiebanden 1920-1980MHz en 2110-2170MHz voor de terrestrische systemen die elektronische-communicatiediensten kunnen verschaffen in de Europese Unie.
Le 7 novembre 2014, une consultation publique relative au spectre pour les communications	Het BIPT heeft op 7 november 2014 een openbare raadpleging gelanceerd over het

mobiles publiques a été lancée par l'IBPT. Cette consultation concernait, entre autres, le renouvellement des autorisations 2G et 3G. La synthèse des réponses reçues suite à cette consultation a été publiée sur le site Internet de l'IBPT le 20 avril 2015.	spectrum voor openbare mobiele communicatie. Deze raadpleging had onder andere betrekking op de verlenging van de 2G- en 3G-vergunningen. Na deze raadpleging werd op 20 april 2015 een samenvatting van de ontvangen antwoorden gepubliceerd op de website van het BIPT.
L'IBPT a également fait appel à un consultant externe pour étudier, entre autres, le renouvellement des autorisations 2G et 3G. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport " <i>Study regarding the value of spectrum for mobile public systems</i> " du 31 décembre 2015. Le rapport d'Analysys Mason comprend des recommandations concernant les mécanismes d'attribution, les conditions d'utilisation et la valeur du spectre, pour les différentes bandes de fréquences utilisées pour les services mobiles publics. Ce rapport a été publié sur le site Internet de l'IBPT.	Het BIPT heeft ook een beroep gedaan op een externe consultant om, onder andere, de verlenging van de 2G- en 3G-vergunningen te bekijken. Deze studie werd verwezenlijkt door Analysys Mason en heeft geleid tot het verslag " <i>Study regarding the value of spectrum for mobile public systems</i> " van 31 december 2015. Het verslag van Analysys Mason omvat aanbevelingen over de mechanismen voor toewijzing, de gebruiksvoorwaarden en de spectrumwaarde, voor de verschillende frequentiebanden gebruikt voor de openbare mobiele diensten. Dit verslag werd gepubliceerd op de website van het BIPT.
Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:	De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:
- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;	- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;	- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);	- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;	- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- maximaliser la concurrence sur le marché mobile;	- de concurrentie op de mobiele markt maximaliseren;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;	- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;	- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.	- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.
En Belgique, comme dans le reste de l'Europe, la grande majorité attributions de nouveau spectre du 21 ^{ème} siècle se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux	In België, net als in de rest van Europa, werd het leeuwendeel van nieuw spectrum van de 21e eeuw toegewezen via veilingmechanismen. De veiling heeft immers tal van voordelen:

enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorise la compétition et l'utilisation efficace du spectre.	transparent en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.
La situation est totalement différente pour la réattribution des droits d'utilisation pour du spectre existant. De nombreux pays européens ont en effet opté pour une réattribution automatique des droits existants.	De situatie is helemaal anders voor de nieuwe toewijzing van de gebruiksrechten voor bestaand spectrum. Tal van Europese landen hebben immers gekozen voor een automatische nieuwe toewijzing van de bestaande rechten.
Les bandes de fréquences 900MHz, 1800MHz et 2 GHz sont utilisées intensément par les opérateurs mobiles publics afin de livrer un service aux consommateurs belges ainsi qu'aux opérateurs mobiles virtuels et revendeurs qui utilisent leurs infrastructures. Ces fréquences sont essentielles au bon fonctionnement des réseaux mobiles en Belgique et leur mise aux enchères pourrait s'avérer être particulièrement dommageable au secteur.	De 900 MHz-, 1800 MHz- en 2 GHz-frequentiebanden worden intensief gebruikt door de openbare mobiele operatoren om een dienst te verstrekken aan de Belgische consument alsook aan de virtuele mobiele operatoren en doorverkopers die hun infrastructuur gebruiken. Deze frequenties zijn essentieel voor de goede werking van de mobiele netwerken in België en deze veilen zou wel eens erg schadelijk kunnen blijken voor de sector.
Une mise aux enchères comporte par définition une part importante de risques. Est-ce que les opérateurs pourront récupérer leurs avoirs en fréquences, en quelles quantités, à quelle position dans la bande de fréquences et à quel prix? Ce sont autant de questions auxquelles les opérateurs n'auront pas de réponses, ce qui créera un climat général d'incertitude défavorable à l'investissement. Une mise aux enchères serait donc accueillie avec énormément d'appréhensions par les opérateurs existants et leurs actionnaires parce qu'elle serait perçue comme étant une remise en cause potentielle de leurs avoirs en fréquences et donc une remise en cause des investissements consentis jusqu'à alors.	Een veiling houdt per definitie een groot deel aan risico's in. Zullen de operatoren hun bezittingen in verband met frequenties kunnen recupereren, op welke positie in de frequentieband en tegen welke prijs? Dat zijn vragen waar de operatoren geen antwoorden op zullen hebben, wat een algemeen klimaat van onzekerheid zal creëren dat ongunstig is voor investeringen. Een veiling zou dus op enorm veel beduchtheid worden onthaald door de bestaande operatoren en hun aandeelhouders omdat ze zou worden gezien als een mogelijke bedreiging voor hun bezittingen in termen van frequenties en dus voor hun investeringen die ze tot dan toe hebben gedaan.
Le marché des télécommunications mobiles requiert d'investir des sommes considérables qui ne produiront des résultats que sur le long terme. Ceci a pour conséquence que les opérateurs doivent pouvoir développer une vision stratégique cohérente et claire dans une perspective de planification des investissements sur le long terme. Les réseaux mobiles reposent sur une ressource essentielle et rare que sont les fréquences. Afin de pouvoir planifier au mieux les investissements dans les réseaux mobiles du futur, les opérateurs ont besoin de savoir qu'ils pourront continuer à disposer des fréquences qu'ils utilisent actuellement. Plus le cadre réglementaire fournira des réponses claires à ces questions, plus les opérateurs pourront aborder l'avenir avec confiance et justifier auprès de leurs actionnaires de grands plans d'investissements et garantir par ailleurs la pérennité des services offerts aux clients.	De mobiele-telecommunicatiemarkt vergt grote investeringsbedragen die pas op lange termijn resultaten kunnen boeken. Dit heeft tot gevolg dat de operatoren een coherente en duidelijke strategische visie moeten kunnen ontwikkelen op basis van de langetermijnplanning voor investeringen. De mobiele netwerken berusten op het essentiële en schaarse middel dat de frequenties vormen. Om de investeringen in de mobiele netwerken van de toekomst zo goed mogelijk te kunnen plannen, dienen de operatoren te weten dat ze zullen kunnen blijven beschikken over de frequenties die ze vandaag gebruiken. Hoe meer duidelijke antwoorden het reglementaire kader verschaft op deze vragen, hoe meer de operatoren hun toekomst zullen kunnen uitstippelen met vertrouwen, tegenover hun aandeelhouders grote investeringsplannen zullen kunnen rechtvaardigen en overigens de duurzaamheid zullen kunnen garanderen van de diensten die ze aan hun klanten bieden.

<p>A l'échelle européenne, la tendance des dernières années est plutôt à la réduction du nombre d'acteurs déployant eux-mêmes un réseau de télécommunications mobiles. On assiste en effet à un certain niveau de consolidation, qui faut encouragé il y a quelques années par la Commission européenne. En 2011, la tentative pour un nouvel entrant de prendre place dans le marché belge n'a pas abouti. Dans ce contexte, la probabilité de voir un nouvel entrant acquérir ces fréquences dans le but de les utiliser pour déployer un quatrième réseau mobile est faible. Les contributions à la consultation de l'IBPT du 7 novembre 2014 n'ont par ailleurs pas montré d'intérêt significatif d'un nouvel entrant.</p>	<p>Op Europese schaal bestaat de tendens er de laatste jaren eerder in om het aantal spelers die zelf een mobiele-telecommunicatienetwerk ontplooiën, te beperken. We zijn inderdaad getuige van een zeker consolidatieniveau dat enkele jaren geleden werd aangemoedigd door de Europese Commissie. In 2011 mislukte de poging van een nieuwkomer om vaste voet te krijgen op de Belgische markt. In deze context is de kans klein dat we een nieuwkomer deze frequenties zien verwerven om ze te gebruiken om een vierde mobiel netwerk te ontplooiën. Uit de bijdragen tot de raadpleging van het BIPT van 7 november 2014 is overigens geen beduidende interesse gebleken van een nieuwkomer.</p>
<p>Cependant, même en l'absence de nouvel entrant, une mise aux enchères devrait, en théorie, favoriser l'utilisation efficace du spectre. En effet les besoins en spectre peuvent être différents d'un opérateur à l'autre en fonction de la stratégie de déploiement, du nombre de client et du trafic généré par ces clients.</p>	<p>Toch zou een veiling, ook indien er geen nieuwkomers zijn, in theorie het efficiënte gebruik van spectrum moeten bevorderen. De spectrumbehoeften kunnen inderdaad verschillen van de ene operator tot de andere afhankelijk van de ontplooiingsstrategie, van het aantal klanten en van het verkeer dat deze klanten genereren.</p>
<p>Les opérateurs mobiles existants sont tous défavorables à une mise aux enchères des bandes de fréquences 900MHz, 1800MHz et 2 GHz</p>	<p>De bestaande mobiele operatoren staan allemaal negatief tegenover een veiling van de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz.</p>
<p>Ni le mécanisme de mise aux enchères, ni la reconduction des droits d'utilisation existants ne permettent d'atteindre l'ensemble des objectifs cités plus haut.</p>	<p>Noch het veilingmechanisme, noch de verlenging van de bestaande gebruiksrechten maken het mogelijk om samen de voormelde doelstellingen te bereiken.</p>
<p>Le mécanisme choisi est un mécanisme hybride, qui permet de cumuler, au moins en partie, les avantages d'une mise aux enchères et ceux d'une reconduction.</p>	<p>Het gekozen mechanisme is een hybride mechanisme waarmee, ten minste deels, de voordelen van een veiling kunnen worden gecombineerd met deze van een verlenging.</p>
<p>Il faut noter que l'IBPT peut décider de combiner cette procédure d'attribution avec d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux.</p>	<p>Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT kan beslissen om deze toewijzingsprocedure te combineren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten.</p>
<p>Commentaire article par article</p>	<p>Artikelsgewijze bespreking</p>
<p>Article 1^{er}</p>	<p>Artikel 1</p>
<p>Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.</p>	<p>Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.</p>
<p>Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la</p>	<p>De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en</p>

procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz"). Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.	van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit"). De overige definities behoeven geen commentaar.
Article 2	Artikel 2
Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").	De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").
Article 3	Artikel 3
Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.	De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.
Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15 ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période 20 ans.	De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.
Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.	In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.
Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.	De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.
Le présent arrêté prévoit une période initiale de 20 ans, renouvelable par période de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.	Dit besluit voorziet in een initiële periode van 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.

La validité des droits d'utilisation débute le 15 mars 2021, à la date à laquelle la validité des droits existants se termine.	De geldigheid van de gebruiksrechten vangt aan op 15 maart 2021, datum waarop de geldigheid van de bestaande rechten verstrijkt.
Les droits d'utilisation sont valables sur l'ensemble du territoire national. Les droits d'utilisation ne sont cependant pas valables dans l'espace aérien national ou dans la zone économique exclusive nationale en mer du Nord.	De gebruiksrechten zijn geldig voor het gehele nationale grondgebied. De gebruiksrechten zijn evenwel niet geldig in het nationale luchtruim of in de nationale exclusieve economische zone van de Noordzee.
Article 4	Artikel 4
Le paragraphe 1 ^{er} stipule la subdivision en blocs des différentes bandes de fréquences.	Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de verschillende frequentiebanden.
La bande 900 MHz, d'une capacité totale de 35 MHz duplex, est divisée en six blocs de 5 MHz duplex et cinq blocs de 1 MHz duplex.	De 900 MHz-band, met een totale capaciteit van 35 MHz duplex, is onderverdeeld in zes blokken van 5 MHz duplex en 5 blokken van 1 MHz duplex.
La bande 1800 MHz, d'une capacité totale de 75 MHz duplex, est divisée en quinze blocs de 5 MHz duplex.	De 1800 MHz-band, met een totale capaciteit van 75 MHz duplex, is onderverdeeld in vijftien blokken van 5 MHz duplex.
La bande 2 GHz, d'une capacité totale de 59,4 MHz duplex, est divisée en neuf blocs de 5 MHz duplex et trois blocs de 4,8 MHz duplex.	De 2 GHz-band, met een totale capaciteit van 59,4 MHz duplex, is onderverdeeld in negen blokken van 5 MHz duplex en drie blokken van 4,8 MHz duplex.
La bande 900 MHz est actuellement utilisée pour les technologies GSM et UMTS. La bande 1800 MHz est actuellement utilisée pour les technologies GSM et LTE. La bande 2 GHz est actuellement utilisée par la technologie LTE.	De 900 MHz-band wordt momenteel gebruikt voor de GSM- en UMTS-technologieën. De 1800 MHz-band wordt momenteel gebruikt voor de GSM- en LTE-technologieën. De 2 GHz-band wordt momenteel gebruikt door de LTE-technologie.
A plus long terme, on peut penser que la technologie LTE sera utilisée dans les trois bandes et que la technologie UMTS disparaîtra. La technologie GSM devrait cependant encore subsister de nombreuses années dans la bande 900 MHz. Il est également possible que la bande 900 MHz soit utilisée pour des applications "Internet des objets".	We kunnen ervan uitgaan dat de LTE-technologie op langere termijn zal worden gebruikt in de drie banden en dat de UMTS-technologie zal verdwijnen. De GSM-technologie zou echter nog tal van jaren moeten blijven bestaan in de 900 MHz-band. Het is eveneens mogelijk dat de 900 MHz-band wordt gebruikt voor de toepassingen van het "internet der dingen".
Les canaux LTE ont une largeur de 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz ou 20 MHz. Les largeurs de canal de 1,4 MHz ou 3 MHz ne permettent pas d'offrir des débits très élevés et sont en général pas ou peu utilisées.	De LTE-kanalen hebben een bandbreedte van 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz of 20 MHz. De kanaalbreedtes van 1,4 MHz of van 3 MHz kunnen geen erg hoge snelheden bieden en worden doorgaans weinig of niet gebruikt.
Les canaux UMTS ont une largeur d'environ 5 MHz. L'espacement entre canaux UMTS est en général de 4,8 MHz ou 5 MHz.	De UMTS-kanalen hebben een breedte van ongeveer 5 MHz. De kanaalafstand tussen UMTS-kanalen bedraagt doorgaans 4,8 MHz of 5 MHz.
La subdivision en blocs de 5 MHz est appropriée. En effet on peut utiliser:	De onderverdeling in blokken van 5 MHz is gepast. Men kan immers het volgende gebruiken:

- un bloc pour une largeur de canal LTE de 5 MHz;	- een blok voor een LTE-kanaalbreedte van 5 MHz;
- deux blocs pour une largeur de canal LTE de 10 MHz;	- twee blokken voor een LTE-kanaalbreedte van 10 MHz;
- trois blocs pour une largeur de canal LTE de 15 MHz;	- drie blokken voor een LTE-kanaalbreedte van 15 MHz;
- quatre blocs pour une largeur de canal LTE de 20 MHz;	- vier blokken voor een LTE-kanaalbreedte van 20 MHz;
- un bloc pour un canal UMTS	- een blok voor een UMTS-kanaal.
<p>Pour la technologie GSM ou certaines technologies spécifiques aux applications "Internet des objets", la largeur de canal est de 200 kHz. C'est la raison pour laquelle on prévoit également des blocs de 1 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Un seul candidat peut cependant acquérir les cinq blocs de 1 MHz duplex afin de reconstituer un bloc de 5 MHz duplex.</p>	<p>Voor de GSM-technologie of bepaalde specifieke technologieën voor de toepassingen van "het internet der dingen", bedraagt de kanaalbreedte 200 kHz. Dat is de reden waarom ook wordt voorzien in blokken van 1 MHz duplex in de 900 MHz-band. Een enkele kandidaat kan echter de vijf blokken van 1 MHz duplex verwerven om zo een blok van 5 MHz duplex te vormen.</p>
<p>La bande 2 GHz a une capacité totale de 59,4 MHz duplex. Il est par conséquent impossible de la subdiviser uniquement en canaux de 5 MHz. C'est la raison pour laquelle on prévoit également des blocs de 4,8 MHz duplex dans la bande 2 GHz.</p>	<p>De 2 GHz-band heeft een totale capaciteit van 59,4 MHz duplex. Het is dan ook onmogelijk om deze onder te verdelen in kanalen van 5 MHz. Dat is de reden waarom ook wordt voorzien in blokken van 4,8 MHz duplex in de 2 GHz-band.</p>
<p>La subdivision des différentes bandes de fréquences est conforme aux recommandations du rapport d'Analysys Mason.</p>	<p>De onderverdeling van de verschillende frequentiebanden is conform de aanbevelingen van het verslag van Analysys Mason.</p>
<p>Le paragraphe 2 stipule quelles sous-bandes de fréquences sont utilisées à l'émission pour les stations de base et quelles sous-bandes de fréquences sont utilisées à l'émission pour les terminaux.</p>	<p>Paragraaf 2 bepaalt welke subfrequentiebanden worden gebruikt voor de uitzending van de basisstations en welke subfrequentiebanden worden gebruikt voor de uitzending van de eindapparatuur.</p>
<p>Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.</p>	<p>Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.</p>
<p>Le choix d'un "spectrum cap" pour les différentes bandes de fréquences est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant les différentes bandes de fréquences et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.</p>	<p>De keuze van een "spectrum cap" voor de verschillende frequentiebanden is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de verschillende frequentiebanden en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.</p>
<p>Les pays européens optent pour des "spectrum caps" entre 10 et 20 MHz duplex pour les bandes en dessous de 1 GHz. La plupart optent pour 15 MHz duplex.</p>	<p>De Europese landen kiezen voor deze "spectrum caps" tussen 10 en 20 MHz duplex voor de banden onder 1 GHz. Het merendeel kiest voor 15 MHz duplex.</p>
<p>Un "spectrum cap" de 15 MHz duplex permet à chaque opérateur de satisfaire sa préférence de faire offre pour 5, 10 ou 15 MHz duplex. En effet,</p>	<p>Een "spectrum cap" van 15 MHz duplex stelt elke operator in staat om naar eigen zin 5, 10 of 15 MHz aan te bieden. De spectrumbehoeften</p>

les besoins en spectre peuvent être différents d'un opérateur à l'autre en fonction de la stratégie de déploiement, du nombre de client et du trafic généré par ces clients.	kunnen inderdaad verschillen van de ene operator tot de andere afhankelijk van de ontplooiingsstrategie, van het aantal klanten en van het verkeer dat deze klanten genereren.
Un "spectrum cap" de 15 MHz a donc été choisi pour la bande 900 MHz.	Er werd dus gekozen voor een spectrum cap van 15 MHz voor de 900 MHz-band.
Pour les autres bandes de fréquences, les différents "spectrum caps" ont été choisis de façon à ce qu'aucun opérateur ne détienne plus de la moitié des ressources pour une bande de fréquences.	Voor de andere frequentiebanden werden de verschillende "spectrum caps" zo gekozen dat geen enkele operator meer dan de helft van de middelen voor een frequentieband heeft.
Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 8.1 et 8.2.d, de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive "cadre").	De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. Deze bevoegdheid wordt toegekend conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 8.1 en 8.2.d, van Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten ("Kaderrichtlijn").
Article 5	Artikel 5
Vu le présent arrêté, l'obligation d'autorisation, conformément à l'article 39, § 1 ^{er} , de la loi du 13 juin 2005 est superflue.	Gelet op het onderhavige besluit is de vergunningsverplichting overeenkomstig artikel 39, § 1, van de wet van 13 juni 2005 overbodig.
Article 6	Artikel 6
En vertu de l'article 13, 3°, de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.	Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.
Article 7	Artikel 7
Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.	De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.
Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et	De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de

30 de la loi du 13 juin 2005.	artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
Le considérant 32 de la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques (directive "autorisation") prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	Considerans 32 van Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten ("Machtigingsrichtlijn") bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.
Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles:	Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:
- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation;	- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;
- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.	De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.
Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences. Par souci de cohérence, cette approche sera également de mise pour les bandes de fréquences 800 MHz (voir article 54).	Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen. Om redenen van coherentie zal deze benadering ook gelden voor de 800 MHz-frequentiebanden (zie artikel 54).
La redevance annuelle s'élève à 89.400 euros par MHz pour la bande 900 MHz et à 50.000 euros par MHz pour les deux autres bandes. Le montant pour la bande 900 MHz est identique au montant des redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz). Les deux autres bandes sont moins favorables en termes de conditions de propagation. La redevance annuelle est donc moins élevée pour ces deux bandes que pour la bande 900 MHz.	De jaarlijkse rechten bedragen 89.400 euro per MHz voor de 900 MHz-band en 50.000 euro per MHz voor de twee andere banden. Het bedrag voor de 900 MHz-band is gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit). De twee overige banden zijn minder gunstig in termen van propagatievoorwaarden. Het jaarlijkse recht is dus minder hoog voor deze twee banden dan voor de 900 MHz-band.
Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences	Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie

en question. Ce type de disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.	exploiteren. Dit soort van bepaling bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.
Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.	Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.
Le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur. Par souci de cohérence, cette approche sera également de mise pour les bandes de fréquences 800 MHz, 2,6 GHz et 3,5 GHz (voir articles 48, 51 et 54, § 2).	Dit koninklijk besluit bepaalt dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Zodra de gebruiksrechten zijn toegekend mogen de radiofrequenties in verband met deze rechten niet langer worden gebruikt door een andere gebruiker. Om redenen van coherentie zal deze benadering ook gelden voor de 800 MHz, 2,6 GHz- en 3,5 GHz-frequentiebanden (zie artikelen 48, 51 en 54 ,§ 2).
Article 8	Artikel 8
L'article 8 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 8 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.
Article 9	Artikel 9
L'article 9 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.	Artikel 9 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.
Article 10	Artikel 10
L'article 18, § 1 ^{er} , 1 ^o , de la loi du 13 juin 2005 prévoit que les conditions d'obtention et d'exercice de radiofréquences, utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public, peuvent aussi porter sur "(...) <i>les exigences de couverture et de qualité</i> ".	Artikel 18, § 1, 1 ^o , van de wet van 13 juni 2005 bepaalt dat de voorwaarden voor het verkrijgen en hanteren van radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden ook betrekking kunnen hebben op "(...) <i>de dekkingseisen en kwaliteitseisen</i> ".
L'article 18 de la loi du 13 juin 2005 est la transposition de la partie B de l'annexe à la Directive Autorisation. Le point 1 a été légèrement réécrit par la Directive 2009/140 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 et est désormais libellé comme suit:	Artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 is de omzetting van deel B van de bijlage bij de Machtigingsrichtlijn. Punt 1 is ietwat herschreven door richtlijn 2009/140/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 en luidt nu:
<i>"1. Obligation de fournir un service (...) pour (lequel) les droits d'utilisation de la fréquence ont été accordés, y compris, le cas échéant, des exigences de couverture et de qualité".</i>	<i>"1. Verplichting om een dienst aan te bieden (...) waarvoor de gebruiksrechten voor de frequentie zijn verleend, met inbegrip van in voorkomend geval de dekkingseisen en kwaliteitseisen."</i>

Les trois opérateurs mobiles existants disposent tous de fréquences dans les bandes 800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz et 2,6 GHz. Ces opérateurs disposent tous d'un réseau 2G utilisant les bandes 900 MHz et 1800 MHz, d'un réseau 3G utilisant les bandes 900 MHz et 2 GHz, et d'un réseau 4G utilisant les bandes 800 MHz et 1800 MHz.	De drie bestaande mobiele operatoren beschikken allemaal over frequenties in de 800 MHz-, 900 MHz-, 1800 MHz-, 2 GHz- en 2,6 GHz-banden. Deze operatoren beschikken allemaal over een 2G-netwerk dat de 900 MHz- en 1800 MHz-banden gebruikt, over een 3G-netwerk dat de 900 MHz- en 2 GHz-banden gebruikt en over een 4G-netwerk dat de 800 MHz- en 1800 MHz-banden gebruikt.
Le niveau de couverture de la population actuel des réseaux 2G et 3G dépasse largement les obligations existantes.	Het huidige dekkingsniveau van de bevolking door de 2G- en 3G-netwerken overtreft ruimschoots de bestaande verplichtingen.
Le niveau de couverture des réseaux 2G varie en ce moment entre 99,9 et 100% et le niveau de couverture des réseaux 3G varie entre 98,9 et 100%. Une obligation de couverture des réseaux mobiles de 99,5% de la population semble donc raisonnable.	Het dekkingsniveau van de 2G-netwerken varieert momenteel tussen 99,9 en 100% en het dekkingsniveau van de 3G-netwerken varieert tussen 98,9 en 100%. Een dekkingsverplichting voor mobiele netwerken van 99,5% van de bevolking lijkt dus redelijk.
Les bandes fréquences en-dessous de 1 GHz représentent la solution optimale pour la couverture des zones étendues. Les autres bandes de fréquences sont en général utilisées aux endroits où le trafic est important afin d'y augmenter la capacité disponible.	De frequentiebanden onder 1 GHz vormen de optimale oplossing voor de dekking van uitgestrekte gebieden. De andere frequentiebanden worden over het algemeen gebruikt op de plaatsen waar er veel verkeer is om er de beschikbare capaciteit te vergroten.
Il est donc logique de n'imposer des obligations de couverture qu'aux opérateurs qui disposent de fréquences en dessous de 1 GHz pour déployer un réseau.	Het is dus logisch om enkel dekkingsverplichtingen op te leggen aan de operatoren die beschikken over frequenties onder 1 GHz om een netwerk uit te rollen.
Dans le cadre du présent arrêté, la seule bande de fréquences en-dessous de 1 GHz est la bande 900 MHz. Pour la bande 900 MHz, il est possible d'obtenir des blocs de 1 MHz duplex pour par exemple, déployer des technologies spécifiques aux applications "Internet des objets". Le présent arrêté ne prévoit pas d'obligation de couverture pour des opérateurs qui ne disposeraient que d'entre un et quatre blocs de 1 MHz duplex.	In het kader van dit besluit is de enige frequentieband onder 1 GHz de 900 MHz-band. Voor de 900 MHz-band is het mogelijk om blokken van 1 MHz duplex te verkrijgen om bijvoorbeeld, technologieën uit te rollen die specifiek zijn voor de toepassingen van "het internet der dingen". Dit besluit voorziet niet in een dekkingsverplichting voor de operatoren die slechts tussen één en vier blokken van 1 MHz duplex zouden beschikken.
Les obligations de couverture sont déjà remplies par les trois opérateurs mobiles existants. Ceux-ci doivent donc respecter le niveau de 99,5% dès le début de validité des droits d'utilisation afin de garantir une continuité du service pour les consommateurs.	De dekkingsverplichtingen zijn reeds vervuld door de drie bestaande mobiele operatoren. Deze moeten dus het niveau van 99,5% in acht nemen van bij het begin van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten om een continuïteit van de dienstverlening voor alle consumenten te garanderen.
Il est par contre impossible, pour un nouvel entrant, de respecter le niveau de 99,5% dès le début de validité des droits d'utilisation. Un nouvel entrant a besoin de temps pour déployer un tout nouveau réseau.	Het is daarentegen niet mogelijk, voor een nieuwkomer, om het niveau van 99,5% van bij het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten te halen. Een nieuwkomer heeft tijd nodig om een heel nieuw netwerk uit te rollen.
Le calendrier de déploiement, pour les obligations de couverture, est le suivant pour les	Het uitrolschema, voor de dekkingsverplichtingen, is het volgende voor de nieuwkomers die over

nouveaux entrants disposant de fréquences dans la bande 900 MHz:	frequenties beschikken in de 900 MHz-band:
- 30% de la population après 3 ans;	- 30% van de bevolking na 3 jaar;
- 70% de la population après 6 ans;	- 70% van de bevolking na 6 jaar;
- 99,5% de la population après 9 ans.	- 99,5% van de bevolking na 9 jaar.
Les paragraphes 4 et 5 définissent plus précisément ce qu'on entend par couverture.	Paragraaf 4 en 5 verduidelijken het concept 'dekking'.
Pour la bande 800 MHz, certains opérateurs ont estimé que les normes environnementales bruxelloises ne permettent pas de couvrir le territoire de la Région Bruxelloise en 4G. Les obligations de couverture ne visent pas la Région de Bruxelles-Capitale. On peut, en effet, estimer qu'un opérateur couvrira la Région de Bruxelles-Capitale, s'il a la possibilité de le faire, même s'il n'y est pas obligé. Afin de prendre en compte les normes environnementales bruxelloises, il est supposé que la Région de Bruxelles-Capitale est totalement couverte, quel que soit son niveau de couverture réel. En pratique, cela revient à ne pas imposer d'obligation pour la Région de Bruxelles-Capitale. Les obligations pour le reste du pays sont indépendantes de l'évolution des normes environnementales bruxelloises.	Voor de 800 MHz-band hebben bepaalde operatoren aangegeven dat de Brusselse milieunormen het niet mogelijk maken om het grondgebied van het Brussels Gewest met 4G te dekken. De dekkingsverplichtingen zijn niet van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Er wordt immers aangenomen dat een operator het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal bedekken, indien hij de mogelijkheid heeft om dit te doen, ook al is er geen verplichting. Om rekening te houden met de Brusselse milieunormen, wordt aangenomen dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest volledig gedekt is, ongeacht het werkelijke niveau van dekking ervan. In de praktijk komt dit erop neer dat er geen dekkingsverplichtingen worden opgelegd voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De verplichtingen voor de rest van het land zijn onafhankelijk van de evolutie van de Brusselse milieunormen.
Lorsque certaines zones géographiques sont déjà couvertes par un opérateur avec le débit minimum grâce à d'autres bandes de fréquences que les bandes 900 MHz, 1800 MHz ou 2 GHz, il n'y a aucun intérêt à imposer à l'opérateur de couvrir ces zones géographiques également avec les bandes 900 MHz, 1800 MHz ou 2 GHz. Le paragraphe 6 permet donc de considérer que les obligations de couvertures liées aux bandes 900 MHz, 1800 MHz ou 2 GHz sont respectées grâce à toutes les bandes de fréquences pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation.	Wanneer bepaalde geografische gebieden reeds worden gedekt door een operator met de minimumsnelheid dankzij andere frequentiebanden dan de 900 MHz-, de 1800 MHz- en de 2 GHz-banden, dan wint men er niets bij om de operator te verplichten om ook die geografische gebieden te dekken met de 900 MHz-, de 1800 MHz- en de 2 GHz-banden. Op grond van paragraaf 6 kan dus worden geoordeeld dat de dekkingsverplichtingen in verband met de 900 MHz-, de 1800 MHz- en de 2 GHz-banden worden vervuld via alle frequentiebanden waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt.
Article 11	Artikel 11
Une obligation d'offrir l'itinérance nationale à un nouvel entrant vise à limiter les désavantages structurels auxquels ce nouvel entrant se heurte, au regard des opérateurs existants, étant donné qu'il ne dispose pas d'un réseau propre pour la radiocommunication mobile. L'itinérance nationale a donc pour but de donner accès, pendant une période transitoire, à un réseau étendu à l'opérateur qui n'a pas encore pu développer son propre réseau.	Een verplichting om nationale roaming aan te bieden aan een nieuwkomer op de markt heeft als doel de structurele nadelen te beperken waarmee deze nieuwkomer geconfronteerd wordt ten opzichte van bestaande operatoren omdat hij niet over een eigen netwerk beschikt voor mobiele radiocommunicatie. Nationale roaming heeft dus tot doel om tijdens een overgangperiode toegang te verlenen tot een uitgebreid netwerk aan operatoren die nog geen eigen netwerk hebben kunnen ontwikkelen.

<p>Afin d'éviter qu'un contrat relatif à l'itinérance nationale ne puisse être conclu dans le cadre de négociations commerciales, il peut être nécessaire, après avoir constaté l'impasse des négociations commerciales, d'imposer l'itinérance nationale pendant une période transitoire.</p>	<p>Om te vermijden dat een overeenkomst van nationale roaming niet kan worden afgesloten in het kader van commerciële onderhandelingen, kan het nodig zijn, nadat er een impasse vastgesteld werd in de commerciële onderhandelingen, om nationale roaming op te leggen gedurende een overgangperiode.</p>
<p>On estime que Voyacom (opérateur 2,6 GHz) se heurte également, dans une moindre mesure, à des désavantages structurels par rapport aux opérateurs 2G (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group). En effet, les opérateurs 2G disposent déjà de fréquences et de réseaux dans la bande 900 MHz (bande optimale pour la couverture en GSM/EDGE et UMTS/HSPA) et dans la bande 800 MHz (bande optimale pour la couverture LTE).</p>	<p>Het is aannemelijk dat Voyacom (2,6 GHz-operator) ook, al zij het in mindere mate, geconfronteerd wordt met structurele nadelen ten opzichte van de bestaande mobiele operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group). De bestaande mobiele operatoren beschikken namelijk al over frequenties en netwerken in de 900 MHz-band (optimale band voor dekking met GSM/EDGE en UMTS/HSPA) en in de 800 MHz-band (beste band voor LTE-dekking).</p>
<p>Les dispositions relatives à l'itinérance nationale constituent un système équilibré qui stimule la concurrence. De plus, la rentabilité limitée du tarif retail minus à payer par l'opérateur d'accès radioélectrique qui a droit à l'itinérance nationale sera également un stimulant pour qu'il développe son propre réseau.</p>	<p>De bepalingen met betrekking tot nationale roaming vormen een evenwichtig systeem dat de concurrentie bevordert. Daarenboven zal de beperkte winstgevendheid van het retail-minustarief dat radiotoegangsoperatoren die recht hebben op nationale roaming betalen, hen er ook toe aanzetten om een eigen netwerk uit te bouwen.</p>
<p>L'article 11 met en œuvre les dispositions de l'article 51, § 2, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005.</p>	<p>Artikel 11 geeft uitvoering aan de bepalingen van artikel 51, § 2, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005.</p>
<p>L'IBPT peut imposer l'obligation aux opérateurs 2G (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group) qui sont également opérateurs d'accès radioélectrique d'offrir l'itinérance nationale aux opérateurs d'accès radioélectrique qui ne sont pas opérateurs 2G. Les notions d'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et d'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale sont définies à l'article 1^{er}.</p>	<p>Het BIPT kan de 2G-operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group), die ook radiotoegangsoperator zijn, verplichten om nationale roaming aan te bieden aan de radiotoegangsoperatoren die geen 2G-operator zijn. De begrippen 'operator die recht heeft op nationale roaming' en 'operator die nationale roaming moet aanbieden' worden gedefinieerd in artikel 1.</p>
<p>Les bandes fréquences en-dessous de 1 GHz représentent la solution optimale pour la couverture des zones étendues. Pour des opérateurs ne disposant pas de fréquences en-dessous de 1 GHz, le risque que l'itinérance nationale ne constitue une alternative structurelle au développement d'un réseau propre est donc important. Tout comme seuls les opérateurs disposant de fréquences en dessous de 1 GHz ont des obligations de couverture (voir article 10), seuls ces mêmes opérateurs ont droit à l'itinérance nationale.</p>	<p>De frequentiebanden onder 1 GHz vormen dus de optimale oplossing voor de dekking van uitgestrekte gebieden. Voor operatoren die niet over frequenties onder 1 GHz beschikken, is dus het risico dat nationale roaming geen structureel alternatief vormt voor de ontwikkeling van een eigen netwerk, groot. Net zoals alleen de operatoren met frequenties onder 1 GHz dekkingverplichtingen hebben (zie artikel 10), hebben enkel deze zelfde operatoren recht op nationale roaming.</p>
<p>Afin d'éviter que des opérateurs 2G ne se soustraient à cette obligation par le biais d'une structuration du véhicule qui va garantir l'exploitation des droits d'utilisation, cette obligation est étendue au groupe de contrôle</p>	<p>Teneinde te vermijden dat 2G-operatoren zich aan deze verplichting zouden onttrekken via een structurering van het vehikel dat de exploitatie van de gebruiksrechten zal garanderen, wordt deze verplichting uitgebreid tot de controlegroep</p>

auquel appartient l'opérateur 2G, y compris les consortiums.	waartoe de 2G-operator behoort, met inbegrip van consortia.
L'article 11 prévoit également que ce droit à l'itinérance nationale ne vaut pas pour les zones géographiques où l'opérateur d'accès radioélectrique qui a droit à l'itinérance nationale a déjà développé son propre réseau.	Artikel 11 bepaalt ook dat het recht op nationale roaming niet geldt in die geografische gebieden waar de radiotoegangsoperator die recht heeft op nationale roaming al een eigen netwerk heeft uitgebouwd.
L'obligation d'itinérance nationale concerne tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi. Cela inclut les services 2G, 3G et 4G.	De verplichting tot nationale roaming heeft betrekking op alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet. Dit omvat de 2G-, 3G- en 4G-diensten.
Le caractère transitoire de l'itinérance nationale est aussi exprimé par la stipulation que toute intervention de l'IBPT dans le cadre de l'itinérance nationale expire 9 ans après la notification des droits d'utilisation à l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale. Ainsi, l'itinérance nationale ne peut jamais constituer une alternative structurelle au développement d'un réseau propre; chaque opérateur d'accès radioélectrique demeure sous l'obligation d'un tel développement. Après 9 ans, le niveau de couverture de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale doit être d'au moins 99,5%.	Het overgangskarakter van de nationale roaming blijkt eveneens uit de bepaling dat iedere tussenkomst van het BIPT inzake nationale roaming afloopt negen jaar na de kennisgeving van de gebruiksrechten aan de operator die recht heeft op nationale roaming. Op die manier kan nationale roaming nooit een structureel alternatief vormen voor het uitbouwen van een eigen netwerk; alle radiotoegangsoperatoren moeten dus verplicht een eigen netwerk uitbouwen. Na 9 jaar moet de dekkingsgraad van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 99,5% bedragen.
Article 12	Artikel 12
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Article 13	Artikel 13
Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.	Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.
Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.	Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.
Articles 14 et 15	De artikelen 14 en 15
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 16	Artikel 16
Cette disposition vise à éviter que les candidats	Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-

qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.	ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.
Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.	De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.
Article 17	Artikel 17
Ce n'est pas à l'Institut de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.	Het is niet aan het Instituut om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.
Articles 18 et 19	De artikelen 18 en 19
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 20 à 22	Artikelen 20 tot 22
Deux objectifs sont recherchés:	Er worden twee doelstellingen nagestreefd:
- la quantité de spectre réservée aux opérateurs mobiles existants doit être suffisante pour assurer une continuité du service pour les consommateurs;	- de spectrumkwantiteit voorbehouden aan de bestaande mobiele operatoren moet voldoende zijn om een continuïteit van de dienstverlening te garanderen voor de consumenten;
- si un nouvel entrant est intéressé par ce spectre existant, celui-ci doit pouvoir obtenir autant de spectre que les opérateurs existants.	- indien een nieuwkomer geïnteresseerd is in dit bestaande spectrum moet deze evenveel spectrum kunnen verwerven als de bestaande operatoren.
La quantité de spectre réservée aux opérateurs existants vise, dans la mesure du possible, à atteindre ces deux objectifs.	De spectrumhoeveelheid die is voorbehouden aan de bestaande operatoren beoogt, in de mate van het mogelijke, deze twee doelstellingen te vervullen.
Les opérateurs mobiles existants disposent actuellement chacun d'entre 10,2 MHz duplex et 12,4 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Ces opérateurs déploient à la fois un réseau 2G et un réseau 3G dans la bande 900 MHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 3G, ces opérateurs doivent absolument garder au moins 5 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Si ces opérateurs veulent en plus continuer à déployer un réseau 2G, ils doivent absolument garder au moins 10 MHz duplex dans la bande 900 MHz. En réservant 10 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il ne serait possible pour un nouvel entrant d'obtenir que 5 MHz duplex dans la bande 900 MHz.	De bestaande mobiele operatoren beschikken momenteel elk over 10,2 MHz duplex en 12,4 MHz duplex in de 900 MHz-band. Deze operatoren rollen tegelijk een 2G-netwerk en een 3G-netwerk uit in de 900 MHz-band. Om een 3G-netwerk te kunnen blijven uitbaten, moeten deze operatoren absoluut ten minste 5 MHz duplex behouden in de 900 MHz-band. Indien deze operatoren bovendien een 2G-netwerk willen blijven uitbaten, moeten ze absoluut ten minste 10 MHz duplex behouden in de 900 MHz-band. Door 10 MHz duplex te reserveren voor elke bestaande mobiele operator, zou een nieuwkomer slechts 5 MHz duplex kunnen verwerven in de 900 MHz-band.
Les opérateurs mobiles existants disposent	De bestaande mobiele operatoren beschikken

actuellement chacun de 25 MHz duplex dans la bande 1800 MHz. Ces opérateurs déploient à la fois un réseau 2G et un réseau 4G dans la bande 1800 MHz. Pour leur réseau 4G, ces opérateurs utilisent des canaux LTE de 20 MHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 4G équivalent au réseau actuel, ces opérateurs doivent absolument garder au moins 20 MHz duplex dans la bande 1800 MHz. En réservant 20 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il ne serait possible pour un nouvel entrant d'obtenir que 15 MHz duplex dans la bande 1800 MHz.	momenteel elk over 25 MHz duplex in de 1800 MHz-band. Deze operatoren rollen tegelijk een 2G-netwerk en een 4G-netwerk uit in de 1800 MHz-band. Voor hun 4G-netwerk gebruiken deze operatoren LTE-kanalen van 20 MHz. Om een 4G-netwerk te kunnen blijven uitbaten dat gelijkwaardig is aan het huidige netwerk, moeten deze operatoren absoluut ten minste 20 MHz duplex behouden in de 1800 MHz-band. Door 20 MHz duplex te reserveren voor elke bestaande mobiele operator, zou een nieuwkomer slechts 15 MHz duplex kunnen verwerven in de 1800 MHz-band.
Les opérateurs mobiles existants disposent actuellement chacun de 14,8 ou 15 MHz duplex dans la bande 2 GHz. Ces opérateurs déploient un réseau 3G dans la bande 2 GHz. L'évolution DC-HSPA+ de la norme UMTS est déployée dans la bande 2 GHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 3G équivalent au réseau actuel, ces opérateurs doivent absolument garder au moins 10 MHz duplex dans la bande 2 GHz. Il faut noter que même en réservant 10 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il est possible pour un nouvel entrant d'obtenir autant de spectre dans la bande 2 GHz que les opérateurs mobiles existants.	De bestaande mobiele operatoren beschikken momenteel elk over 14,8 of 15 MHz duplex in de 2 GHz-band. Deze operatoren rollen een 3G-netwerk uit in de 2 GHz-band. De evolutie DC-HSPA+ van de UMTS-norm wordt uitgerold in de 2 GHz-band. Om een 3G-netwerk te kunnen blijven uitbaten dat gelijkwaardig is aan het huidige netwerk, moeten deze operatoren absoluut ten minste 10 MHz duplex behouden in de 2 GHz-band. Er dient te worden opgemerkt dat zelfs wanneer 10 MHz duplex wordt gereserveerd voor elke bestaande mobiele operator, het mogelijk is dat een nieuwkomer evenveel spectrum verwerft in de 2 GHz-band als de bestaande mobiele operatoren.
Articles 23 à 43	Artikelen 23 tot 43
Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.	Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.
Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 44, § 2).	Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 44, § 2).
La procédure d'attribution est composée de deux parties.	De toewijzingsprocedure bestaat uit twee delen.
La première partie (articles 29 à 39) est une mise aux enchères de type SMRA ¹⁰ avec des lots génériques. Les lots sont génériques afin d'éviter que des opérateurs ne se voient octroyer des blocs non contigus, ce qui conduirait à une utilisation inefficace du spectre.	Het eerste deel (artikelen 29 tot 39) is een veiling van het type SMRA ¹ met generieke percelen. De percelen zijn generiek om te vermijden dat operatoren niet-aaneengrenzende blokken krijgen toegewezen, wat zou leiden tot een inefficiënt gebruik van het spectrum.
Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA ¹¹ . Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En	De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA ² . Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle

¹⁰ Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.

¹¹ Combinatorial Clock Auction.

effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.	spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.
Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités.	Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitenregels.
La première partie de la procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).	Het eerste deel van de procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).
La deuxième partie (articles 40 à 43) a pour but de déterminer le positionnement des blocs dans la bande.	Het tweede deel (artikelen 40 tot 43) heeft als doel de positie van de blokken in de band te bepalen.
Lors des procédures pour la bande 2,6 GHz et pour la bande 800 MHz, les candidats faisaient offre pour des blocs spécifiques. Dans le cas du présent arrêté, les candidats font offre pour des blocs génériques. Une fois la première partie (mise aux enchères) terminée, on doit donc déterminer le positionnement des blocs dans la bande.	Tijdens procedures voor de 2,6 GHz-band en de 800 MHz-band deden de kandidaten biedingen op specifieke blokken. In het geval van dit besluit doen de kandidaten biedingen op generieke blokken. Zodra het eerste deel (de veiling) afgelopen is, dient dus de positie van de blokken in de band te worden bepaald.
La deuxième partie de la procédure consiste en un tour supplémentaire afin que les candidats puissent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.	Het tweede deel van de procedure bestaat in een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.
L'article 24 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.	Artikel 24 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.
L'article 25 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.	Artikel 25 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.
L'article 27 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies (" <i>nulla poena sine lege</i> "), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive ..." DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).	Artikel 27 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrang brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn (" <i>nulla poena sine lege</i> "), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...</i> " DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).
Les articles 29 à 31 reprennent les mécanismes de surenchérisssement et de définition des offres	Artikelen 29 tot 31 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de

dans le cadre de la procédure d'enchères.	aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.
Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.	De overige artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 44 et 45	De artikelen 44 en 45
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 46	Artikel 46
Jusqu'à présent, la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation. Pour ces derniers, l'article 8 de l'arrêté royal du 7 mars 2007 relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques n'était pas d'application. Vu que ce type de redevance n'existe plus, il convient de supprimer l'exemption prévue, pour ces droits d'utilisation, au paragraphe 2 de l'article 8 de l'arrêté royal du 7 mars 2007.	Tot op heden was het jaarlijkse recht voor het beheer van de gebruiksrechten slechts verschuldigd voor bepaalde gebruiksrechten. Voor deze laatste was artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 maart 2007 betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken niet van toepassing. Aangezien dit soort van recht niet meer bestaat, dient de voor deze gebruiksrechten in paragraaf 2 van artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 maart 2007 vastgelegde vrijstelling te worden geschrapt.
Articles 47, 49, 50, 52, 53 et 56	Artikelen 47, 49, 50, 52, 53 en 56
En vertu de l'article 18, § 1 ^{er} , alinéa 2, 1° de la loi du 13 juin 2005, modifié par la loi du 27 mars 2014, les conditions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciables sont fixées par l'IBPT.	Krachtens artikel 18, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 13 juni 2005, gewijzigd door de wet van 27 maart 2014, worden de technische en operationele voorwaarden ter voorkoming van de schadelijke storingen vastgelegd door het BIPT.
Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2014 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, les dispositions suivantes n'ont plus de fondement légal:	Sedert de inwerkingtreding van de wet van 27 maart 2014 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie hebben de volgende bepalingen geen wettelijke grondslag meer:
- article 7, § 2 et annexe de l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz;	- artikel 7 en bijlage bij het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz;
- article 6, § 2 et annexe de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz;	- artikel 6, § 2, en bijlage bij het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz;
- article 6, § 2 et annexe de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz .	- artikel 6, § 2, en bijlage bij het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz.
Articles 48, 51 et 54	Artikelen 48, 51 en 54
Ces articles concernent (voir article 7):	Deze artikelen betreffen (zie artikel 7):
- la suppression de la redevance annuelle de	- de schrapping van het jaarlijkse recht voor

gestion des droits d'utilisation pour la bande 800 MHz;	beheer van de gebruiksrechten voor de 800 MHz-band;
- le paiement de la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences pour les fréquences attribuées au lieu des fréquences en service, pour les bandes 800 MHz, 2,6 GHz et 3,5 GHz.	- de betaling van het jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties voor de frequenties toegekend in de plaats van de frequenties in gebruik, voor de banden 800 MHz, 2,6 GHz en 3,5 GHz.
Articles 55	Artikel 55
L'article 11, § 7 de l'arrêté royal 800 MHz prévoit une liste exhaustive de bandes de fréquences permettant de remplir les obligations de couverture relatives à la bande 800 MHz. Avec les modifications apportées, ces obligations de couverture pourront être remplies avec toutes les fréquences attribuées, dans le passé ou dans le futur.	Artikel 11, § 7, van het 800 MHz-koninklijk besluit voorziet in een exhaustieve lijst van de frequentiebanden waarmee de dekkingsverplichtingen voor de 800 MHz-band kunnen worden vervuld. Met de aangebrachte wijzigingen zullen deze dekkingsverplichtingen kunnen worden vervuld met de toegewezen frequenties, in het verleden of in de toekomst.
Articles 57 et 60	Artikelen 57 en 60
Ces articles concernent l'abrogation du cadre réglementaire existant pour les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz.	Deze artikelen betreffen de opheffing van het bestaande regelgevingskader voor de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz.
Le cadre réglementaire existant doit rester en vigueur jusqu'à la fin des droits d'utilisation existant (14 mars 2021).	Het bestaande regelgevingskader moet van kracht blijven totdat de bestaande gebruiksrechten verstrijken (14 maart 2021).
Article 58 et 59	Artikel 58 en 59
A partir du 1 ^{er} juin 2020, le nouveau mode de calcul des redevances s'applique pour tous les droits d'utilisation.	Vanaf 1 juni 2020 is het nieuwe model voor berekening van de bijdragen van toepassing op alle gebruiksrechten.
La date du 1 ^{er} juin 2020 correspond au début de la période validité des droits d'utilisation pour la bande 700 MHz (voir arrêté royal du [] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz), pour lesquels ce nouveau mode de calcul s'appliquera.	De datum van 1 juni 2020 stemt overeen met de start van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor de 700 MHz-band (zie koninklijk besluit van [] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band), waarop deze nieuwe berekeningswijze van toepassing zal zijn.
Article 61	Artikel 61
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel heeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13, alinéa 1 ^{er} , l'article 18 modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014, l'article 20, § 1 ^{er} modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2, l'article 30 modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013 et par la loi du [], l'article 39, § 2 et l'article 51, § 2, modifié par la loi du 18 mai 2009, par la loi du 29 décembre 2010 et par la loi du 10 juillet 2012;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13, eerste lid, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012 en bij de wet van 27 maart 2014, artikel 20, § 1, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2, artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013 en bij de wet van [], artikel 39, § 2 en artikel 51, § 2, gewijzigd bij de wet van 18 mei 2009, bij de wet van 29 december 2010 en de wet van 10 juli 2012;
Vu l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM;	Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten;
Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800;	Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS1800-mobilofonienetten;
Vu l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération;	Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie;
Vu l'arrêté royal du 7 mars 2007 relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques;	Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 2007 betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken;
Vu l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz;	Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz;
Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz;	Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz;
Vu l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz;	Gelet op het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [];	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [];	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op [];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [];	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op [];
Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation du [];	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons:	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er}. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1° "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final;	1° "eindapparatuur": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2° "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base;	2° "radiotoegang": verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3° "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique;	3° "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4° "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4;	4° "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5° "opérateur d'accès radioélectrique": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation;	5° "radiotoegangsoperator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;
6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera	6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via

interprété conformément aux articles 5 à 9 du Code des sociétés, Livre Ier, Titre II, Chapitre II, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;	een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 5 tot 9 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;
7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne"):	7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):
a) la première personne, et;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 10 du Code des sociétés, Livre Ier, Titre II, Chapitre II;	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 10 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II.
8° "opérateur 2G": titulaire, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, de droits d'utilisation accordés en vertu de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM ou de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800;	8° "2G-operator": houder, op de dag van inwerkingtreding van dit besluit, van gebruiksrechten toegekend krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten en van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten;
9° "opérateur 3G": titulaire, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, de droits d'utilisation accordés en vertu de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération.	9° "3G-operator": houder, op de dag van inwerkingtreding van dit besluit, van gebruiksrechten toegewezen krachtens het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie.
10° "opérateur qui a droit à l'itinérance nationale": un opérateur d'accès radioélectrique, disposant d'un ou plusieurs blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1°, ou de la totalité des cinq blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 2°, qui n'est pas un opérateur 2G et dont le groupe pertinent ne compte pas d'opérateur 2G;	10° "operator die recht heeft op nationale roaming": een radiotoegangsoperator die over een of meer frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 1°, of de totaliteit van de vijf frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 2°, beschikt, die geen 2G-operator is en waarvan de relevante groep geen 2G-operator bevat;
11° "opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale": un opérateur 2G qui est également un opérateur d'accès radioélectrique ou qui appartient au groupe pertinent d'un opérateur d'accès radioélectrique;	11° "operator die nationale roaming moet aanbieden": een 2G-operator die tevens een radiotoegangsoperator is of die behoort tot de relevante groep van een radiotoegangsoperator;

CHAPITRE 2. - Généralités	HOOFDSTUK 2. - Algemeen
Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4, à partir du ou après le 15 mars 2021.	Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4 vanaf of na 15 maart 2021.
Art. 3. § 1^{er}. Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir du 15 mars 2021 ou de la date de la notification visée à l'article 44 si cette date est postérieure au 15 mars 2021.	Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf 15 maart 2021 of vanaf de datum van de betekening ervan bedoeld in artikel 44 indien deze datum later valt dan 15 maart 2021.
A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.	Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.
§ 2. Les droits d'utilisation couvrent la mise en œuvre d'un réseau d'accès radioélectrique sur l'ensemble du territoire national.	§ 2. De gebruiksrechten dekken de implementatie van een netwerk voor radiotoegang op het gehele nationale grondgebied.
CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences	HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties
Art. 4. § 1^{er}. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 8, les blocs de fréquences suivants:	Art. 4. § 1. Het Instituut wijst, conform de bepalingen van het Hoofdstuk 8, de volgende frequentieblokken toe:
1° six blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz, séparées par un écart duplex de 45 MHz;	1° zes frequentieblokken van 5 MHz duplex in de frequentiebanden van 880-915 MHz en 925-960 MHz, gescheiden met een duplexafstand van 45 MHz;
2° cinq blocs de fréquences de 1 MHz duplex dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz, séparées par un écart duplex de 45 MHz;	2° vijf frequentieblokken van 1 MHz duplex in de frequentiebanden van 880-915 MHz en 925-960 MHz, gescheiden met een duplexafstand van 45 MHz;
3° quinze blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz, séparées par un écart duplex de 95 MHz;	3° vijftien frequentieblokken van 5 MHz duplex in de frequentiebanden van 1710-1785 MHz en 1805-1880 MHz, gescheiden met een duplexafstand van 95 MHz;
4° neuf blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz, séparées par un écart duplex de 190 MHz;	4° negen frequentieblokken van 5 MHz duplex in de frequentiebanden van 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz, gescheiden met een duplexafstand van 190 MHz;
5° trois blocs de fréquences de 4,8 MHz duplex dans les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz, séparées par un écart duplex	5° drie frequentieblokken van 4,8 MHz duplex in de frequentiebanden van 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz, gescheiden met een

de 190 MHz;	duplexafstand van 190 MHz;
Pour identifier les blocs lors de l'émission d'une offre conformément à l'article 31, les blocs sont numérotés:	Om de blokken te identificeren tijdens het maken van een bod conform artikel 31, worden de blokken genummerd:
1° de 1 à 6 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 1°;	1° van 1 tot 6 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 1°;
2° de 7 à 11 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 2°;	2° van 7 tot 11 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 2°;
3° de 12 à 26 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 3°;	3° van 12 tot 26 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 3°;
4° de 27 à 35 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 4°;	4° van 27 tot 35 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 4°;
5° de 36 à 38 pour les blocs mentionnés à l'alinéa précédent, 5°;	5° van 36 tot 38 voor de blokken vermeld in het voorgaande lid, 5°;
Le numéro du bloc ne préjuge en rien de son positionnement dans la bande de fréquences.	Het nummer van het blok is in geen geval een indicatie van zijn positie in de frequentieband.
§ 2. Les bandes de fréquences 925-960 MHz, 1805-1880 MHz et 2110-2170 MHz sont réservées à l'émission par les stations de base et, les bandes de fréquences 880-915 MHz, 1710-1785 MHz et 1920-1980 MHz sont réservées à l'émission par les terminaux.	§ 2. De frequentiebanden 925-960 MHz, 1805-1880 MHz en 2110-2170 MHz zijn voorbehouden voor het uitzenden door de basisstations, en de frequentiebanden 880-915 MHz, 1710-1785 MHz en 1920-1980 MHz zijn voorbehouden voor het uitzenden door de eindtoestellen.
§ 3. Un groupe pertinent ne peut détenir que 15 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz.	§ 3. Een relevante groep kan niet meer dan 15 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz.
Un groupe pertinent ne peut détenir que 35 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz.	Een relevante groep kan niet meer dan 35 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 1710-1785 MHz en 1805-1880 MHz.
Un groupe pertinent ne peut détenir que 30 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz.	Een relevante groep kan niet meer dan 30 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz.
§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.	§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.
Art. 5. L'emploi des stations de radiocommunications dans le cadre de l'accès radioélectrique et dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exempté de l'autorisation visée à l'article 39, § 1 ^{er} , de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 5. Het gebruik van de stations voor radiocommunicatie in het kader van de radiotoegang en in de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunning bedoeld in artikel 39, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Art. 6. L'opérateur d'accès radioélectrique respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.	Art. 6. De radiotoegangsoperator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.
CHAPITRE 4. - Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences	HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties
Art. 7. § 1er. L'opérateur d'accès radioélectrique acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.	Art. 7. § 1. De radiotoegangsoperator betaalt een vergoeding genaamd "jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties".
La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, par MHz attribué, s'élève à:	Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties, per MHz, bedraagt:
1° 89.400 euros pour les blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1° et 2°;	1° 89.400 euro voor de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 1° en 2°;
2° 60.000 euros pour les blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 3° à 5°.	2° 60.000 euro voor de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 3° tot 5°.
Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.	Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.
§ 2. L'opérateur d'accès radioélectrique paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs de fréquences attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.	§ 2. De radiotoegangsoperator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.
Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de mois restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.	De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal maanden dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.
Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au mois durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.	Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de maand waarin de gebruiksrechten verstrijken.
Pour l'application des dispositions des deux alinéas précédents, tout mois incomplet est compté comme un mois entier.	Voor de toepassing van de bepalingen van de twee voorgaande leden moet elke onvolledige maand voor een volle maand worden aangerekend.
§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation, le 1 ^{er} janvier de chaque année.	§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2012. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.	De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2012. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.
CHAPITRE 5. - Contrôle	HOOFDSTUK 5. - Controle
Art. 8. § 1^{er}. Un opérateur d'accès radioélectrique est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.	Art. 8. § 1. Een radiotoegangsoperator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.
§ 2. L'opérateur d'accès radioélectrique communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:	§ 2. De radiotoegangsoperator moet elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag sturen over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:
1° la zone de couverture réalisée;	1° de gerealiseerde dekkingszone;
2° une description des services offerts;	2° een beschrijving van de aangeboden diensten;
3° le nombre de clients.	3° het aantal klanten.
L'opérateur d'accès radioélectrique collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.	De radiotoegangsoperator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.
§ 3. L'opérateur d'accès radioélectrique met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.	§ 3. De radiotoegangsoperator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.
CHAPITRE 6. - Exigences de couverture	HOOFDSTUK 6. - Dekkingsvereisten
Art. 9. § 1^{er}. L'opérateur d'accès radioélectrique informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question.	Art. 9. § 1. De radiotoegangsoperator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken.
§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.	§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.

Art. 10. § 1^{er}. Le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur d'accès radioélectrique disposant d'un ou plusieurs blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1°, ou de la totalité des cinq blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 2°, respecte au moins un niveau de couverture de 99,5% de la population en Belgique.	Art. 10. § 1. De ontplooiing van het radiotoegangsnetwerk van een radiotoegangsoperator die over een of meer frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 1°, of de totaliteit van de vijf frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 2°, beschikt, neemt ten minste een dekkingsniveau van 99,5% van de bevolking in België in acht.
§ 2. En dérogation au paragraphe 1 ^{er} , le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur d'accès radioélectrique qui n'est pas un opérateur 2G respecte au moins les niveaux de couverture de la population en Belgique, spécifiés aux différentes échéances ci-dessous, à compter de la date de début de validité des droits d'utilisation:	§ 2. In afwijking van paragraaf 1 beantwoordt de uitrol van het netwerk voor radiotoegang van een radiotoegangsoperator die geen 2G-operator is, vanaf de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten, minstens aan de volgende dekkingsgraden van de bevolking in België op de verschillende hieronder vermelde tijdstippen:
1° après 3 ans: 30%;	1° na 3 jaar: 30%;
2° après 6 ans: 70%;	2° na 6 jaar: 70%;
3° après 9 ans: 99,5%.	3° na 9 jaar: 99,5%.
§ 3. Des dérogations aux paragraphes 1 et 2 sont accordées par l'Institut, en cas de force majeure.	§ 3. Uitzonderingen op de paragrafen 1 en 2 worden verleend door het Instituut, in geval van overmacht.
§ 4. Par couverture, il y a lieu d'entendre que le réseau d'accès radioélectrique de l'opérateur d'accès radioélectrique permet à ses clients d'accéder aux services suivants, au départ ou à destination d'un terminal classique à l'extérieur des bâtiments:	§ 4. Onder dekking dient te worden verstaan dat het netwerk voor radiotoegang van de radiotoegangsoperator zijn klanten toegang biedt tot de volgende diensten, van of naar een klassieke terminal buiten de gebouwen:
1° établir des communications avec tout utilisateur final d'un réseau public de téléphonie fixe ou mobile en Belgique ou à l'étranger;	1° verbindingen tot stand brengen met elke eindgebruiker van een vast of mobiel openbaar telefoonnetwerk in België of in het buitenland;
2° accéder aux services et applications offerts sur les réseaux publics de transport de données, en particulier, sur le réseau mondial Internet.	2° toegang krijgen tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet.
§ 5. Le niveau de couverture de la population est examiné par l'Institut sur la base de la répartition démographique, telle que déterminée dans le cadre de la subdivision de la Belgique en secteurs statistiques par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie.	§ 5. De dekkingsgraad van de bevolking wordt door het Instituut onderzocht op basis van de demografische spreiding zoals bepaald in het kader van de onderverdeling van België in statistische sectoren door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.
Pour l'examen du niveau de couverture de la population, on prend pour hypothèse que la population est répartie de manière uniforme à l'intérieur de chaque secteur.	Voor het verifiëren van de dekkingsgraad van de bevolking gaat men ervan uit dat de bevolking uniform is verdeeld binnen elke sector.
[Pour l'examen du niveau de couverture de la population, il est supposé que la Région de Bruxelles-Capitale est totalement couverte, quel	[Bij het onderzoek van het dekkingsniveau van de bevolking wordt ervan uitgegaan dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest totaal gedekt is, ondanks

que soit son niveau de couverture réel.]	het werkelijke niveau van dekking ervan.]
Les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure sont fixées par l'Institut.	De praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen worden vastgelegd door het Instituut.
§ 6. Les niveaux de couverture mentionnés aux paragraphes 1 et 2 peuvent être atteints avec toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur d'accès radioélectrique dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi.	§ 6. De dekkingsgraden vermeld in paragraaf 1 en 2 kunnen worden bereikt met alle frequenties waarvoor de radiotoegangsoperator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet.
CHAPITRE 7. - Itinérance nationale	HOOFDSTUK 7. - Nationale roaming
Art. 11. § 1er. Lorsque l'Institut veut imposer l'itinérance nationale, il respecte les modalités suivantes.	Art. 11. § 1. Bij het opleggen van nationale roaming respecteert het Instituut de volgende regels.
§ 2. L'Institut adopte les mesures dans les six mois suivant la réception de la requête de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.	§ 2. Het Instituut neemt de maatregelen aan binnen zes maanden na de ontvangst van het verzoek van de operator die recht heeft op nationale roaming.
§ 3. La requête mentionnée au paragraphe 2 ne peut émaner que d'un opérateur qui respecte ses obligations de couverture en vertu de l'article 10.	§ 3. Het in paragraaf 2 vermelde verzoek kan enkel uitgaan van een operator die zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 10 naleeft.
§ 4. Sauf accord en sens contraire, un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale n'entre en vigueur qu'à partir du moment où le déploiement du réseau de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale atteint au moins 20% de la population en Belgique.	§ 4. Behoudens andersluidend akkoord treedt een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden slechts in werking vanaf het ogenblik dat de uitrol van het netwerk van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 20% van de bevolking in België bereikt.
Ce niveau de couverture est examiné par l'Institut sur base des dispositions de l'article 10, paragraphes 4 à 6.	Deze dekkingsgraad wordt door het Instituut onderzocht op basis van de bepalingen van artikel 10, paragrafen 4 tot 6.
§ 5. Sauf accord en sens contraire, l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale dans le cadre d'un contrat d'itinérance nationale avec un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale n'est pas tenu de fournir des services d'itinérance nationale dans les zones géographiques où l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale a développé son propre réseau.	§ 5. Behoudens andersluidend akkoord is de operator die nationale roaming moet aanbieden in het kader van een overeenkomst van nationale roaming met een operator die recht heeft op nationale roaming niet gehouden om nationale-roamingdiensten te verstrekken in die geografische gebieden waar de operator die recht heeft op nationale roaming een eigen netwerk heeft uitgebouwd.
§ 6. Sauf accord en sens contraire, les services, qui font l'objet d'un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, comprennent tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de	§ 6. Behoudens andersluidend akkoord omvatten de diensten die het voorwerp uitmaken van een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden, alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden

3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi.	met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet.
§ 7. Aucune des mesures imposées par l'Institut ne sera applicable après une période de neuf ans qui prend cours à dater de la notification des droits d'utilisation à l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.	§ 7. Geen van de maatregelen die worden opgelegd door het Instituut is van toepassing na de periode van negen jaar die ingaat vanaf de kennisgeving van de gebruiksrechten aan de operator die recht heeft op nationale roaming.
§ 8. Si après la conclusion d'un contrat d'itinérance nationale avec l'intervention de l'Institut, en vertu du présent article, l'opérateur, qui a droit à l'itinérance nationale, négocie et conclut un autre contrat d'itinérance nationale avec un autre opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, il est mis fin au premier contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat antérieur d'itinérance nationale.	§ 8. Indien na het afsluiten van een overeenkomst van nationale roaming met tussenkomst van het Instituut krachtens dit artikel een operator die recht heeft op nationale roaming over een andere overeenkomst van nationale roaming onderhandelt en deze afsluit met een andere operator die nationale roaming moet aanbieden, dan wordt de eerste overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij die eerdere overeenkomst van nationale roaming.
Si l'Institut constate que l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale ne respecte pas ses obligations de couverture en vertu de l'article 10, il est mis fin au contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat d'itinérance nationale.	Indien het Instituut vaststelt dat de operator die recht heeft op nationale roaming zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 10 niet naleeft, dan wordt de overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij deze overeenkomst van nationale roaming.
§ 9. Le prix retail minus correspond au prix que l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale facture à ses clients pour la fourniture d'un service, après déduction des coûts qui ne sont pas engagés lorsque ce même service est offert à un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et après addition des coûts qui ne sont raisonnablement effectués qu'afin d'offrir des services d'itinérance nationale.	§ 9. De retail-minusprijs staat voor de prijs die de operator die nationale roaming moet aanbieden, aanrekent aan zijn klanten voor het verlenen van een dienst, na aftrek van die kosten die niet gemaakt worden wanneer dezelfde dienst wordt aangeboden aan een operator die recht heeft op nationale roaming, en na toevoeging van die kosten die redelijkerwijs enkel gemaakt worden om diensten van nationale roaming aan te bieden.
Le prix retail minus est exprimé comme un montant tarifaire unitaire basé sur les prix moyens au détail.	De retail-minusprijs wordt uitgedrukt als een eenheidstarief, gebaseerd op gemiddelde retailprijzen.
Dans certains cas, l'Institut peut déterminer qu'un autre mode de calcul est plus indiqué, tel qu'un tarif par utilisation.	In specifieke gevallen kan het Instituut bepalen dat een andere berekeningswijze, zoals een tarief per gebruik, meer aangewezen is.
Lors de la détermination ou de l'appréciation du prix retail minus, l'Institut tient également compte des coûts du contenu ou d'autres composantes à valeur ajoutée qui ne sont pas fournis aux clients de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.	Bij het bepalen of beoordelen van de retail-minusprijs houdt het Instituut ook rekening met de kosten voor de inhoud of andere componenten met toegevoegde waarde die niet verschaft worden aan de klanten van de operator die recht

	heeft op nationale roaming.
Le prix retail de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale se compose du revenu moyen effectif des connexions, locations et communications pour les services fournis. Ce prix peut éventuellement être calculé séparément pour différents services, tels que les appels nationaux et internationaux et pendant les heures pleines et les heures creuses.	De retailprijs van de operator die nationale roaming moet aanbieden, bestaat uit de gemiddelde werkelijke inkomsten uit verbindingen, huur en gesprekken voor de diensten aangeboden. Deze prijs kan eventueel apart berekend worden voor verschillende diensten, zoals nationale en internationale gesprekken en tijdens of buiten piekuren.
Le revenu moyen effectif sera calculé sur base des revenus totaux de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale ou de toute autre méthode de calcul déterminée par l'Institut.	De gemiddelde werkelijke inkomsten worden berekend op basis van de totale inkomsten van de operator die nationale roaming moet aanbieden of op basis van een andere door het Instituut te bepalen berekeningsmethode.
L'Institut décide, le cas échéant, d'inclure certains coûts fixes dans un contrat d'itinérance nationale après en avoir étudié la justification et les conséquences de façon approfondie.	Het Instituut beslist in voorkomend geval om bepaalde vaste kosten op te nemen in een overeenkomst van nationale roaming nadat het de rechtvaardiging en de gevolgen ervan grondig heeft onderzocht.
CHAPITRE 8. - Procédure relative à l'octroi des droits d'utilisation	HOOFDSTUK 8. - Procedure voor de toekenning van gebruiksrechten
Section 1^{ère}. – Candidature	Afdeling 1. - Kandidatuur
Art. 12. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.	Art. 12. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
Art. 13. § 1^{er}. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:	Art. 13. § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:
1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;	1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;	2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;
3° il soit exclu de la procédure.	3° hij wordt uitgesloten van de procedure.
§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.	§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.
§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 15.	§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 15.
Art. 14. § 1^{er}. La candidature est déposée de la manière suivante:	Art. 14. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:
1° entre 9 et 17 heures durant les jours	1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk

ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge;	op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;
2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;	2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.	3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.
§ 2. Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , sont concernés.	§ 2. In de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.
Art. 15. § 1^{er}. La candidature contient les renseignements suivants:	Art. 15. § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:
1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;	1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;
2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;	2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;	3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:	4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;	a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;
b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;	b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionariat du candidat;	5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;

6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 16;	6° het bewijs van de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 16;
7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 19 ou 44, § 3, peut être reversé;	7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 19 of 44, § 3, kan worden teruggestort;
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.
Art. 16. § 1^{er}. Le candidat paye un montant de 5 millions d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.	Art. 16. § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van 5 miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de kandidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.
§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où l'Institut notifie au candidat qu'il a obtenu des droits d'utilisation, conformément à l'article 44. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.	§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop het Instituut de kandidaat er kennis van geeft dat hij gebruiksrechten verkregen heeft overeenkomstig artikel 44. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.
Section 2. - Examen des candidatures	Afdeling 2. - Onderzoek van de kandidaturen
Art. 17. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent, un seul est admis dans la procédure.	Art. 17. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.
Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.	De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.
A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.	Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.
Art. 18. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 14, 15, 16 et 17.	Art. 18. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 14, 15, 16 en

	17.
L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.	Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.
Art. 19. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 15, § 1 ^{er} , 7 ^o .	Art. 19. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 15, § 1, 7 ^o .
Section 3. - Opérateurs 2G et 3G existants	Afdeling 3. - Bestaande 2G- en 3G-operatoren
Art. 20. § 1^{er}. Chaque opérateur 2G peut se voir octroyer automatiquement au maximum:	Art. 20. § 1. Elke 2G-operator kan automatisch maximaal het volgende toegewezen krijgen:
1 ^o deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1 ^o ;	1 ^o twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 1 ^o ;
2 ^o quatre blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 3 ^o .	2 ^o vier frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 3 ^o .
§ 2. Si le nombre de candidats jugés recevables est supérieur à trois, chaque opérateur 2G peut, en dérogation au § 1 ^{er} , se voir octroyer automatiquement au maximum:	§ 2. Indien het aantal kandidaten dat ontvankelijk bevonden wordt groter is dan drie, kan elke 2G-operator, in afwijking van § 1, automatisch maximaal het volgende toegewezen krijgen:
1 ^o un bloc de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 1 ^o ;	1 ^o een frequentieblok vermeld in artikel 4, § 1, 1 ^o ;
2 ^o deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 3 ^o .	2 ^o twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 3 ^o .
§ 3. Les opérateurs 2G qui veulent utiliser les possibilités mentionnées aux § 1 ^{er} ou au § 2 informent l'Institut dans les 30 jours qui suivent la notification visée à l'article 18, 2 ^{ème} alinéa.	§ 3. De 2G-operatoren die de mogelijkheden vermeld in § 1 of in § 2 wensen te gebruiken, brengen het Instituut binnen de 30 dagen die volgen op de kennisgeving bedoeld in artikel 18, tweede lid, op de hoogte.
Art. 21. § 1^{er}. Chaque opérateur 3G peut se voir octroyer automatiquement au maximum deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , 4 ^o .	Art. 21. § 1. Elke 3G-operator kan automatisch maximaal twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, 4 ^o toegewezen krijgen.
§ 2. Les opérateurs 3G qui veulent utiliser les possibilités mentionnées au § 1 ^{er} informent l'Institut dans les 30 jours qui suivent la notification visée à l'article 18, 2 ^{ème} alinéa.	§ 2. De 3G-operatoren die de mogelijkheden vermeld in § 1 wensen te gebruiken, brengen het Instituut binnen de 30 dagen die volgen op de kennisgeving bedoeld in artikel 18, tweede lid, op de hoogte.
Art. 22. Les dispositions des articles 20 et 21 ne s'appliquent que pour la première procédure d'octroi des droits d'utilisation en vertu du présent arrêté.	Art. 22. De bepalingen van de artikelen 20 en 21 zijn enkel van toepassing op de eerste procedure voor toekenning van de gebruiksrechten krachtens dit besluit.
Section 4. - Procédure	Afdeling 4. - Procedure
Sous-section 1^{ère}. - Généralités	Onderafdeling 1. - Algemeen

Art. 23. L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 23. Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 24. Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 24. Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.
Art. 25. Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 25. Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 26. L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.	Art. 26. Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.
Art. 27. § 1^{er}. L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 25.	Art. 27. § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 25.
§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.	§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.
Art. 28. La procédure d'octroi des droits d'utilisation est composée de:	Art. 28. De procedure tot toekenning van de gebruiksrechten bestaat uit:
1° une mise aux enchères des blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} ;	1° een veiling van de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1;
2° un tour supplémentaire pendant lequel les candidats peuvent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.	2° een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.
Sous-section 2. – Mise aux enchères	Onderafdeling 2. - Veiling
Art. 29. Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:	Art. 29. Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de	1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het

la mise aux enchères, émane de lui;	kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;
2° le moment du début et de la fin du premier tour;	2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;
3° le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;	3° het bedrag van het bod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;
4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.	4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.
Art. 30. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.	Art. 30. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.
Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:	Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:
1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 31, ou;	1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 31, of;
2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 34, ou;	2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 34, of;
3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 35.	zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 35.
§ 2. Si un candidat ne détenant l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1 ^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 34. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères.	§ 2. Indien een kandidaat die voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 34. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft, zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod.
Art. 31. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.	Art. 31. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.
§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.	§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.
§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs.	§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het bod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende rondes.
Le montant de l'offre fixé par l'IBPT pour un bloc de fréquence donné est égal au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage laissé à la discrétion de l'Institut mais qui est compris dans une fourchette variant de 3 à 10%.	Het bedrag van het bod dat door het BIPT wordt vastgelegd voor een bepaald frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dit frequentieblok, vermeerderd met een percentage dat door het Instituut wordt bepaald, maar dat moet liggen

	tussen 3% en 10%.
§ 4. Le montant de l'offre au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	§ 4. Het bedrag van het bod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 5. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.	§ 5. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.
§ 6. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.	§ 6. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.
§ 7. L'activité d'un candidat pour un tour donné est égale à la somme, exprimée en MHz duplex:	§ 7. De activiteit van een kandidaat voor een gegeven ronde is gelijk aan de som, uitgedrukt in MHz duplex:
1° des largeurs des blocs pour lesquels le candidat détient l'offre régulière la plus élevée au début de ce tour; et	1° van de breedte van de blokken waarvoor de kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft aan het begin van de ronde; en
2° des largeurs des blocs pour lesquels le candidat émet une offre lors de ce tour.	2° de breedte van de blokken waarvoor de kandidaat een bod uitbrengt tijdens die ronde.
A partir du tour suivant le premier tour pour lequel le candidat a émis une offre, l'activité de ce candidat pour un tour ne peut pas être supérieure à l'activité de ce candidat pour le tour le plus récent pendant lequel le candidat n'a pas recouru à une carte pour passer.	Vanaf de ronde volgend op de eerste ronde waarvoor de kandidaat een bod heeft uitgebracht, mag de activiteit van deze kandidaat voor een ronde niet groter zijn dan de activiteit van deze kandidaat voor de meest recente ronde waarin de kandidaat geen beroep heeft gedaan op een paskaart.
Art. 32. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.	Art. 32. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.
Art. 33. Au plus tard au moment où le candidat fait une offre qui dépasse un nombre multiple de 50 millions d'euros et à partir de 150 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 2,5 millions d'euros.	Art. 33. Uiterlijk op het ogenblik dat de kandidaat een bod uitbrengt dat een veelvoud overstijgt van 50 miljoen euro en vanaf 150 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 2,5 miljoen euro.
La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.	Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.
Art. 34. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum deux fois durant la mise aux enchères.	Art. 34. Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal tweemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod.

Art. 35. Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait est définitif et irrévocable.	Art. 35. Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok, mag zich uit de toewijzing bij opbod terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.
Art. 36. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.	Art. 36. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.
Art. 37. Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:	Art. 37. Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences;	1° het hoogste regelmatige bod voor elk frequentieblok;
2° le moment du début et de la fin du tour suivant;	2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;
3° le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.	3° het bedrag van het bod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.
Art. 38. Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.	Art. 38. De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.
Art. 39. A l'issue du dernier tour, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences.	Art. 39. Na de laatste ronde stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok.
Les candidats en sont informés après la fin du dernier tour.	De kandidaten worden hiervan na het einde van de laatste ronde in kennis gesteld.
Sous-section 3. - Positionnement	Onderafdeling 3. - Positie
Art. 40. § 1^{er}. Pour chaque paire de bandes de fréquences appariées, l'Institut établit une liste exhaustive d'options de positionnement des différents blocs de fréquences dans les bandes de fréquences appariées.	Art. 40. § 1. Voor elk paar van gepaarde frequentiebanden stelt het Instituut een exhaustieve lijst op van opties voor de positionering van de verschillende frequentieblokken in de gepaarde frequentiebanden.
§ 2. Toutes les options doivent respecter les critères suivants:	§ 2. Alle opties moeten voldoen aan de volgende criteria:
1° tous les blocs pour lesquels un candidat donné a émis l'offre régulière la plus élevée sont positionnés de manière contigüe;	1° alle blokken waarvoor een gegeven kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht worden aaneengrenzend geplaatst;
2° les blocs pour lesquels aucune offre régulière n'a été émise sont positionnés dans la partie supérieure des bandes de fréquences appariées.	2° de blokken waarvoor geen enkel regelmatig bod werd uitgebracht worden in het hoogste deel van de gepaarde frequentiebanden geplaatst.

Art. 41. L'Institut communique aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, les renseignements suivants:	Art. 41. Het Instituut deelt de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok de volgende inlichtingen mee:
1° la liste des options de positionnement des différents blocs de fréquences, pour chaque paire de bandes de fréquences appariées;	1° de lijst van opties voor de positionering van de verschillende frequentieblokken, voor elk paar van gepaarde frequentiebanden;
2° le moment du début et de la fin du tour supplémentaire, pendant lequel les candidats peuvent remettre leurs offres supplémentaires relatives au positionnement des blocs de fréquences.	2° het moment van het begin en het einde van de bijkomende ronde, tijdens welke de kandidaten hun bijkomende biedingen met betrekking tot de positionering van de frequentieblokken kunnen doen.
Art. 42. § 1^{er}. Durant le tour supplémentaire chaque candidat peut remettre une ou plusieurs offres supplémentaires pour chaque paire de bandes de fréquences appariées, conformément au § 2.	Art. 42. § 1. Tijdens de bijkomende ronde kan elke kandidaat een of meer bijkomende biedingen doen voor elk paar van gepaarde frequentiebanden, conform § 2.
§ 2. Chaque offre supplémentaire identifie une option déterminée.	§ 2. Elk bijkomend bod identificeert een bepaalde optie.
Le montant de l'offre peut être nul et n'est pas limité.	Het bedrag van het bod mag nul zijn en is niet beperkt.
Art. 43. § 1^{er}. A l'issue du tour supplémentaire, l'Institut calcule pour chaque option, la somme des offres supplémentaires émises pour cette option.	Art. 43. § 1. Na de bijkomende ronde berekent het Instituut voor elke optie de som van de bijkomende biedingen uitgebracht voor deze optie.
§ 2. Pour chaque paire de bandes de fréquences appariées, l'option choisie est celle pour laquelle la somme des offres supplémentaires émises est la plus élevée.	§ 2. Voor elk paar van gepaarde frequentiebanden is de gekozen optie deze waarvoor de som van de uitgebrachte bijkomende biedingen de grootste is.
Si deux ou plusieurs options ont la même somme des offres supplémentaires émises la plus élevée, l'Institut détermine par tirage au sort l'option choisie.	Indien een of meer opties dezelfde grootste som van de uitgebrachte bijkomende biedingen hebben, bepaalt het Instituut via loting de gekozen optie.
Section 5. - Octroi des droits d'utilisation	Afdeling 5 - Toekenning van de gebruiksrechten
Art. 44. § 1^{er}. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.	Art. 44. § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.
§ 2. Au plus tard 2 mois après le moment de la fin du tour supplémentaire visé à l'article 41, l'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer au compte de l'Institut en même temps que ses droits d'utilisation.	§ 2. Uiterlijk twee maanden na het ogenblik van het einde van de bijkomende ronde bedoeld in artikel 41, meldt het Instituut aan elke kandidaat het saldo dat moet worden betaald op rekening van het Instituut tegelijk met zijn gebruikersrechten.
Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières	Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste

les plus élevées émises par le candidat et des montants des offres supplémentaires émises par le candidat relatives aux options de positionnement choisies.	regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat en de bedragen van de bijkomende biedingen uitgebracht door de kandidaat met betrekking tot de gekozen opties voor de positionering.
§ 3. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 15, § 1 ^{er} , 7°.	§ 3. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 15, § 1, 7°.
§ 4. En dérogation au § 3, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant notifié à l'Institut aucune offre conformément à l'article 31.	§ 4. In afwijking van § 3 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die aan het Instituut geen enkel bod hebben meegedeeld in overeenstemming met artikel 31.
Art. 45. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 45. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur d'accès radioélectrique déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 12.	Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De radiotoegangsoperator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 12.
CHAPITRE 9. - Dispositions modificatrices et abrogatoires	HOOFDSTUK 9. - Wijzigings- en opheffingsbepalingen
Art. 46. L'article 8, § 2 de l'arrête royal du 7 mars 2007 relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques, modifié par l'arrêté royal du 6 juin 2013, est abrogé.	Art. 46. Artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 7 maart 2007 betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2013, wordt opgeheven.
Art. 47. L'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz est abrogé.	Art. 47. Artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz wordt opgeheven.
Art. 48. Dans l'article 8, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	Art. 48. In artikel 8, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le 2 ^{ème} alinéa, les mots "la mise en service de" sont remplacés par les mots "le début de la période de validité des droits d'utilisation pour";	1° in het tweede lid, worden de woorden "de ingebruikneming van" vervangen door de woorden "de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor";
2° le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit:	2° de paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidende:
"Si des droits d'utilisation pour des fréquences prennent fin, la redevance annuelle pour la mise	"Indien de gebruiksrechten voor frequenties verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de

à disposition des fréquences est due jusqu'au mois durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.	beschikbaarstelling van de frequenties verschuldigd tot de maand waarin de gebruiksrechten verstrijken.
Pour l'application des dispositions des deux alinéas précédents, tout mois incomplet est compté comme un mois entier."	Voor de toepassing van de bepalingen van de twee voorgaande leden moet elke onvolledige maand voor een volle maand worden aangerekend."
Art. 49. L'annexe 1 du même arrêté est abrogée.	Art. 49. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.
Art. 50. L'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz est abrogé.	Art. 50. Artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz wordt opgeheven.
Art. 51. Dans l'article 7, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	Art. 51. In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le 1 ^{er} alinéa, les mots "en service" sont remplacés par le mot "attribuées";	1° in het eerste lid worden de woorden "in dienst zijnde" vervangen door het woord "toegewezen";
2° dans le 2 ^{ème} alinéa, les mots "la mise en service de" sont remplacés par les mots "le début de la période de validité des droits d'utilisation pour";	2° in het tweede lid, worden de woorden "de ingebruikneming van" vervangen door de woorden "de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor";
3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3:	3° tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende::
"Si des droits d'utilisation pour des fréquences prennent fin, la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences est due jusqu'au mois durant lequel les droits d'utilisation prennent fin."	"Indien de gebruiksrechten voor frequenties verstrijken, wordt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor de frequenties betaalbaar tijdens de maand waarin de gebruiksrechten verstrijken."
4° dans le dernier alinéa, les modifications suivantes sont apportées:	4° in het laatste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) le mot "les" est remplacé par les mots "des droits d'utilisation pour";	a) het woord "frequenties" wordt vervangen door de woorden "gebruiksrechten voor frequenties";
b) les mots "sont mises hors service" sont remplacés par les mots "prennent fin";	b) de woorden "buiten dienst worden gesteld" worden vervangen door de woorden "verstrijken";
c) les mots "la mise hors service a lieu" sont remplacés par les mots "les droits d'utilisation prennent fin".	c) de woorden "de buitendienststelling gebeurt" worden vervangen door de woorden "de gebruiksrechten verstrijken";
Art. 52. L'annexe du même arrêté est abrogée.	Art. 52. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.
Art. 53. L'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz est abrogé.	Art. 53. Artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz wordt opgeheven.
Art. 54, § 1^{er}. L'article 7, § 1 ^{er} du même arrêté est abrogé.	Art. 54, § 1. Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

§ 2. Dans l'article 7, § 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	§ 2. In artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le 1 ^{er} alinéa, les modifications suivantes sont apportées:	1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) les mots "la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation et" sont supprimés;	a) de woorden "jaarlijkse recht voor het beheer van de gebruiksrechten en" worden geschrapt;
b) les mots "en service" sont remplacés par le mot "attribuées";	b) de woorden "in gebruik" worden vervangen door het woord "toegewezen";
2° le 2 ^{ème} alinéa est abrogé;	2° het tweede lid wordt opgeheven;
3° dans le 3 ^{ème} alinéa, les mots "la mise en service de" sont remplacés par les mots "le début de la période de validité des droits d'utilisation pour";	3° in het derde lid, worden de woorden "de ingebruikneming van" vervangen door de woorden "de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor";
4° dans le 4 ^{ème} alinéa, les mots "des deux alinéas précédents" sont remplacés par les mots "de l'alinéa précédent";	4° in het vierde lid worden de woorden "van de twee voorgaande leden" vervangen door de woorden "van het voorgaande lid";
5° dans le dernier alinéa, les modifications suivantes sont apportées:	5° in het laatste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) les mots "des droits d'utilisation pour" sont insérés entre le mot "Si" et les mots "des fréquences";	a) de woorden "gebruiksrechten voor" worden ingevoegd tussen de woorden "Indien" en "frequenties";
b) les mots "sont mises hors service" sont remplacés par les mots "prennent fin";	b) de woorden "buiten dienst worden gesteld" worden vervangen door de woorden "verstrijken";
c) les mots "la mise hors service a lieu" sont remplacés par les mots "les droits d'utilisation prennent fin".	c) de woorden "de buitendienststelling gebeurt" worden vervangen door de woorden "de gebruiksrechten verstrijken";
Art. 55 Dans l'article 11, § 7, du même arrêté, les 1° à 5° sont remplacés par les mots "de l'article 18 de la loi" .	Art. 55. In artikel 11, § 7, van hetzelfde besluit worden de bepalingen onder 1° tot 5° vervangen door de woorden "van artikel 18 van de wet".
Art. 56. L'annexe 1 du même arrêté est abrogée.	Art. 56. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.
Art. 57. Sont abrogés:	Art. 57. Opgeheven worden:
1° l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, modifié par les arrêtés royaux du 24 octobre 1997, 10 décembre 1997, 27 octobre 2000, la loi du 2 janvier 2001, les arrêtés royaux du 10 octobre 2002, 2 février 2005, 2 février 2007, 22 décembre 2010 et 10 avril 2014;	1° het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 1997, 10 december 1997, 27 oktober 2000, de wet van 2 januari 2001, de koninklijke besluiten van 10 oktober 2002, 2 februari 2005, 2 februari 2007, 22 december 2010 en 10 april 2014;
2° l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, modifié par l'arrêté	2° het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en exploiteren van DCS1800-mobilfoonnetten, gewijzigd bij het

royal du 27 octobre 2000, la loi du 2 janvier 2001, les arrêtés royaux du 10 octobre 2002, 2 février 2005, 2 février 2007, 22 décembre 2010, 10 avril 2014 et la loi du 10 août 2015;	koninklijk besluit van 27 oktober 2000, de wet van 2 januari 2001, de koninklijke besluiten van 10 oktober 2002, 2 februari 2005, 2 februari 2007, 22 december 2010, 10 april 2014 en de wet van 10 augustus 2015;
3° l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, modifié par l'arrêté ministériel du 13 mars 2002, les arrêtés royaux du 10 octobre 2002, 28 mars 2007 et 22 décembre 2010.	3°. het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 13 maart 2002, de koninklijk besluiten van 10 oktober 2002, 28 maart 2007 en 22 december 2010.
CHAPITRE 10. – Dispositions transitoires	HOOFDSTUK 10. - Overgangsbepalingen
Art. 58. Entre le 1 ^{er} juillet 2020 et le 14 mars 2021, les dispositions de l'article 7 du présent arrêté s'appliquent aux droits d'utilisation accordés en vertu de:	Art. 58. Tussen 1 juli 2020 en 14 maart 2021 zijn de bepalingen van artikel 7 van dit besluit van toepassing op de gebruiksrechten toegekend krachtens:
1° l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, en dérogation à l'article 15 du même arrêté;	1° het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten, in afwijking van artikel 15 van hetzelfde besluit;
2° l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, en dérogation à l'article 16 du même arrêté;	2° het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS1800-mobilofonienetten, in afwijking van artikel 16 van hetzelfde besluit;
3° l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération en dérogation aux articles 11 et 24 du même arrêté.	3° het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie, in afwijking van de artikelen 11 en 24 van hetzelfde besluit.
CHAPITRE 11. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 11. - Slotbepalingen
Art. 59. Les articles 46, 48, 51 et 54, entrent en vigueur le 1 ^{er} juin 2020.	Art. 59. De artikelen 46, 48, 51 en 54, treden in werking op 1 juni 2020.
Art. 60. L'article 57 entre en vigueur le 15 mars 2021.	Art. 60. Artikel 57 treedt in werking op 15 maart 2021.
Art. 61. Le Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 61. De Minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

Annexe 2. *Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz*

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de 700 MHz-frequentieband
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 694-790 MHz, également appelée "bande 700 MHz".	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 694-790 MHz, de zogenaamde '700 MHz-band'.
A l'instar de la bande 800 MHz, cette bande de fréquences constitue une partie de ce qu'on appelle le dividende numérique. Suite au passage de la télévision analogique à la télévision numérique, un nombre bien plus grand de programmes TV peut être planifié dans le même spectre. Pour une offre qui reste identique, une bande considérable est ainsi libérée; celle-ci constitue un "dividende".	Net zoals de 800 MHz-band, maakt deze frequentieband deel uit van het zogenoemde digitale dividend. Door de overgang van analoge televisie naar digitale televisie kan een veel groter aantal tv-programma's gepland worden in hetzelfde spectrum. Zo wordt, voor een aanbod dat identiek blijft, een aanzienlijke band vrijgemaakt; deze vormt een "dividend".
La bande 700 MHz fait partie de la bande 470-862 MHz qui a fait l'objet en 2006 d'une planification pour la télévision numérique par une conférence régionale de planification de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Suite aux décisions des Conférences mondiales des radiocommunications de 2012 et 2015, la bande 700 MHz a été désignée, en Europe, comme future bande pour la fourniture de services de communications électroniques à haut débit sans fil.	De 700 MHz-band maakt deel uit van de 470-862 MHz-band die in 2006 werd ingepland voor digitale televisie door een regionale planningsconferentie van de Internationale Telecommunicatie Unie (ITU). Naar aanleiding van de besluiten van de wereldradioconferenties van 2012 en 2015 werd de 700 MHz-band in Europa aangeduid als toekomstige band voor de verstrekking van draadloze elektronische-breedbandcommunicatiediensten.
La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.	De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te creëren op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.

Le présent arrêté contribue à atteindre le but de 1200 MHz de radiofréquences pour le haut débit sans fil, ce qui est un des principaux objectifs de la décision 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique (PPSR).	Dit besluit draagt bij tot het verwezenlijken van het doel van 1200 MHz aan radiofrequenties voor draadloze breedband, wat een van de voornaamste doelstellingen is van Besluit nr. 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid (PPSR).
Dans sa stratégie pour le marché unique numérique, la Commission souligne l'importance de la bande 700 MHz pour assurer la fourniture de services à haut débit en zone rurale.	In haar strategie voor de digitale eengemaakte markt, benadrukt de Commissie het belang van de 700 MHz-band om de verstrekking van breedbanddiensten in landelijke gebieden te garanderen.
Au niveau de l'Union européenne, il convient de citer les deux décisions suivantes:	Op het niveau van de Europese Unie dienen de volgende twee besluiten te worden geciteerd:
- décision d'exécution 2016/687/UE de la Commission du 28 avril 2016 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 694-790 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil et pour un régime souple d'utilisation nationale dans l'Union;	- uitvoeringsbesluit (EU) 2016/687 van de Commissie van 28 april 2016 betreffende de harmonisering van de frequentieband 694-790 MHz voor terrestrische systemen die draadlozebreedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen en voor flexibel nationaal gebruik in de Unie;
- décision XXX/2017/UE du Parlement européen et du Conseil du [] sur l'utilisation de la bande de fréquences 470-790 MHz dans l'Union.	- besluit XXX/2017/EU van het Europees Parlement en de Raad van [] betreffende het gebruik van de 470-790 MHz-band in de Unie.
En vertu de l'article premier de la décision XXX/2017/UE, les États membres doivent autoriser, avant le 30 juin 2020, l'utilisation de la bande 700 MHz par des systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil, dans les conditions techniques harmonisées fixées par la décision 2016/687/UE.	Krachtens het eerste artikel van besluit XXX/2017/EU moeten de lidstaten, voor 30 juni 2020, het gebruik van de 700 MHz-band door terrestrische systemen die draadlozebreedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen toestaan in geharmoniseerde technische voorwaarden zoals vastgelegd in besluit 2016/687/EU.
Le 7 novembre 2014, une consultation publique relative au spectre pour les communications mobiles publiques a été lancée par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après "IBPT") Cette consultation concernait, entre autres, la bande 700 MHz. La synthèse des réponses reçues suite à cette consultation a été publiée sur le site Internet de l'IBPT le 20 avril 2015.	Op 7 november 2014 werd een openbare raadpleging inzake het spectrum voor de openbare mobiele diensten gelanceerd door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "BIPT"). Deze raadpleging had onder andere betrekking op de 700 MHz-band. Na deze raadpleging werd op 20 april 2015 een samenvatting van de ontvangen antwoorden gepubliceerd op de website van het BIPT.
L'IBPT a également fait appel à un consultant externe pour étudier, entre autres, la problématique de la bande 700 MHz. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport "Study regarding the value of spectrum for mobile public systems" du 31 décembre 2015. Le rapport d'Analysys Mason comprend des recommandations concernant les mécanismes d'attribution, les conditions	Het BIPT heeft ook een beroep gedaan op een externe consultant om, onder andere, de kwestie van de 700 MHz-band te bekijken. Deze studie werd verwezenlijkt door Analysys Mason en heeft geleid tot het verslag "Study regarding the value of spectrum for mobile public systems" van 31 december 2015. Het verslag van Analysys Mason omvat aanbevelingen over de mechanismen voor toewijzing, de gebruiksvoorwaarden en de

d'utilisation et la valeur du spectre, pour les différentes bandes de fréquences utilisées pour les services mobiles publics. Ce rapport a été publié sur le site Internet de l'IBPT.	spectrumwaarde, voor de verschillende frequentiebanden gebruikt voor de openbare mobiele diensten. Dit verslag werd gepubliceerd op de website van het BIPT.
L'attribution des droits d'utilisation aux opérateurs peut se faire de différentes manières. Les principaux mécanismes d'attribution sont la mise aux enchères, la soumission comparative, le principe "premier arrivé, premier servi" ou un système hybride (en général, soumission comparative suivie d'enchères).	De toewijzing van de gebruiksrechten aan de operatoren kan op verschillende manieren gebeuren. De voornaamste toewijzingsmechanismen zijn de veiling, de vergelijkende inschrijving, het principe " <i>first come, first served</i> " of een hybride systeem (doorgaans een vergelijkende inschrijving gevolgd door een veiling).
Presque toutes les attributions de nouveau spectre en Europe se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorable à la compétition et l'utilisation efficace du spectre.	Bijna alle toewijzingen van nieuw spectrum in Europa verlopen via een veilingmechanisme. Een veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.
La mise aux enchères est donc le mécanisme d'attribution qui a été choisi pour l'attribution des droits d'utilisation pour la bande 700 MHz.	Een veiling is dus het mechanisme dat werd gekozen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 700 MHz-band.
Il faut noter que l'IBPT peut décider de combiner la procédure d'attribution pour la bande 700 MHz avec d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux.	Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT kan beslissen om deze toewijzingsprocedure voor de 700 MHz-band te combineren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten.
Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:	De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:
- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;	- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;	- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichtten;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);	- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;	- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- maximaliser la concurrence sur le marché mobile;	- de concurrentie op de mobiele markt maximaliseren;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;	- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure	- spectrum toewijzen op basis van een objectieve,

objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;	transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.	- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.
Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz"). Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.	De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit"). De overige definities behoeven geen commentaar.
Article 2	Artikel 2
Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").	De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").
Article 3	Artikel 3
Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.	De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.
Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15 ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande	De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de

800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période de 20 ans.	800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.
Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.	In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.
Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.	De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.
Le présent arrêté prévoit une période initiale de 20 ans, renouvelable par périodes de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.	Dit besluit voorziet in een initiële periode van 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.
La validité des droits d'utilisation débute le 1 ^{er} juin 2020. En vertu de la décision XXX/2017/UE, les droits d'utilisation doivent débiter au plus tard le 30 juin 2020. Vu que pour les redevances annuelles, tout mois incomplet est compté comme un mois entier, la date choisie correspond à un 1 ^{er} du mois.	De geldigheid van de gebruiksrechten begint op 1 juni 2020. Krachtens het besluit XXX/2017/EU moeten de gebruiksrechten uiterlijk op 30 juni 2020 aanvangen. Aangezien voor de jaarlijkse rechten elke onvolledige maand als een volledige maand moet worden gerekend, valt de gekozen datum op de eerste van de maand.
Les droits d'utilisation sont valables sur l'ensemble du territoire national. Les droits d'utilisation ne sont cependant pas valables dans l'espace aérien national ou dans la zone économique exclusive nationale en mer du Nord.	De gebruiksrechten zijn geldig voor het gehele nationale grondgebied. De gebruiksrechten zijn evenwel niet geldig in het nationale luchtruim of in de nationale exclusieve economische zone van de Noordzee.
Article 4	Artikel 4
Le paragraphe 1 ^{er} stipule la subdivision en blocs de la bande 700 MHz.	Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de 700 MHz-band.
La bande 700 MHz, d'une capacité totale de 30 MHz duplex, est divisée en six blocs de 5 MHz duplex.	De 700 MHz-band, met een totale capaciteit van 30 MHz duplex, is onderverdeeld in zes blokken van 5 MHz duplex.
La bande 700 MHz sera a priori utilisée pour la technologie LTE. Les canaux LTE ont une largeur de 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz ou 20 MHz. Les largeurs de canal de 1,4 MHz ou 3 MHz ne permettent pas d'offrir des débits très élevés et sont en général pas ou peu utilisées.	De 700 MHz-band zal a priori worden gebruikt door de LTE-technologie. De LTE-kanalen hebben een bandbreedte van 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz of 20 MHz. De kanaalbreedtes van 1,4 MHz of van 3 MHz kunnen geen erg hoge snelheden bieden en worden doorgaans weinig of niet gebruikt.
La subdivision en blocs de 5 MHz est donc tout à fait appropriée. En effet on peut utiliser:	De onderverdeling in blokken van 5 MHz is dus helemaal gepast. Men kan immers het volgende gebruiken:
- un bloc pour une largeur de canal de 5 MHz;	- een blok voor een kanaalbreedte van 5 MHz;
- deux blocs pour une largeur de canal de 10 MHz.	- twee blokken voor een kanaalbreedte van 10 MHz.

Le paragraphe 2 stipule quelle sous-bande de fréquences est utilisée à l'émission pour les stations de base et quelle sous-bande de fréquences est utilisée à l'émission pour les terminaux.	Paragraaf 2 bepaalt welke subfrequentieband wordt gebruikt voor het uitzenden door de basisstations en welke subfrequentieband wordt gebruikt voor het uitzenden door de eindtoestellen.
Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.	Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.
Le choix d'un "spectrum cap" pour la bande 700 MHz est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant la bande 700 MHz et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.	De keuze van een "spectrum cap" voor de 700 MHz-band is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de 700 MHz-band en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.
Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 8.1 et 8.2.d, de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive "cadre").	De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 8.1 en 8.2.d, van Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten ("Kaderrichtlijn").
Article 5	Artikel 5
Vu le présent arrêté, l'obligation d'autorisation, conformément à l'article 39, § 1 ^{er} , de la loi du 13 juin 2005 est superflue.	Gelet op het onderhavige besluit is de vergunningsverplichting overeenkomstig artikel 39, § 1, van de wet van 13 juni 2005 overbodig.
Article 6	Artikel 6
En vertu de l'article 13, 3° de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.	Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.
Article 7	Artikel 7
Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.	De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.
Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.

Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
Le considérant 32 de la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques (directive "autorisation") prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	Considerans 32 van Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten ("Machtigingsrichtlijn") bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.
Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles:	Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:
- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation;	- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;
- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.	De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.
Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle s'élève à 89.400 euros par MHz. Ce montant est identique au montant des redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).	Het jaarlijkse recht bedraagt 89.400 euro per MHz. Dat bedrag is gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).
Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Ce type de disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.	Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Dit soort van bepaling bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.

Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.	Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.
Le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur.	Dit koninklijk besluit bepaalt dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Zodra de gebruiksrechten zijn toegekend mogen de radiofrequenties in verband met deze rechten niet langer worden gebruikt door een andere gebruiker.
Article 8	Artikel 8
La bande de radiodiffusion UHF (470-862 MHz) a été utilisée pendant plusieurs dizaines d'années pour la télévision analogique hertzienne. Vu les évolutions technologiques, la télévision analogique hertzienne a été remplacée par la télévision numérique hertzienne ou terrestre (TNT). En 2006, l'UIT a établi un plan pour la télévision numérique terrestre en bande UHF, pour l'Europe et l'Afrique.	De UHF-omroepband (470-862 MHz) is gedurende tientallen jaren gebruikt voor analoge uitgestraalde televisie. Gelet op de technologische ontwikkelingen is analoge televisie via de ether vervangen door digitale televisie via de ether of terrestrische digitale televisie (DVB-T). In 2006 heeft de ITU een plan opgesteld voor terrestrische digitale tv in de UHF-band, voor Europa en Afrika.
Différentes décisions, tant au niveau européen qu'au niveau de l'UIT, ont conduit à l'identification de la bande 700 MHz pour des services à large bande sans fil.	Verschillende besluiten, zowel op Europees niveau als op niveau van de ITU, hebben geleid tot de identificatie van de 700 MHz-band voor draadloze breedbanddiensten.
La bande 700 MHz étant identifiée pour des services à large bande sans fil, elle n'est plus utilisable pour la télévision numérique terrestre. Un nombre limité d'émetteurs de télévision numérique terrestres utilisent des canaux de la bande 700 MHz. Ces émetteurs devront faire l'objet d'un changement de canal avant le déploiement des réseaux à large bande sans fil.	Omdat de frequentieband 700 MHz geïdentificeerd is voor draadloze breedbanddiensten kan die niet meer worden gebruikt voor terrestrische digitale televisie. Een beperkt aantal zenders voor terrestrische digitale televisie maakt gebruik van kanalen van de 700 MHz-band. Deze zenders zullen van kanaal moeten veranderen voordat draadloze breedbandnetwerken worden uitgerold.
L'article 8 prévoit le mécanisme de de dédommagement des organismes de radiodiffusion concernés. Il y a lieu de noter que ces frais de dédommagement seront imputés sur le montant de la redevance unique.	Artikel 8 voorziet in een vergoedingsmechanisme voor de betrokken omroep-organisaties. Er dient te worden opgemerkt dat deze vergoedingskosten zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing.
Article 9	Artikel 9
L'article 9 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 9 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.
Article 10	Artikel 10
L'article 10 stipule que les opérateurs doivent	Artikel 10 bepaalt dat de operatoren het publiek

informer le public de la couverture réalisée.	moeten informeren over de gerealiseerde dekking.
Article 11	Artikel 11
L'article 18, § 1 ^{er} , 1°, de la loi du 13 juin 2005 prévoit que les conditions d'obtention et d'exercice de radiofréquences, utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public, peuvent aussi porter sur "(...) <i>les exigences de couverture et de qualité</i> ".	Artikel 18, § 1, 1°, van de wet van 13 juni 2005 bepaalt dat de voorwaarden voor het verkrijgen en hanteren van radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden ook betrekking kunnen hebben op "(...) <i>de dekkingsvereisten en kwaliteitseisen</i> ".
L'article 18 de la loi du 13 juin 2005 est la transposition de la partie B de l'annexe à la Directive Autorisation. Le point 1 a été légèrement réécrit par la Directive 2009/140 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 et est désormais libellé comme suit:	Artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 is de omzetting van deel B van de bijlage bij de Machtigingsrichtlijn. Punt 1 is ietwat herschreven door richtlijn 2009/140/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 en luidt nu:
<i>"1. Obligation de fournir un service (...) pour (lequel) les droits d'utilisation de la fréquence ont été accordés, y compris, le cas échéant, des exigences de couverture et de qualité".</i>	<i>"1. Verplichting om een dienst aan te bieden (...) waarvoor de gebruiksrechten voor de frequentie zijn verleend, met inbegrip van in voorkomend geval de dekkingsvereisten en kwaliteitseisen."</i>
A l'instar de la bande 800 MHz, la bande 700 MHz représente la solution optimale pour la couverture de zones étendues par des services à large bande sans fil. Des obligations de couverture liées aux droits d'utilisation pour la bande 700 MHz peuvent contribuer à la réalisation d'un objectif de couverture de la Belgique pour les services de transmissions de données à large bande mobiles.	Net zoals de 800 MHz-band biedt de 700 MHz-band de optimale oplossing voor de dekking van grote gebieden door draadloze breedbanddiensten. Dekkingsverplichtingen die verbonden zijn aan de gebruiksrechten voor de 700 MHz-band kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van een doelstelling voor de dekking van heel België voor de datatransmissiediensten via mobiele breedband.
L'article 3 de la décision XXX/2017/UE prévoit que les Etats membres doivent examiner la possibilité d'augmenter le niveau et la qualité des services et de la couverture de leur population et territoire grâce aux services déployés dans la bande 700 MHz.	Artikel 3 van het besluit XXX/2017/EU bepaalt dat de lidstaten de mogelijkheid om het niveau en de kwaliteit van de dienstverlening en van de dekking van hun bevolking en grondgebied te verhogen dankzij diensten uitgerold in de 700 MHz-band moeten bekijken.
Pour la bande 800 MHz, le débit de 3 Mbit/s avait été imposé (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) parce qu'il était supérieur à ce que pouvaient réaliser les réseaux 3G réels, tout en restant un objectif prudent compte tenu des annonces faites par les opérateurs et les équipementiers. Le niveau maximal de couverture à atteindre est de 98% de la population.	Voor de 800 MHz-band werd een snelheid van 3 Mbit/s opgelegd (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) omdat die hoger ligt dan wat de werkelijke 3G-netwerken kunnen verwezenlijken. Toch blijft het een voorzichtige doelstelling, rekening houdend met de aankondigingen van de operatoren en de fabrikanten. Het maximale te bereiken dekkingsniveau bedraagt 98% van de bevolking.
Le débit exigé des autorisations dépend de la quantité de spectre acquise dans la bande 700 MHz:	De verplichte snelheid van de vergunningen hangt af van de spectrumhoeveelheid verworven in de 700 MHz-band:
- 6 Mbit/s si l'opérateur détient au moins de 10 MHz duplex;	- 6 Mbit/s indien de operator ten minste 10 MHz duplex bezit;

- 5 Mbit/s si l'opérateur détient moins de 10 MHz duplex.	- 5 Mbit/s indien de operator minder dan 10 MHz duplex bezit.
Il est cependant techniquement impossible pour un opérateur de garantir un certain débit pour tous les utilisateurs et quelle que soit la charge du réseau. Pour éventuellement en tenir compte, l'arrêté royal prévoit que l'IBPT puisse déterminer une période de la journée (heures de pointes) pendant laquelle le débit imposé ne doit pas obligatoirement être atteint. Cette période peut évoluer avec l'évolution du trafic et l'arrivée de nouvelles applications.	Het is evenwel technisch onmogelijk voor een operator om een zekere snelheid te garanderen voor alle gebruikers en ongeacht de netwerkbelasting. Om daar eventueel rekening mee te houden, bepaalt het koninklijk besluit dat het BIPT een periode van de dag (piekuren) mag bepalen waarin de opgelegde snelheid niet verplicht hoeft te worden bereikt. Deze periode kan evolueren volgens de ontwikkeling van het verkeer en de komst van nieuwe toepassingen.
La vitesse minimale imposée s'élève à 6 Mbps si l'opérateur détient au moins 10 MHz duplex à 700 MHz et a des droits d'utilisation dans la bande 800 MHz. On part en effet du principe que les titulaires d'autorisation peuvent également utiliser les droits d'utilisation pour la bande de fréquences 800 MHz pour répondre à cette obligation.	De opgelegde minimale snelheid bedraagt 6 Mbit/s indien de operator ten minste 10 MHz duplex bezit op 700MHz en gebruiksrechten heeft in de 800 MHz band. Er wordt immers uitgegaan van het feit dat de vergunningshouders de gebruiksrechten voor de frequentieband op 800 MHz ook kunnen inzetten voor het voldoen van deze verplichting.
Les trois opérateurs mobiles existants disposent tous de fréquences dans les bandes 800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz et 2,6 GHz. Ces opérateurs disposent tous d'un réseau 3G utilisant les bandes 900 MHz et 2 GHz, et d'un réseau 4G utilisant les bandes 800 MHz et 1800 MHz.	De drie bestaande mobiele operatoren beschikken allemaal over frequenties in de 800 MHz-, 900 MHz-, 1800 MHz-, 2 GHz- en 2,6 GHz-banden. Deze operatoren beschikken allemaal over een 3G-netwerk dat de 900 MHz- en 2 GHz-banden gebruikt, en over een 4G-netwerk dat de 800 MHz- en 1800 MHz-banden gebruikt.
Les trois opérateurs mobiles existants possèdent donc un avantage en termes de couverture du territoire. En effet, les obligations de couverture sont déjà en partie atteintes. Par conséquent le calendrier de déploiement est moins rapide pour les opérateurs qui ne sont pas des opérateurs mobiles existants.	De drie bestaande mobiele operatoren hebben dus elk een voordeel in termen van dekking van het grondgebied. De dekkingsverplichtingen zijn immers reeds deels vervuld. Bijgevolg is het uitrolschema minder snel voor de operatoren die geen bestaande mobiele operatoren zijn.
Le calendrier de déploiement, pour les obligations de couverture, est le suivant pour les opérateurs mobiles existants:	Het uitrolschema voor de dekkingsverplichtingen is als volgt voor de bestaande mobiele operatoren:
- 30% de la population après 2 ans;	- 30% van de bevolking na 2 jaar;
- 70% de la population après 4 ans;	- 70% van de bevolking na 4 jaar;
- 98% de la population après 6 ans.	- 98% van de bevolking na 6 jaar.
Le calendrier de déploiement, pour les obligations de couverture, est le suivant pour les nouveaux entrants:	Het uitrolschema voor de dekkingsverplichtingen is als volgt voor de nieuwkomers:
- 30% de la population après 3 ans;	- 30% van de bevolking na 3 jaar;
- 70% de la population après 6 ans;	- 70% van de bevolking na 6 jaar;
- 98% de la population après 9 ans.	- 98% van de bevolking na 9 jaar.
Les paragraphes 4 et 5 définissent plus précisément ce qu'on entend par couverture.	Paragraaf 4 en 5 verduidelijken het concept 'dekking'.
Pour la bande 800 MHz, certains opérateurs ont	Voor de 800 MHz-band hebben bepaalde

<p>estimé que les normes environnementales bruxelloises ne permettent pas de couvrir le territoire de la Région Bruxelloise en 4G. Les obligations de couverture ne visent pas la Région de Bruxelles-Capitale. On peut, en effet, estimer qu'un opérateur couvrira la Région de Bruxelles-Capitale, s'il a la possibilité de le faire, même s'il n'y est pas obligé. Afin de prendre en compte les normes environnementales bruxelloises, il est supposé que la Région de Bruxelles-Capitale est totalement couverte, quel que soit son niveau de couverture réel. En pratique, cela revient à ne pas imposer d'obligation pour la Région de Bruxelles-Capitale. Les obligations pour le reste du pays sont indépendantes de l'évolution des normes environnementales bruxelloises.</p>	<p>operatoren aangegeven dat de Brusselse milieunormen het niet mogelijk maken om het grondgebied van het Brussels Gewest met 4G te dekken. De dekkingsverplichtingen zijn niet van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Er wordt immers aangenomen dat een operator het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal bedekken, indien hij de mogelijkheid heeft om dit te doen, ook al is er geen verplichting. Om rekening te houden met de Brusselse milieunormen, wordt aangenomen dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest volledig gedekt is, ongeacht het werkelijke niveau van dekking ervan. In de praktijk komt dit erop neer dat er geen dekkingsverplichtingen worden opgelegd voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De verplichtingen voor de rest van het land zijn onafhankelijk van de evolutie van de Brusselse milieunormen.</p>
<p>Lorsque certaines zones géographiques sont déjà couvertes par un opérateur avec le débit minimum grâce à d'autres bandes de fréquences que la bande 700 MHz, il n'y a aucun intérêt à imposer à l'opérateur de couvrir ces zones géographiques également avec la bande 700 MHz. Le paragraphe 6 permet donc de considérer que les obligations de couvertures liées à la bande 700 MHz sont respectées grâce à toutes les bandes de fréquences pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation.</p>	<p>Wanneer bepaalde geografische gebieden reeds worden gedekt door een operator met de minimumsnelheid dankzij andere frequentiebanden dan de 700 MHz-band, dan wint men er niets bij om de operator te verplichten om ook die geografische gebieden te dekken met de 700 MHz-band. Op grond van paragraaf 6 kan worden geoordeeld dat de dekkingsverplichtingen in verband met de 700 MHz-band worden vervuld via alle frequentiebanden waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt.</p>
<p>Article 12</p>	<p>Artikel 12</p>
<p>Cet article vise à imposer aux opérateurs les efforts nécessaires pour réaliser une couverture demandée des chemins de fer (pourcentage, débit minimal). Ce n'est qu'en cas de plaintes de l'opérateur qui assure la couverture Wi-Fi à bord des trains que l'IBPT analysera la situation et prendra si nécessaire des mesures vis-à-vis des opérateurs. L'IBPT n'effectuera donc pas de mesures systématiques.</p>	<p>Dit artikel heeft tot doel om aan de operatoren de nodige inspanningen op te leggen om een gevraagde dekking van de spoorwegen te realiseren (percentage, minimum debiet). Enkel in geval van klachten van de operator die de WIFI-dekking aan boord van de treinen realiseert zal het BIPT de situatie analyseren en indien nodig maatregelen nemen ten aanzien van de operatoren. Het BIPT zal dus geen systematische metingen uitvoeren.</p>
<p>Une obligation de moyen est imposée individuellement à chaque opérateur, mais les opérateurs sont encouragés/autorisés à partager autant que possible les infrastructures et les fréquences pour atteindre le résultat visé. Les objectifs de couverture tiennent compte de la division du réseau ferroviaire en axes principaux et secondaires, d'une couverture des axes principaux et secondaires de respectivement 99% et 98% des emplacements et de débits minimaux le long des axes principaux et secondaires de respectivement 12 Mbit/sec et 6 Mbit/s. Ces obligations de couverture ne visent pas la Région de Bruxelles-Capitale pour la même raison qu'indiquée ci-</p>	<p>Er wordt een individuele inspanningsverbintenis opgelegd aan elke operator, maar de operatoren worden aangemoedigd/ toegestaan om zoveel mogelijk infrastructuur en frequenties te delen om het beoogde resultaat te bereiken. De doelstellingen van de dekking houden rekening met de verdeling van het spoorwegennetwerk in hoofdassen en secundaire assen, een dekking van de hoofdassen en secundaire assen van respectievelijk 99 % en 98 % van de locaties en minimumdebieten langsheen de hoofdassen en secundaire assen van respectievelijk 12 Mbit/sec en 6 Mbits/s. Deze dekkingsverplichtingen zijn niet van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om dezelfde reden als hierboven</p>

dessus sous l'article 11 pour les obligations de couverture générales.	aangegeven onder artikel 11 voor de algemene dekkingsverplichtingen.
Article 13	Artikel 13
Une obligation d'offrir l'itinérance nationale à un nouvel entrant vise à limiter les désavantages structurels auxquels ce nouvel entrant se heurte, au regard des opérateurs existants, étant donné qu'il ne dispose pas d'un réseau propre pour la radiocommunication mobile. L'itinérance nationale a donc pour but de donner accès, pendant une période transitoire, à un réseau étendu à l'opérateur qui n'a pas encore pu développer son propre réseau.	Een verplichting om nationale roaming aan te bieden aan een nieuwkomer op de markt heeft als doel de structurele nadelen te beperken waarmee deze nieuwkomer geconfronteerd wordt ten opzichte van bestaande operatoren omdat hij niet over een eigen netwerk beschikt voor mobiele radiocommunicatie. Nationale roaming heeft dus tot doel om tijdens een overgangperiode toegang te verlenen tot een uitgebreid netwerk aan operatoren die nog geen eigen netwerk hebben kunnen ontwikkelen.
Afin d'éviter qu'un contrat relatif à l'itinérance nationale ne puisse être conclu dans le cadre de négociations commerciales, il peut être nécessaire, après avoir constaté l'impasse des négociations commerciales, d'imposer l'itinérance nationale pendant une période transitoire.	Om te vermijden dat een overeenkomst van nationale roaming niet kan worden afgesloten in het kader van commerciële onderhandelingen, kan het nodig zijn, nadat er een impasse vastgesteld werd in de commerciële onderhandelingen, om nationale roaming op te leggen gedurende een overgangperiode.
On estime que Voyacom (opérateur 2,6 GHz) se heurte également, dans une moindre mesure, à des désavantages structurels par rapport aux opérateurs mobiles existants (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group). En effet, les opérateurs mobiles existants disposent déjà de fréquences et de réseaux dans la bande 900 MHz (bande optimale pour la couverture en GSM/EDGE et UMTS/HSPA) et dans la bande 800 MHz (bande optimale pour la couverture LTE).	Het is aannemelijk dat Voyacom (2,6 GHz-operator) ook, al zij het in mindere mate, geconfronteerd wordt met structurele nadelen ten opzichte van de bestaande mobiele operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group). De bestaande mobiele operatoren beschikken namelijk al over frequenties en netwerken in de 900 MHz-band (optimale band voor dekking met GSM/EDGE en UMTS/HSPA) en in de 800 MHz-band (beste band voor LTE-dekking).
Les dispositions relatives à l'itinérance nationale constituent un système équilibré qui stimule la concurrence. De plus, la rentabilité limitée du tarif retail minus à payer par l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale sera également un stimulant pour qu'il développe son propre réseau.	De bepalingen met betrekking tot nationale roaming vormen een evenwichtig systeem dat de concurrentie bevordert. Daarenboven zal de beperkte winstgevendheid van het retail-minustarief dat operatoren die recht hebben op nationale roaming betalen, hen er ook toe aanzetten om een eigen netwerk uit te bouwen.
L'article 13 met en œuvre les dispositions de l'article 51, § 2, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005.	Artikel 13 geeft uitvoering aan de bepalingen van artikel 51, § 2, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005.
L'IBPT peut imposer l'obligation aux opérateurs mobiles existants (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group) qui sont également opérateurs 700 MHz d'offrir l'itinérance nationale aux opérateurs 700 MHz qui ne sont pas opérateurs mobiles existants. Les notions d'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et d'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale sont définies à l'article 1 ^{er} .	Het BIPT kan de bestaande mobiele operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group), die ook 700 MHz-operator zijn, verplichten om nationale roaming aan te bieden aan de 700 MHz-operatoren die geen bestaande mobiele operator zijn. De begrippen 'operator die recht heeft op nationale roaming' en 'operator die nationale roaming moet aanbieden' worden gedefinieerd in artikel 1.
Afin d'éviter que des opérateurs mobiles	Teneinde te vermijden dat bestaande mobiele

existants ne se soustraient à cette obligation par le biais d'une structuration du véhicule qui va garantir l'exploitation des droits d'utilisation, cette obligation est étendue au groupe de contrôle auquel appartient l'opérateur mobile existant, y compris les consortiums.	operatoren zich aan deze verplichting zouden onttrekken via een structurering van het vehikel dat de exploitatie van de gebruiksrechten zal garanderen, wordt deze verplichting uitgebreid tot de controlegroep waartoe de bestaande mobiele operator behoort, met inbegrip van consortia.
L'article 13 prévoit également que ce droit à l'itinérance nationale ne vaut pas pour les zones géographiques où l'opérateur 700 MHz qui a droit à l'itinérance nationale a déjà développé son propre réseau.	Artikel 13 bepaalt ook dat het recht op nationale roaming niet geldt in die geografische gebieden waar de 700 MHz-operator die recht heeft op nationale roaming al een eigen netwerk heeft uitgebouwd.
L'obligation d'itinérance nationale concerne tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi. Cela inclut les services 2G, 3G et 4G.	De verplichting tot nationale roaming heeft betrekking op alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet. Dit omvat de 2G-, 3G- en 4G-diensten.
Le caractère transitoire de l'itinérance nationale est aussi exprimé par la stipulation que toute intervention de l'IBPT dans le cadre de l'itinérance nationale expire 9 ans après la notification des droits d'utilisation à l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale. Ainsi, l'itinérance nationale ne peut jamais constituer une alternative structurelle au développement d'un réseau propre; chaque opérateur 700 MHz demeure sous l'obligation d'un tel développement. Après 9 ans, le niveau de couverture de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale doit être d'au moins 98%.	Het overgangskarakter van de nationale roaming blijkt eveneens uit de bepaling dat iedere tussenkomst van het BIPT inzake nationale roaming afloopt negen jaar na de kennisgeving van de gebruiksrechten aan de operator die recht heeft op nationale roaming. Op die manier kan nationale roaming nooit een structureel alternatief vormen voor het uitbouwen van een eigen netwerk; alle 700 MHz-operatoren moeten dus verplicht een eigen netwerk uitbouwen. Na 9 jaar moet de dekkingsgraad van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 98% bedragen.
Article 14	Artikel 14
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Article 15	Artikel 15
Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.	Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.
Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.	Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.
Articles 16 et 17	De artikelen 16 en 17
Ces articles ne nécessitent pas de	Deze artikelen behoeven geen commentaar.

commentaire.	
Article 18	Artikel 18
Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.	Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.
Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.	De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.
Article 19	Artikel 19
Ce n'est pas à l'Institut de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.	Het is niet aan het Instituut om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.
Articles 20 et 21	De artikelen 20 en 21
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 21 à 42	Artikelen 22 tot 42
Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.	Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.
Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 43, § 2).	Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 43, § 2).
La procédure d'attribution est composée de deux parties.	De toewijzingsprocedure bestaat uit twee delen.
La première partie (articles 28 à 38) est une mise aux enchères de type SMRA ¹² avec des lots génériques. Les lots sont génériques afin d'éviter que des opérateurs ne se voient octroyer des blocs non contigus, ce qui conduirait à une utilisation inefficace du spectre.	Het eerste deel (artikelen 28 tot 38) is een veiling van het type SMRA ¹ met generieke percelen. De percelen zijn generiek om te vermijden dat operatoren niet-aaneengrenzende blokken krijgen toegewezen, wat zou leiden tot een inefficiënt gebruik van het spectrum.
Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA ¹³ . Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En	De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA ² . Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle

¹² Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.

¹³ Combinatorial Clock Auction.

effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.	spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.
Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités.	Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitenregels.
La première partie de la procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).	Het eerste deel van de procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).
La deuxième partie (articles 39 à 42) a pour but de déterminer le positionnement des blocs dans la bande.	Het tweede deel (artikelen 39 tot 42) heeft als doel de positie van de blokken in de band te bepalen.
Lors des procédures pour la bande 2,6 GHz et pour la bande 800 MHz, les candidats faisaient offre pour des blocs spécifiques. Dans le cas du présent arrêté, les candidats font offre pour des blocs génériques. Une fois la première partie (mise aux enchères) terminée, on doit donc déterminer le positionnement des blocs dans la bande.	Tijdens procedures voor de 2,6 GHz-band en de 800 MHz-band deden de kandidaten biedingen op specifieke blokken. In het geval van dit besluit doen de kandidaten biedingen op generieke blokken. Zodra het eerste deel (de veiling) afgelopen is, dient dus de positie van de blokken in de band te worden bepaald.
La deuxième partie de la procédure consiste en un tour supplémentaire afin que les candidats puissent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.	Het tweede deel van de procedure bestaat in een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.
L'article 23 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.	Artikel 23 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.
L'article 24 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.	Artikel 24 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.
L'article 26 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies (" <i>nulla poena sine lege</i> "), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive ..." DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).	Artikel 26 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrang brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn (" <i>nulla poena sine lege</i> "), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...</i> " DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).
Les articles 28 à 30 reprennent les mécanismes de surenchérissment et de définition des offres	Artikelen 28 tot 30 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de

dans le cadre de la procédure d'enchères.	aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.
Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.	De overige artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 43 et 44	De artikelen 43 en 44
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 45	Artikel 45
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel heeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13, alinéa 1 ^{er} , l'article 18 modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014, l'article 20, § 1 ^{er} modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2, l'article 30 modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013 et par la loi du [], l'article 39, § 2 et l'article 51, § 2, modifié par la loi du 18 mai 2009, par la loi du 29 décembre 2010 et par la loi du 10 juillet 2012;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13, eerste lid, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012 en bij de wet van 27 maart 2014, artikel 20, § 1, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2, artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013 en bij de wet van [], artikel 39, § 2 en artikel 51, § 2, gewijzigd bij de wet van 18 mei 2009, bij de wet van 29 december 2010 en de wet van 10 juli 2012;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [];	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [];	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op [];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [];	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op [];
Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation du [];	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons:	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er}. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final;	1° "eindapparatuur": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2° "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base;	2° "radiotoegang": verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3° "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique;	3° "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4° "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4;	4° "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5° "opérateur 700 MHz": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation;	5° "700 MHz-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;
6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 5 à 9 du Code des sociétés, Livre Ier, Titre II, Chapitre II, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;	6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 5 tot 9 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;
7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne"):	7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):
a) la première personne, et;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 10 du Code des sociétés, Livre Ier, Titre II, Chapitre II;	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 10 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II.
8° "opérateur mobile existant": titulaire, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, de droits d'utilisation accordés en vertu de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM ou de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de	8° "bestaande mobiele operator": houder, op de dag van inwerkingtreding van dit besluit, van gebruiksrechten toegekend krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten of van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de

<p>mobilophonie DCS1800, ou de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz.</p>	<p>exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten of van het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz.</p>
<p>9° "opérateur qui a droit à l'itinérance nationale": un opérateur 700 MHz qui n'est pas un opérateur mobile existant et dont le groupe pertinent ne compte pas d'opérateur mobile existant;</p>	<p>9° "operator die recht heeft op nationale roaming": een 700 MHz-operator die geen bestaande mobiele operator is en waarvan de relevante groep geen bestaande mobiele operator bevat;</p>
<p>10° "opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale": un opérateur mobile existant qui est également un opérateur 700 MHz ou qui appartient au groupe pertinent d'un opérateur 700 MHz;</p>	<p>10° "operator die nationale roaming moet aanbieden": een bestaande mobiele operator die tevens een 700 MHz-operator is of die behoort tot de relevante groep van een 700 MHz-operator;</p>
<p>CHAPITRE 2. - Généralités</p>	<p>HOOFDSTUK 2. - Algemeen</p>
<p>Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.</p>	<p>Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.</p>
<p>Art. 3. § 1^{er}. Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir du 1^{er} juin 2020 ou de la date de la notification visée à l'article 43, § 2, si cette date est postérieure au 1^{er} juin 2020.</p>	<p>Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf 1 juni 2020 of vanaf de datum van de kennisgeving bedoeld in artikel 43, § 2, indien deze datum later valt dan 1 juni 2020.</p>
<p>A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.</p>	<p>Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.</p>
<p>§ 2. Les droits d'utilisation couvrent la mise en œuvre d'un réseau d'accès radioélectrique sur l'ensemble du territoire national.</p>	<p>§ 2. De gebruiksrechten dekken de implementatie van een netwerk voor radiotoegang op het gehele nationale grondgebied.</p>
<p>CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences</p>	<p>HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties</p>
<p>Art. 4. § 1^{er}. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 9, six blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz, séparées par un écart duplex de 55 MHz.</p>	<p>Art. 4. § 1. Het Instituut wijst overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 9 zes frequentieblokken van 5 MHz duplex toe in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz, gescheiden door een duplexafstand van 55 MHz.</p>
<p>Pour identifier les blocs lors de l'émission d'une offre conformément à l'article 30, les blocs sont numérotés de 1 à 6. Le numéro du bloc ne préjuge en rien de son positionnement dans la bande de fréquences.</p>	<p>Om de blokken te identificeren tijdens het maken van een bod conform artikel 30, worden de blokken genummerd van 1 tot 6. Het nummer van het blok is in geen geval een indicatie van zijn positie in de frequentieband.</p>

<p>§ 2. La bande de fréquences 758-788 MHz est réservée à l'émission par les stations de base et la bande de fréquences 703-733 MHz est réservée à l'émission par les terminaux.</p>	<p>§ 2. De frequentieband 758-788 MHz is voorbehouden voor het uitzenden door de basisstations en de frequentieband 703-733 MHz is voorbehouden voor het uitzenden door de eindtoestellen.</p>
<p>§ 3. Un groupe pertinent ne peut détenir que [10][15] MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788MHz.</p>	<p>§ 3. Een relevante groep kan niet meer dan [10][15] MHz duplex innemen in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788MHz.</p>
<p>§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.</p>	<p>§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.</p>
<p>Art. 5. L'emploi des stations de radiocommunications dans le cadre de l'accès radioélectrique et dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exempté de l'autorisation visée à l'article 39, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Art. 5. Het gebruik van de stations voor radiocommunicatie in het kader van de radiotoegang en in de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunning bedoeld in artikel 39, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>Art. 6. L'opérateur 700 MHz respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.</p>	<p>Art. 6. De 700 MHz-operator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.</p>
<p>CHAPITRE 4. - Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences</p>	<p>HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties</p>
<p>Art. 7. § 1^{er}. L'opérateur 700 MHz acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.</p>	<p>Art. 7. § 1. De 700 MHz-operator betaalt een heffing genaamd jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.</p>
<p>La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 89.400 euros par MHz attribué.</p>	<p>Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt 89.400 euro per toegewezen MHz.</p>
<p>Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.</p>	<p>Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.</p>
<p>§ 2. L'opérateur 700 MHz paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs de fréquences attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.</p>	<p>§ 2. De 700 MHz-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.</p>
<p>Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de</p>	<p>De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor elk toegewezen</p>

fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de mois restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.	frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal maanden dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.
Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au mois durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.	Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de maand waarin de gebruiksrechten verstrijken.
Pour l'application des dispositions des deux alinéas précédents, tout mois incomplet est compté comme un mois entier.	Voor de toepassing van de bepalingen van de twee voorgaande leden moet elke onvolledige maand voor een volle maand worden aangerekend.
§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation, le 1 ^{er} janvier de chaque année.	§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.
L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2015. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.	De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2015. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.
CHAPITRE 5. - Dédommagement des organismes de radiodiffusion concernés	HOOFDSTUK 5. - Vergoeding van de betrokken omroeporganisaties
Art. 8. § 1^{er}. Chaque organisme de radiodiffusion concerné peut être indemnisé des frais encourus par le réaménagement de ses émetteurs de télévision numérique terrestre fonctionnant dans la bande de fréquences 694-790 MHz.	Art. 8. § 1. Elke betrokken omroeporganisatie kan worden vergoed voor de kosten die ze heeft opgelopen voor het herschikken van haar zenders voor terrestrische digitale televisie in de frequentieband 694-790 MHz.
A cette fin, l'organisme de radiodiffusion concerné établit un rapport détaillé motivant le montant réclamé et communique ce rapport à l'Institut, au plus tard 6 mois après la première notification visée à l'article 43, § 2.	Daartoe stelt de betrokken omroeporganisatie een uitvoerig verslag op ter motivering van het gevorderde bedrag en maakt dit verslag over aan het Instituut, ten laatste 6 maanden na de eerste kennisgeving bedoeld in artikel 43, § 2.
Ce rapport est examiné par l'Institut qui détermine le bien-fondé du montant réclamé et auquel l'organisme de radiodiffusion concerné fournit toute information supplémentaire de nature à permettre une évaluation complète et objective.	Het Instituut onderzoekt dit verslag en bepaalt de gegrondheid van het gevorderde bedrag waarbij de betreffende omroepinstelling elke bijkomende inlichting verstrekt die vereist is voor een volledige en objectieve beoordeling.
§ 2. L'Institut indemnise chaque organisme de radiodiffusion concerné. Le montant de l'indemnité est fixé par l'Institut sur base des informations fournies par l'organisme de	§ 2. Het Instituut vergoedt elke betrokken omroeporganisatie. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld door het Instituut op basis van de informatie van de betrokken

radiodiffusion concerné et de son examen de ces informations.	omroeporganisatie en op basis van de analyse van deze informatie door het Instituut.
§ 3. Les frais de dédommagement des organismes de radiodiffusion concernés sont déduits du montant de la redevance unique.	§ 3. De kosten voor vergoeding van de betrokken omroeporganisaties worden afgehouden van het bedrag van de enige heffing.
CHAPITRE 6. - Contrôle	HOOFDSTUK 6. - Controle
Art. 9. § 1^{er}. Un opérateur 700 MHz est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.	Art. 9. § 1. Een 700 MHz-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.
§ 2. L'opérateur 700 MHz communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:	§ 2. De 700 MHz-operator moet elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag sturen over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:
1° la zone de couverture réalisée;	1° de gerealiseerde dekkingszone;
2° une description des services offerts, y compris toute l'information nécessaire concernant le débit tel qu'exigé par l'article 11, § 4, 2°;	2° een beschrijving van de aangeboden diensten, met inbegrip van alle nodige informatie over de snelheid zoals vereist door artikel 11, § 4, 2°;
3° le nombre de clients.	3° het aantal klanten.
L'opérateur 700 MHz collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.	De 700 MHz-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.
§ 3. L'opérateur 700 MHz met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.	§ 3. De 700 MHz-operator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.
CHAPITRE 7. - Exigences de couverture	HOOFDSTUK 7. - Dekkingsvereisten
Art. 10. § 1^{er}. L'opérateur 700 MHz informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question.	Art. 10. § 1. De 700 MHz-operator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken.
§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.	§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.
Art. 11. § 1^{er}. Le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur 700 MHz respecte au moins les niveaux de couverture de la	Art. 11. § 1. De uitrol van het netwerk voor radiotoegang van een 700 MHz-operator beantwoordt, vanaf de begindatum van de

population en Belgique, spécifiés aux différentes échéances ci-dessous, à compter de la date de début de validité des droits d'utilisation:	geldigheid van de gebruiksrechten, minstens aan de volgende dekkingsgraden van de bevolking in België op de verschillende tijdstippen:
1° après 2 ans: 30%;	1° na 2 jaar: 30%;
2° après 4 ans: 70%;	2° na 4 jaar: 70%;
3° après 6 ans: 98%.	3° na 6 jaar: 98%.
§ 2. En dérogation au paragraphe 1 ^{er} , le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur 700 MHz qui n'est pas un opérateur mobile existant respecte au moins les niveaux de couverture de la population en Belgique, spécifiés aux différentes échéances ci-dessous, à compter de la date de début de validité des droits d'utilisation:	§ 2. In afwijking van paragraaf 1 beantwoordt de uitrol van het netwerk voor radiotoegang van een 700 MHz-operator die geen mobiele operator is, vanaf de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten, minstens aan de volgende dekkingsgraden van de bevolking in België op de verschillende hieronder vermelde tijdstippen:
1° après 3 ans: 30%;	1° na 3 jaar: 30%;
2° après 6 ans: 70%;	2° na 6 jaar: 70%;
3° après 9 ans: 98%.	3° na 9 jaar: 98%.
§ 3. Des dérogations aux paragraphes 1 et 2 sont accordées par l'Institut, en cas de force majeure.	§ 3. Uitzonderingen op de paragrafen 1 en 2 worden verleend door het Instituut, in geval van overmacht.
§ 4. Par couverture, il y a lieu d'entendre que le réseau d'accès radioélectrique de l'opérateur 700 MHz permet à ses clients d'accéder aux services suivants, au départ ou à destination d'un terminal classique à l'extérieur des bâtiments:	§ 4. Onder dekking dient te worden verstaan dat het netwerk voor radiotoegang van de 700 MHz-operator zijn klanten toegang biedt tot de volgende diensten, van of naar een klassieke terminal buiten de gebouwen:
1° établir des communications avec tout utilisateur final d'un réseau public de téléphonie fixe ou mobile en Belgique ou à l'étranger;	1° verbindingen tot stand brengen met elke eindgebruiker van een vast of mobiel openbaar telefoonnetwerk in België of in het buitenland;
2° accéder aux services et applications offerts sur les réseaux publics de transport de données, en particulier, sur le réseau mondial Internet avec un débit, dans la voie descendante, au moins égal à:	2° toegang krijgen tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet met een downstreamsnelheid van minstens:
- 6 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz détient au moins deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , et détient des droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz;	- 6 Mbit/s indien de 700 MHz-operator ten minste twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, heeft, en beschikt over de gebruiksrechten krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;
- 5 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz détient un seul bloc de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , et détient des droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz;	- 5 Mbit/s indien de 700 MHz-operator een enkele frequentieblok vermeld in artikel 4, § 1, heeft, en beschikt over de gebruiksrechten krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;
- 3 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz ne détient pas de droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz.	- 3 Mbit/s indien de 700MHz-operator geen gebruiksrechten heeft krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz.

Le débit de 3, 5 ou 6 Mbit/s mentionné à l'alinéa précédent est atteint tous les jours de l'année, 24 heures sur 24, sauf pendant une période de maximum deux heures par jour déterminée par l'Institut.	De snelheid van 3, 5 of van 6 Mbit/s vermeld in het voorgaande lid, wordt elke dag van het jaar bereikt, 24 uur per dag, uitgezonderd gedurende een periode van maximaal twee uur per dag, bepaald door het Instituut.
§ 5. Le niveau de couverture de la population est examiné par l'Institut sur la base de la répartition démographique, telle que déterminée dans le cadre de la subdivision de la Belgique en secteurs statistiques par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie.	§ 5. De dekkingsgraad van de bevolking wordt door het Instituut onderzocht op basis van de demografische spreiding zoals bepaald in het kader van de onderverdeling van België in statistische sectoren door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.
Pour l'examen du niveau de couverture de la population, on prend pour hypothèse que la population est répartie de manière uniforme à l'intérieur de chaque secteur.	Voor het verifiëren van de dekkingsgraad van de bevolking gaat men ervan uit dat de bevolking uniform is verdeeld binnen elke sector.
Pour l'examen du niveau de couverture de la population, il est supposé que la Région de Bruxelles-Capitale est totalement couverte, quel que soit son niveau de couverture réel.	Bij het onderzoek van het dekkingsniveau van de bevolking wordt ervan uitgegaan dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest totaal gedekt is, ondanks het werkelijke niveau van dekking ervan.
Les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure sont fixées par l'Institut.	De praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen worden vastgelegd door het Instituut.
§ 6. Les niveaux de couverture mentionnés aux paragraphes 1 et 2 peuvent être atteints avec toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur 700 MHz dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi.	§ 6. De dekkingsgraden vermeld in paragraaf 1 en 2 kunnen worden bereikt met alle frequenties waarvoor de 700 MHz-operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet.
Art. 12. § 1^{er}. Une obligation de moyen est imposée à l'opérateur 700 MHz pour la couverture des chemins de fer à l'intention d'un prestataire de services qui fournit l'accès sans fil à Internet dans les trains.	Art. 12. § 1. Ten behoeve van een dienstenleverancier die draadloze internettoegang aanbiedt op de treinen, wordt een inspanningsverbintenis opgelegd aan de 700 MHz-operator voor de dekking van de spoorwegen.
§ 2. Pour le déploiement envisagé du réseau radioélectrique, à compter de deux ans après la date de notification des droits d'utilisation, l'objectif à atteindre pour la couverture des chemins de fer est le suivant:	§ 2. Voor de beoogde ontplooiing van het radio-elektrisch netwerk te rekenen vanaf 2 jaren na de datum van kennisgeving van de gebruiksrechten, geldt de volgende streefnorm voor de dekking van de spoorwegen:
1° le long des lignes ferroviaires primaires et secondaires, une couverture de respectivement 99% et 98% des emplacements;	1° langsheen de primaire spoorlijnen en secundaire spoorlijnen een dekking van respectievelijk 99 % en 98 % van de locaties;
2° le long des lignes ferroviaires primaires et secondaires, un débit minimal de respectivement 12 Mbit/s et 6 Mbit/s pour un modem avec des antennes sur le toit du train.	2° langsheen de primaire spoorlijnen en secundaire spoorlijnen een minimumdebiet van respectievelijk 12 Mbit/s en 6 Mbits/s voor een modem met antennes op het dak van de trein.
§ 3. Des dérogations aux paragraphes 1 et 2 peuvent être accordées par l'Institut si l'opérateur	§ 3. Uitzonderingen op de paragrafen 1 en 2 kunnen worden verleend door het Instituut indien

700 MHz:	de 700MHz-operator:
1° détient des droits d'utilisation dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz en vertu de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz; et	1° gebruiksrechten heeft in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960MHz krachtens het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz; en
2° des restrictions lui sont imposées afin de protéger le réseau GSM-R, tel que défini dans la loi du 12 décembre 2006 <i>concernant GSM-R</i> .	2° hem beperkingen worden opgelegd om het GSM-R-netwerk te beschermen, zoals bepaald in de wet van 12 december 2006 betreffende GSM-R.
§ 4. Par couverture, il convient d'entendre que le réseau d'accès radioélectrique de l'opérateur 700 MHz permet d'accéder aux services et applications proposés sur les réseaux publics de transport de données, plus précisément l'Internet.	§ 4. Onder dekking dient te worden verstaan dat het netwerk voor radiotoegang van de 700 MHz-operator toegang biedt tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet.
§ 5. La répartition du réseau ferroviaire en lignes ferroviaires primaires et secondaires est disponible à l'annexe 1 du présent arrêté.	§ 5. De verdeling van het spoorwegennetwerk in primaire spoorlijnen en secundaire spoorlijnen bevindt zich in bijlage 1 bij dit besluit.
§ 6. En cas de plaintes du prestataire de services d'accès sans fil à Internet, l'Institut peut procéder à une enquête et imposer les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'objectif poursuivi soit atteint. Les méthodes pratiques et les procédures précises pour les mesures ou les calculs sont fixées par l'Institut.	§ 6. In geval van klachten van de dienstenleverancier van draadloze internettoegang, kan het Instituut een onderzoek instellen en de nodige maatregelen opleggen om ervoor te zorgen dat het beoogde streefdoel gehaald wordt. De praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen of berekeningen worden vastgelegd door het Instituut.
§ 7. Les niveaux de couverture et les débits minimaux visés au paragraphe 1er peuvent être atteints avec toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur 700 MHz dispose de droits d'utilisation, en vertu de l'article 18 de la loi.	§ 7. De dekkingsgraden en minimumdebieten vermeld in paragraaf 1 kunnen worden bereikt met alle frequenties waarvoor de 700 MHz-operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet.
§ 8. Pour l'examen du niveau de couverture des chemins de fer, il est supposé que la Région de Bruxelles-Capitale est totalement couverte, quel que soit son niveau de couverture réel.	§ 8. Bij het onderzoek van het dekkingsniveau van de spoorwegen wordt ervan uitgegaan dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest totaal gedekt is, ondanks het werkelijke niveau van dekking ervan.
CHAPITRE 8. - Itinérance nationale	HOOFDSTUK 8. - Nationale roaming
Art. 13. § 1er. Lorsque l'Institut veut imposer l'itinérance nationale, il respecte les modalités suivantes.	Art. 13. § 1. Bij het opleggen van nationale roaming respecteert het Instituut de volgende regels.
§ 2. L'Institut adopte les mesures dans les six mois suivant la réception de la requête de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.	§ 2. Het Instituut neemt de maatregelen aan binnen zes maanden na de ontvangst van het verzoek van de operator die recht heeft op nationale roaming.
§ 3. La requête mentionnée au paragraphe 2 ne	§ 3. Het in paragraaf 2 vermelde verzoek kan

peut émaner que d'un opérateur qui respecte ses obligations de couverture en vertu de l'article 11.	enkel uitgaan van een operator die zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 11 naleeft.
§ 4. Sauf accord en sens contraire, un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale n'entre en vigueur qu'à partir du moment où le déploiement du réseau de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale atteint au moins 20% de la population en Belgique.	§ 4. Behoudens andersluidend akkoord treedt een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden slechts in werking vanaf het ogenblik dat de uitrol van het netwerk van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 20% van de bevolking in België bereikt.
Ce niveau de couverture est examiné par l'Institut sur base des dispositions de l'article 11, paragraphes 4 à 6.	Deze dekkingsgraad wordt door het Instituut onderzocht op basis van de bepalingen van artikel 11, paragrafen 4 tot 6.
§ 5. Sauf accord en sens contraire, l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale dans le cadre d'un contrat d'itinérance nationale avec un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale n'est pas tenu de fournir des services d'itinérance nationale dans les zones géographiques où l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale a développé son propre réseau.	§ 5. Behoudens andersluidend akkoord is de operator die nationale roaming moet aanbieden in het kader van een overeenkomst van nationale roaming met een operator die recht heeft op nationale roaming niet gehouden om nationale-roamingdiensten te verstrekken in die geografische gebieden waar de operator die recht heeft op nationale roaming een eigen netwerk heeft uitgebouwd.
§ 6. Sauf accord en sens contraire, les services, qui font l'objet d'un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, comprennent tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi.	§ 6. Behoudens andersluidend akkoord omvatten de diensten die het voorwerp uitmaken van een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden, alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet.
§ 7. Aucune des mesures imposées par l'Institut ne sera applicable après une période de neuf ans qui prend cours à dater de la notification des droits d'utilisation à l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.	§ 7. Geen van de maatregelen die worden opgelegd door het Instituut is van toepassing na de periode van negen jaar die ingaat vanaf de kennisgeving van de gebruiksrechten aan de operator die recht heeft op nationale roaming.
§ 8. Si après la conclusion d'un contrat d'itinérance nationale avec l'intervention de l'Institut, en vertu du présent article, l'opérateur, qui a droit à l'itinérance nationale, négocie et conclut un autre contrat d'itinérance nationale avec un autre opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, il est mis fin au premier contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat antérieur d'itinérance nationale.	§ 8. Indien na het afsluiten van een overeenkomst van nationale roaming met tussenkomst van het Instituut krachtens dit artikel een operator die recht heeft op nationale roaming over een andere overeenkomst van nationale roaming onderhandelt en deze afsluit met een andere operator die nationale roaming moet aanbieden, dan wordt de eerste overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij die eerdere overeenkomst van nationale roaming.

Si l'Institut constate que l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale ne respecte pas ses obligations de couverture en vertu de l'article 11, il est mis fin au contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat d'itinérance nationale.	Indien het Instituut vaststelt dat de operator die recht heeft op nationale roaming zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 11 niet naleeft, dan wordt de overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij deze overeenkomst van nationale roaming.
§ 9. Le prix retail minus correspond au prix que l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale facture à ses clients pour la fourniture d'un service, après déduction des coûts qui ne sont pas engagés lorsque ce même service est offert à un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et après addition des coûts qui ne sont raisonnablement effectués qu'afin d'offrir des services d'itinérance nationale.	§ 9. De retail-minusprijs staat voor de prijs die de operator die nationale roaming moet aanbieden, aanrekent aan zijn klanten voor het verlenen van een dienst, na aftrek van die kosten die niet gemaakt worden wanneer dezelfde dienst wordt aangeboden aan een operator die recht heeft op nationale roaming, en na toevoeging van die kosten die redelijkerwijs enkel gemaakt worden om diensten van nationale roaming aan te bieden.
Le prix retail minus est exprimé comme un montant tarifaire unitaire basé sur les prix moyens au détail.	De retail-minusprijs wordt uitgedrukt als een eenheidstarief, gebaseerd op gemiddelde retailprijzen.
Dans certains cas, l'Institut peut déterminer qu'un autre mode de calcul est plus indiqué, tel qu'un tarif par utilisation.	In specifieke gevallen kan het Instituut bepalen dat een andere berekeningswijze, zoals een tarief per gebruik, meer aangewezen is.
Lors de la détermination ou de l'appréciation du prix retail minus, l'Institut tient également compte des coûts du contenu ou d'autres composantes à valeur ajoutée qui ne sont pas fournis aux clients de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.	Bij het bepalen of beoordelen van de retail-minusprijs houdt het Instituut ook rekening met de kosten voor de inhoud of andere componenten met toegevoegde waarde die niet verschaft worden aan de klanten van de operator die recht heeft op nationale roaming.
Le prix retail de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale se compose du revenu moyen effectif des connexions, locations et communications pour les services fournis. Ce prix peut éventuellement être calculé séparément pour différents services, tels que les appels nationaux et internationaux et pendant les heures pleines et les heures creuses.	De retailprijs van de operator die nationale roaming moet aanbieden, bestaat uit de gemiddelde werkelijke inkomsten uit verbindingen, huur en gesprekken voor de diensten aangeboden. Deze prijs kan eventueel apart berekend worden voor verschillende diensten, zoals nationale en internationale gesprekken en tijdens of buiten piekuren.
Le revenu moyen effectif sera calculé sur base des revenus totaux de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale ou de toute autre méthode de calcul déterminée par l'Institut.	De gemiddelde werkelijke inkomsten worden berekend op basis van de totale inkomsten van de operator die nationale roaming moet aanbieden of op basis van een andere door het Instituut te bepalen berekeningsmethode.
L'Institut décide, le cas échéant, d'inclure certains coûts fixes dans un contrat d'itinérance nationale après en avoir étudié la justification et les conséquences de façon approfondie.	Het Instituut beslist in voorkomend geval om bepaalde vaste kosten op te nemen in een overeenkomst van nationale roaming nadat het de rechtvaardiging en de gevolgen ervan grondig heeft onderzocht.
CHAPITRE 9. - Procédure relative à l'octroi	HOOFDSTUK 9. - Procedure voor de

des droits d'utilisation	toekenning van gebruiksrechten
Section 1^{ère} – Candidature	Afdeling 1. - Kandidatuur
Art. 14. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.	Art. 14. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
Art. 15. § 1^{er}. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:	Art. 15. § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:
1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;	1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;	2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;
3° il soit exclu de la procédure.	3° hij wordt uitgesloten van de procedure.
§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.	§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.
§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 17.	§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 17.
Art. 16. § 1^{er}. La candidature est déposée de la manière suivante:	Art. 16. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:
1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge;	1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;
2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;	2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.	3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.
§ 2. Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , sont concernés.	§ 2. In de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.
Art. 17. § 1^{er}. La candidature contient les renseignements suivants:	Art. 17. § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:
1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre	1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te

des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;	leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;
2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;	2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;	3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:	4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;	a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;
b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;	b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionnariat du candidat;	5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;
6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 18;	6° het bewijs van de betaling van het bedrag zoals bedoeld in artikel 18;
7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 21 ou 43, § 3, peut être reversé;	7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 21 of 43, § 3, kan worden teruggestort;
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.
Art. 18. § 1^{er}. Le candidat paye un montant de 5 millions d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.	Art. 18. § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van 5 miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de kandidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.

<p>§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où l'Institut notifie au candidat qu'il a obtenu des droits d'utilisation, conformément à l'article 43. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.</p>	<p>§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop het Instituut de kandidaat er kennis van geeft dat hij gebruiksrechten verkregen heeft overeenkomstig artikel 43. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.</p>
<p>Section 2. - Examen des candidatures</p>	<p>Afdeling 2. - Onderzoek van de kandidaturen</p>
<p>Art. 19. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent, un seul est admis dans la procédure.</p>	<p>Art. 19. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.</p>
<p>Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.</p>	<p>De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.</p>
<p>A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.</p>	<p>Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.</p>
<p>Art. 20. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 16, 17, 18 et 19.</p>	<p>Art. 20. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 16, 17, 18 en 19.</p>
<p>L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.</p>	<p>Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.</p>
<p>Art. 21. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 17, § 1^{er}, 7^o.</p>	<p>Art. 21. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 17, § 1, 7^o.</p>
<p>Section 4. - Procédure</p>	<p>Afdeling 4. - Procedure</p>
<p>Sous-section 1ère. - Généralités</p>	<p>Onderafdeling 1. - Algemeen</p>
<p>Art. 22. L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 22. Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.</p>
<p>Art. 23. Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 23. Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.</p>

Art. 24. Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 24. Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 25. L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.	Art. 25. Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.
Art. 26. § 1^{er}. L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 24.	Art. 26. § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 24.
§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.	§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.
Art. 27. La procédure d'octroi des droits d'utilisation est composée de:	Art. 27. De procedure tot toekenning van de gebruiksrechten bestaat uit:
1° une mise aux enchères des blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} ;	1° een veiling van de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1;
2° un tour supplémentaire pendant lequel les candidats peuvent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.	2° een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.
Sous-section 2. – Mise aux enchères	Onderafdeling 2. - Veiling
Art. 28. Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:	Art. 28. Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;	1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;
2° le moment du début et de la fin du premier tour;	2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;
3° le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;	3° het bedrag van het bod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;
4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour	4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om

participer à la mise aux enchères.	te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.
Art. 29. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.	Art. 29. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.
Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:	Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:
1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 30, ou;	1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 30, of;
2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 33, ou;	2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 33, of;
3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 34.	zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 34.
§ 2. Si un candidat ne détenant l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1 ^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 33. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères.	§ 2. Indien een kandidaat die voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 33. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft, zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod.
Art. 30. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.	Art. 30. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.
§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.	§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.
§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs.	§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het bod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende rondes.
Le montant de l'offre fixé par l'IBPT pour un bloc de fréquence donné est égal au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage laissé à la discrétion de l'Institut mais qui est compris dans une fourchette variant de 3 à 10%;	Het bedrag van het bod dat door het BIPT wordt vastgelegd voor een bepaald frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dit frequentieblok, vermeerderd met een percentage dat door het Instituut wordt bepaald, maar dat moet liggen tussen 3% en 10%;
§ 4. Le montant de l'offre au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	§ 4. Het bedrag van het bod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 5. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.	§ 5. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.

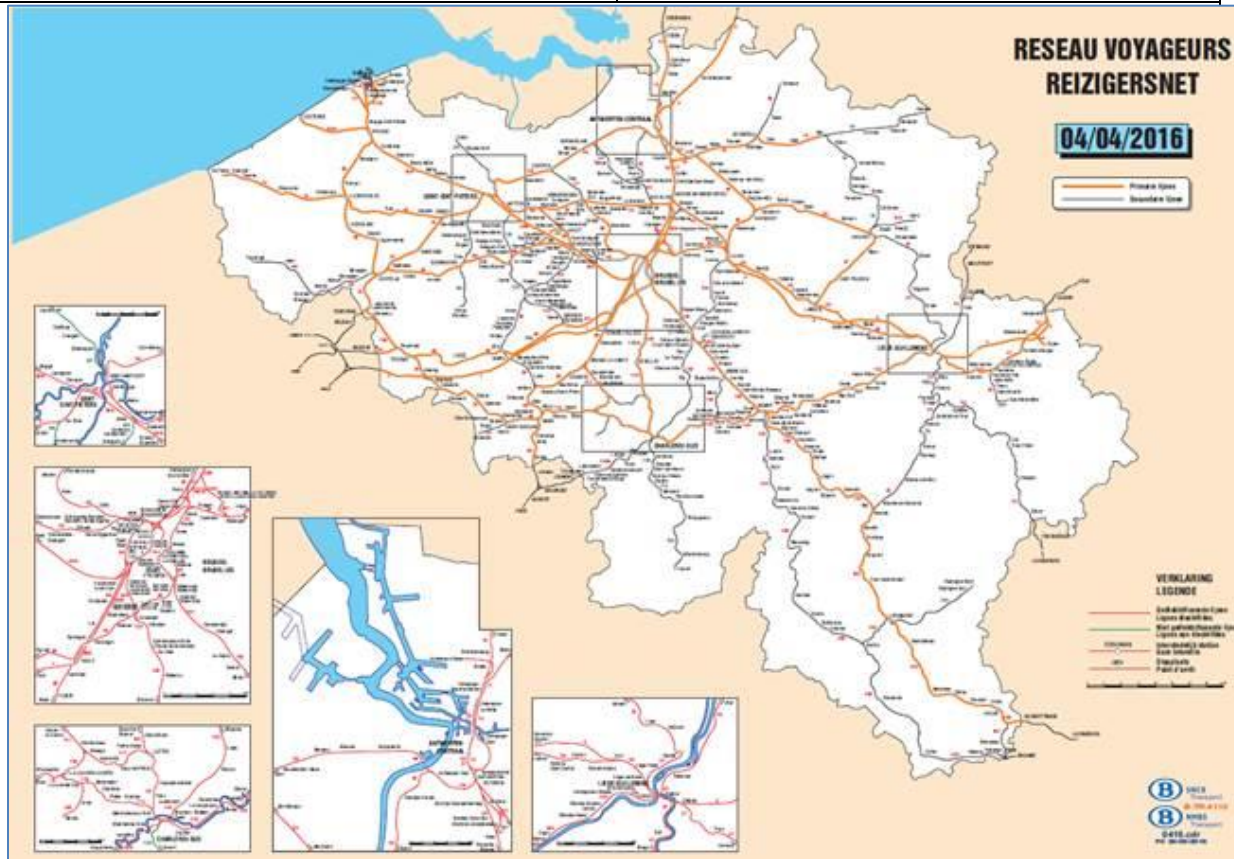
§ 6. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.	§ 6. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.
§ 7. L'activité d'un candidat pour un tour donné est égale à la somme:	§ 7. De activiteit van een kandidaat voor een gegeven ronde is gelijk aan de som
1° du nombre de blocs pour lesquels le candidat détient l'offre régulière la plus élevée au début de ce tour; et	1° van het aantal blokken waarvoor de kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft aan het begin van de ronde; en
2° du nombre de blocs pour lesquels le candidat émet une offre lors de ce tour.	2° het aantal blokken waarvoor de kandidaat een bod uitbrengt tijdens die ronde.
A partir du tour suivant le premier tour pour lequel le candidat a émis une offre, l'activité de ce candidat pour un tour ne peut pas être supérieure à l'activité de ce candidat pour le tour le plus récent pendant lequel le candidat n'a pas recouru à une carte pour passer.	Vanaf de ronde volgend op de eerste ronde waarvoor de kandidaat een bod heeft uitgebracht, mag de activiteit van deze kandidaat voor een ronde niet groter zijn dan de activiteit van deze kandidaat voor de meest recente ronde waarin de kandidaat geen beroep heeft gedaan op een paskaart.
Art. 31. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.	Art. 31. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.
Art. 32. Au plus tard au moment où le candidat fait une offre qui dépasse un nombre multiple de 50 millions d'euros et à partir de 150 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 2,5 millions d'euros.	Art. 32. Uiterlijk op het ogenblik dat de kandidaat een bod uitbrengt dat een veelvoud overstijgt van 50 miljoen euro en vanaf 150 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 2,5 miljoen euro.
La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.	Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.
Art. 33. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum deux fois durant la mise aux enchères.	Art. 33. Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal tweemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod.
Art. 34. Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait est définitif et irrévocable.	Art. 34. Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok, mag zich uit de toewijzing bij opbod terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.
Art. 35. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour	Art. 35. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat

ce bloc de fréquences.	frequentieblok.
Art. 36. Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:	Art. 36. Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences;	1° het hoogste regelmatige bod voor elk frequentieblok;
2° le moment du début et de la fin du tour suivant;	2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;
3° le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.	3° het bedrag van het bod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.
Art. 37. Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.	Art. 37. De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.
Art. 38. A l'issue du dernier tour, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences.	Art. 38. Na de laatste ronde stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok.
Les candidats en sont informés après la fin du dernier tour.	De kandidaten worden hiervan na het einde van de laatste ronde in kennis gesteld.
Sous-section 3. - Positionnement	Onderafdeling 3. - Positie
Art. 39. § 1^{er}. L'Institut établit une liste exhaustive d'options de positionnement des différents blocs de fréquences dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz.	Art. 39. § 1. Het Instituut stelt een exhaustieve lijst op van de opties voor positionering voor de verschillende frequentieblokken in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz.
§ 2. Toutes les options doivent respecter les critères suivants:	§ 2. Alle opties moeten voldoen aan de volgende criteria:
1° tous les blocs pour lesquels un candidat donné a émis l'offre régulière la plus élevée sont positionnés de manière contigüe;	1° alle blokken waarvoor een gegeven kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht worden aaneengrenzend geplaatst;
2° les blocs pour lesquels aucune offre régulière n'a été émise sont positionnés dans la partie inférieure des bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz.	2° de blokken waarvoor geen enkel regelmatig bod werd uitgebracht worden in het laagste deel van de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz geplaatst.
Art. 40. L'Institut communique aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, les renseignements suivants:	Art. 40. Het Instituut deelt de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok de volgende inlichtingen mee:
1° la liste des options de positionnement des différents blocs de fréquences;	1° de lijst van de opties voor positionering van de verschillende frequentieblokken;
2° le moment du début et de la fin du tour supplémentaire, pendant lequel les candidats peuvent remettre leurs offres supplémentaires relatives au positionnement des blocs de fréquences.	2° het moment van het begin en het einde van de bijkomende ronde, tijdens welke de kandidaten hun bijkomende biedingen met betrekking tot de positionering van de frequentieblokken kunnen doen.

Art. 41. § 1^{er}. Durant le tour supplémentaire chaque candidat peut remettre une ou plusieurs offres supplémentaires, conformément au § 2.	Art. 41. § 1. Tijdens de bijkomende ronde kan elke kandidaat een of meer bijkomende biedingen doen conform § 2.
§ 2. Chaque offre supplémentaire identifie une option déterminée.	§ 2. Elk bijkomend bod identificeert een bepaalde optie.
Le montant de l'offre peut être nul et n'est pas limité.	Het bedrag van het bod mag nul zijn en is niet beperkt.
Art. 42. § 1^{er}. A l'issue du tour supplémentaire, l'Institut calcule pour chaque option, la somme des offres supplémentaires émises pour cette option.	Art. 42. § 1. Na de bijkomende ronde berekent het Instituut voor elke optie de som van de bijkomende biedingen uitgebracht voor deze optie.
§ 2. L'option choisie est celle pour laquelle la somme des offres supplémentaires émises est la plus élevée.	§ 2. De gekozen optie is deze waarvoor de som van de uitgebrachte bijkomende biedingen het hoogste is.
Si deux ou plusieurs options ont la même somme des offres supplémentaires émises la plus élevée, l'Institut détermine par tirage au sort l'option choisie.	Indien een of meer opties dezelfde grootste som van de uitgebrachte bijkomende biedingen hebben, bepaalt het Instituut via loting de gekozen optie.
Section 4. - Octroi des droits d'utilisation	Afdeling 4. - Toekenning van de gebruiksrechten
Art. 43. § 1^{er}. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.	Art. 43. § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.
§ 2. Au plus tard 2 mois après le moment de la fin du tour supplémentaire visé à l'article 40, l'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer au compte de l'Institut en même temps que ses droits d'utilisation.	§ 2. Uiterlijk twee maanden na het ogenblik van het einde van de bijkomende ronde bedoeld in artikel 40, meldt het Instituut aan elke kandidaat het saldo dat moet worden betaald op rekening van het Instituut tegelijk met zijn gebruikersrechten.
Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat et le montant de l'offre supplémentaire émise par le candidat relative à l'option de positionnement choisie.	Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat en het bedrag van de bijkomende bieding uitgebracht door de kandidaat met betrekking tot de gekozen opties voor positionering.
§ 3. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 17, § 1 ^{er} , 7°.	§ 3. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 17, § 1, 7°.
§ 4. En dérogation au § 3, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant notifié à l'Institut aucune offre conformément à l'article 30.	§ 4. In afwijking van § 3 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die aan het Instituut geen enkel bod hebben meegedeeld in overeenstemming met artikel 30.

Art. 44. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 44. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur 700 MHz déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 14.	Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De 700 MHz-operator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 14.
CHAPITRE 10. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 10. - Slotbepalingen
Art. 45. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 45. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

Annexe 1	Bijlage 1
Répartition du réseau ferroviaire en lignes ferroviaires primaires et secondaires	Verdeling van het spoorwegennetwerk in primaire spoorlijnen en secundaire spoorlijnen



Par le roi:	Van Koningswege:
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

**Annexe 3. Projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005
*relative aux communications électronique***

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
Projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	Wetsontwerp houdende wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Exposé des motifs	Memorie van toelichting
Les autorisations 2G et 3G (Proximus, Orange Belgium et Base Company) sont valides jusqu'au 15 mars 2021. Les bandes de fréquences 2G (900 MHz et 1800 MHz) et 3G (2 GHz) ne sont donc plus attribuées à partir de cette date. Il convient donc de prévoir une redevance unique minimale permettant d'acquérir, dans les bandes de fréquences 2G et 3G, des droits d'utilisation en vue de l'exploitation, après le 15 mars 2021, d'un réseau et la fourniture de services de communications électroniques publics mobiles.	De 2G- en 3G-vergunningen (Proximus, Orange Belgium en Base Company) zijn geldig tot 15 maart 2021. De 2G- (900 MHz en 1800 MHz) en 3G-frequentiebanden (2 GHz) worden dus niet langer toegewezen vanaf deze datum. Er moet dus worden voorzien in een minimale enige heffing die toelaat om in de 2G- en 3G-frequentiebanden gebruiksrechten te verwerven met het oog op de exploitatie na 15 maart 2021 van een netwerk en de verstrekking van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten.
En vertu de l'article premier de la décision XXX/201X/UE ¹⁴ , les États membres doivent autoriser, avant le 30 juin 2020, l'utilisation de la bande 700 MHz ¹⁵ par des systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil, dans les conditions techniques harmonisées fixées par la décision 2016/687/UE ¹⁶ . En vertu de la décision 2015/750/UE ¹⁷ , les États membres doivent désigner et mettre à disposition la bande de fréquences 1400 MHz ¹⁸ , en mode « downlink only » pour les systèmes sans fils à large bande.	Krachtens het eerste artikel van besluit XXX/201X/EU ¹ moeten de lidstaten, voor 30 juni 2020, het gebruik van de 700 MHz-band ² door terrestrische systemen die draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen toestaan in geharmoniseerde technische voorwaarden zoals vastgelegd in besluit 2016/687/EU ³ . Krachtens het besluit 2015/750/EU ⁴ moeten de lidstaten de frequentieband 1400 MHz ⁵ aanduiden en ter beschikking stellen in "downlink only"-modus voor de draadloze breedbandsystemen.
Il convient donc également de prévoir une redevance unique minimale permettant d'acquérir, dans les bandes de fréquences 700 MHz et 1400 MHz, des droits d'utilisation en vue	Er moet dus ook worden voorzien in een minimale enige heffing die toelaat gebruiksrechten te verwerven in de 700 MHz- en 1400 MHz-frequentiebanden met het oog op de exploitatie

¹⁴ Décision XXX/201X/UE du Parlement européen et du Conseil du [] sur l'utilisation de la bande de fréquences 470-790 MHz dans l'Union.

Besluit XXX/201X/UE van het Europees Parlement en de Raad van [] betreffende het gebruik van de 470-790 MHz-band in de Unie.

¹⁵ 694-790 MHz.

¹⁶ Décision d'exécution 2016/687/UE de la Commission du 28 avril 2016 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 694-790 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil et pour un régime souple d'utilisation nationale dans l'Union.

Uitvoeringsbesluit (EU) 2016/687 van de Commissie van 28 april 2016 betreffende de harmonisering van de frequentieband 694-790 MHz voor terrestrische systemen die draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen en voor flexibel nationaal gebruik in de Unie.

¹⁷ Décision d'exécution 2015/750/UE de la Commission du 8 mai 2015 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 1452-1492 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union.

Uitvoeringsbesluit (EU) 2015/750 van de Commissie van 8 mei 2015 betreffende de harmonisering van de frequentieband 1 452-1 492 MHz voor terrestrische systemen die elektronische-communicatiediensten kunnen verschaffen in de Unie.

¹⁸ 1452-1492 MHz.

de l'exploitation d'un réseau et la fourniture de services de communications électroniques publics mobiles.	van een netwerk en de verstrekking van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten.
La Belgique a l'intention de permettre une introduction rapide de la 5G dans la bande 3400-3800 MHz. C'est la raison pour laquelle une redevance unique est également déjà prévue dans la loi pour cette bande. Cela correspond à l'approche européenne. L'avis du RSPG du 9 novembre 2016 concernant l'introduction rapide de la 5G ⁶ indique ce qui suit : « The RSPG strategic roadmap towards 5G for Europe aims to facilitate the launch of 5G on a large scale by 2020 » (La feuille de route stratégique du RSPG pour la 5G en Europe vise à faciliter le lancement de la 5G à une grande échelle d'ici 2020). Par conséquent, la bande 3400-3800 MHz devrait de préférence déjà être mise aux enchères en 2018. Afin d'assurer des conditions de concurrence équitables entre les opérateurs existants et les nouveaux opérateurs, cela signifie qu'une redevance unique ne peut être imposée qu'une fois expirée la licence actuelle la plus longue. Cette dispense de redevance unique incite également les opérateurs à déployer rapidement la 5G.	België heeft de intentie om een snelle introductie van 5G mogelijk te maken in de band 3400-3800 MHz. Vandaar dat er voor deze band nu ook reeds een enige heffing in de wet voorzien wordt. Dit is in overeenstemming met de Europese aanpak. In de RSPG-opinie van 9 november 2016 aangaande de snelle introductie van 5G ¹⁹ staat: "The RSPG strategic roadmap towards 5G for Europe aims to facilitate the launch of 5G on a large scale by 2020" (De strategische routekaart naar 5G voor Europa van de RSPG heeft tot doel de grootschalige lancering van 5G in 2020 te vergemakkelijken). Dit impliceert dat de 3400-3800 MHz- band bij voorkeur eigenlijk al in 2018 zou moeten worden geveild. Teneinde een gelijk speelveld te verzekeren tussen bestaande operatoren en nieuwe operatoren betekent dit dat er slechts een enige heffing opgelegd kan worden na het aflopen van de langstdurende huidige vergunning. Tegelijkertijd betekent deze vrijstelling van enige heffing een stimulans voor de operatoren om 5G snel te ontplooiën.
Le montant que les opérateurs doivent payer à titre de redevance unique est fixé à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (LCE).	Het bedrag dat de operatoren minimaal als enige heffing dienen te betalen wordt bepaald in artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (WEC).
Les montants minimums pour chaque bande sont fixés pour les droits d'utilisation existants jusqu'à la fin de la durée de validité de ces droits. Comme indiqué ci-dessus, les autorisations pour les bandes 2G et 3G ne courent que jusqu'au 15 mars 2021. Pour ces bandes, de nouvelles redevances uniques minimales doivent être définies pour la période après le 15 mars 2021. Pour les nouvelles bandes qui n'ont pas encore été attribuées jusqu'à présent à des services large bande (700 MHz, 1400 MHz, 3600 MHz), il convient également de fixer un montant minimal pour la redevance unique. Le présent projet prévoit par conséquent des redevances uniques pour les droits d'utilisation évoqués ci-dessus.	Voor elke band liggen de minimumbedragen vast voor de bestaande gebruikersrechten tot het eind van de geldigheidsdatum van deze rechten. Zoals hierboven aangegeven lopen de vergunningen voor de 2G- en 3G-banden slechts tot 15 maart 2021. Voor deze banden dienen nieuwe minimale enige heffingen bepaald te worden voor de periode na 15 maart 2021. Ook voor nieuwe banden die tot op heden nog niet toegekend werden aan breedbanddiensten (700 MHz, 1400 MHz, 3600 MHz) dient er een minimaal bedrag voor de enige heffing bepaald te worden. Bijgevolg wordt door het voorliggende ontwerp voorzien in enige heffingen voor de hierboven aangehaalde gebruiksrechten.
Les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation seront fixées par arrêté royal, notamment les redevances annuelles pour l'utilisation des fréquences. Le terme redevance « unique » indique que cette indemnité est unique et doit être distinguée des redevances annuelles de mise à disposition qui sont dues	De voorwaarden voor het verkrijgen en de uitoefening van de gebruiksrechten zullen tegelijk worden vastgelegd bij koninklijk besluit, meer bepaald de jaarlijkse rechten voor het gebruik van de frequenties. De term "enige" heffing duidt erop dat deze vergoeding eenmalig is en onderscheiden moet worden van de jaarlijkse

¹⁹ RADIO SPECTRUM POLICY GROUP - STRATEGIC ROADMAP TOWARDS 5G FOR EUROPE
Opinion on spectrum related aspects for next-generation wireless systems (5G)

pour les fréquences. Par conséquent, il va de soi que le paiement de la redevance unique ne dispense pas l'opérateur en question du paiement des redevances annuelles.	rechten voor de terbeschikkingstelling die verschuldigd zijn voor de frequenties. Het spreekt dan ook vanzelf dat de betaling van de enige heffing de operator in kwestie niet ontslaat van de betaling van de jaarlijkse rechten.
COMMENTAIRE DES ARTICLES	ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING
<i>CHAPITRE 1^{ER} - Objet</i>	<i>HOOFDSTUK 1. — Voorwerp</i>
Article 1^{er}.	Artikel 1.
Cet article ne nécessite aucun commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
<i>CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</i>	<i>HOOFDSTUK 2 — Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</i>
Article 2.	Artikel 2.
1. Le système des redevances visant à favoriser l'utilisation optimale des fréquences	1. Het systeem van rechten dat tot doel heeft het optimale gebruik van de frequenties te bevorderen
L'article 13 de la directive Autorisation ⁶ offre aux États membres la possibilité de soumettre les droits d'utilisation pour les radiofréquences à des indemnités. Cette possibilité est néanmoins assortie d'un certain nombre de conditions : d'une part, ces indemnités doivent tenir compte de la nécessité d'assurer une utilisation optimale des radiofréquences ; d'autre part, ces indemnités doivent être objectivement justifiées, transparentes et non-discriminatoires et tenir compte des objectifs fixés à l'article 8 de la Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive Cadre). Les indemnités proposées dans le cadre de la présente modification répondent à ces conditions.	Artikel 13 van de Machtigingsrichtlijn ²⁰ biedt de lidstaten de mogelijkheid gebruiksrechten voor radiofrequenties te onderwerpen aan vergoedingen. Deze mogelijkheid is evenwel aan een aantal voorwaarden onderworpen: enerzijds moeten deze vergoedingen rekening houden met de noodzaak om ervoor te zorgen dat de radiofrequenties optimaal worden gebruikt; anderzijds moeten deze vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn en rekening houden met de doelstellingen vastgelegd in artikel 8 van Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Kaderrichtlijn). De bij deze wijziging voorgestelde vergoedingen voldoen aan deze voorwaarden.
a) Quant à l'utilisation optimale des fréquences	a) Wat betreft het optimaal gebruik van de frequenties
Les fréquences sont une ressource rare que l'intérêt général et l'intérêt des utilisateurs de spectre commande d'utiliser de manière efficace et fonctionnelle.	De frequenties zijn een schaars middel dat omwille van het algemene belang en in het belang van de spectrumgebruikers op doeltreffende en functionele wijze moet worden gebruikt.
Subordonner le droit d'utiliser cette ressource rare au paiement d'une indemnité reflétant la valeur de cette ressource rare incite les	Het recht om van dit schaarse middel gebruik te maken onderwerpen aan de betaling van een vergoeding die de waarde van dit schaarse

²⁰ Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques.
Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten.

opérateurs à agir en ce sens. En effet, un opérateur souhaitera que le paiement d'une indemnité pour les droits d'utilisation ait un rendement optimal. Il visera donc à utiliser le spectre en question de façon optimale.	middel weerspiegelt, zet de operatoren aan om dienovereenkomstig te handelen. Een operator zal immers de betaling van een vergoeding voor de gebruiksrechten optimaal willen laten renderen en zodoende een optimaal gebruik van het betreffende spectrum nastreven.
La redevance unique est une indemnité payée par l'opérateur en contrepartie du droit individuel d'utiliser, pour une période définie, une quantité déterminée de fréquences affectées aux services de communications électroniques mobiles offerts au public : en payant ce droit, il acquiert un accès individuel à cette ressource rare. Il s'en trouve incité à utiliser ces fréquences et à ne conserver que celles dont il a besoin, ce qui favorise une utilisation optimale des fréquences.	De enige heffing is een vergoeding die een operator betaalt in ruil voor het individuele recht om, gedurende een bepaalde periode, een bepaald aantal frequenties te gebruiken voor de openbare mobiele elektronische-communicatiediensten: door de betaling van dit recht verwerft hij het recht op toegang tot deze schaarse hulpbron. Zo wordt hij aangezet om deze frequenties te gebruiken en enkel deze te behouden die hij nodig heeft, wat ten goede komt van een optimaal gebruik van het spectrum.
Le terme redevance « unique » indique que cette indemnité est due intégralement à compter de l'obtention des droits d'utilisation. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences complète la redevance unique en rémunérant l'utilisation effective du spectre et les coûts administratifs de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT). Ce faisant, elle incite l'opérateur à rentabiliser les fréquences qu'il utilise, et donc à utiliser les fréquences de façon optimale. La redevance unique combinée à la redevance de mise à disposition des fréquences concourent donc au même objectif d'inciter les opérateurs à utiliser le spectre attribué de façon optimale et forment les deux facettes d'une même indemnité. À cet égard, le considérant 32 de la directive Autorisation admet que les indemnités pour les droits d'utilisation de fréquences soient composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	De term "enige" heffing duidt erop dat deze vergoeding integraal verschuldigd is vanaf het verkrijgen van de gebruiksrechten. Het jaarlijkse recht voor terbeschikkingstelling van de frequenties vult de enige heffing aan door het doeltreffende gebruik van het spectrum en eveneens de administratieve kosten van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT) te vergoeden. Op deze manier zet het de operator aan om de frequenties die hij toegewezen kreeg te laten renderen en ze dus optimaal te gebruiken. De enige heffing en het recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties streven dus deels hetzelfde doel na, namelijk de operatoren aanzetten tot een optimaal gebruik van het toegewezen spectrum en vormen zo twee onderdelen van eenzelfde vergoeding. In dit kader laat overweging 32 van de Machtigingsrichtlijn toe dat de vergoedingen voor de gebruiksrechten uit een enig bedrag en een periodiek bedrag bestaan.
b) Quant à la transparence	b) Wat betreft de transparantie
L'IBPT a fait appel à un consultant indépendant pour étudier la problématique des redevances uniques et de la réglementation pour les systèmes mobiles publics en vue de fixer des redevances uniques minimales. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport « <i>Study regarding the value of spectrum for public mobile systems</i> » du 17 décembre 2015. L'IBPT a publié ce rapport sur son site Internet le 25 janvier 2016.	Het BIPT deed een beroep op een onafhankelijke consultant om de problematiek van de enige heffingen en de reglementering voor de publieke mobiele systemen te bekijken met het oog op het vaststellen van minimale enige heffingen. Deze studie werd uitgevoerd door Analysys Mason en resulteerde in het rapport " <i>Study regarding the value of spectrum for public mobile systems</i> " van 17 december 2015. Het BIPT heeft dat rapport op 25 januari 2016 op zijn website gepubliceerd.
Dans le cadre de cette étude, il a été procédé à une analyse économique, en se basant sur la situation actuelle du marché en Belgique ainsi que sur l'évolution attendue afin de valoriser de manière optimale la valeur de ce spectre et d'utiliser le plus efficacement possible les	In deze studie werd een economische analyse uitgevoerd, uitgaande van de huidige marktsituatie in België en de verwachte evolutie teneinde de waarde van dit spectrum optimaal te valoriseren en de beschikbare frequenties zo efficiënt mogelijk te gebruiken. Deze

fréquences disponibles. Ces résultats d'étude sont dès lors les résultats les plus fiables dont dispose les autorités belges pour fixer les valeurs minimales de la redevance unique. Il existe donc une transparence en ce qui concerne l'établissement de la redevance unique. Sur la base du mode de calcul de la redevance unique, tout débiteur peut en outre savoir quel montant il doit payer en fonction de la durée de validité de ses droits d'utilisation.	studieresultaten zijn dan ook de meest betrouwbare resultaten waarover de Belgische overheid beschikt om de minimale waarden van de enige heffing vast te leggen. Er is dus transparantie voor wat betreft de totstandkoming van de enige heffing. Aan de hand van de berekeningswijze van de enige heffing kan bovendien elke schuldenaar weten welk bedrag hij moet betalen naargelang de geldigheidsduur van zijn gebruiksrechten.
La redevance unique présente donc toutes les qualités de transparence requises.	De enige heffing heeft dus alle vereiste eigenschappen inzake transparantie.
<i>c) En ce qui concerne le caractère non discriminatoire, objectivement justifié et proportionné de la loi proposée</i>	<i>c) Wat betreft de niet-discriminerende, objectief gerechtvaardigde en evenredige aard van de voorgestelde wet</i>
La redevance unique est nécessaire en complément de la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences pour deux raisons.	De enige heffing is nodig als aanvulling op het jaarlijks recht voor terbeschikkingstelling van de frequenties om twee redenen.
Premièrement, la valeur des fréquences de services de communications électroniques mobiles offerts au public est infiniment plus grande que celle des autres bandes de fréquences de communications électroniques mobiles, et ce pour deux motifs. D'une part, ces fréquences sont extrêmement rares et l'accès à un bloc de fréquence est individuel par rapport à un opérateur. D'autre part, les bénéfices pouvant être générés par l'activité de services de communications électroniques mobiles offerts au public, que seules ces fréquences permettent d'exercer, sont incomparablement plus élevés que les bénéfices générés par l'utilisation d'autres bandes de fréquences.	Ten eerste is de waarde van de frequenties van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten veel groter dan die van de andere frequentiebanden, en dat om twee redenen. Enerzijds zijn deze frequenties uiterst schaars en is de toegang die tot een frequentieblok wordt gegeven individueel ten opzichte van een operator. Anderzijds is de winst die kan worden voortgebracht door de activiteit van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten, welke enkel dankzij deze frequenties kunnen worden verstrekt, heel wat hoger dan de winst die wordt voortgebracht door de activiteiten voortgebracht door het gebruik van andere frequentiebanden.
Deuxièmement, il est nécessaire que les opérateurs soient incités à utiliser leurs fréquences de manière efficace de manière à ce qu'ils n'acquière que les droits d'utilisation dont ils ont réellement besoin. Afin de constituer un tel incitant, la redevance unique est due indépendamment de l'utilisation effective ou non des fréquences. Elle est en outre due tant lors de l'octroi que lors de la reconduction de ces droits d'utilisation, pour la période y afférente.	Ten tweede is het nodig dat de operatoren worden aangespoord om hun frequenties efficiënt te gebruiken zodat ze enkel de gebruiksrechten verwerven die ze werkelijk nodig hebben. Om een dergelijke stimulans te vormen, is de enige heffing verschuldigd ongeacht of de frequenties al dan niet daadwerkelijk worden gebruikt. Ze is bovendien zowel verschuldigd bij de toekenning als bij de verlenging van deze gebruiksrechten voor de betreffende periode.
Enfin, la redevance unique est due entièrement en début de période et le demeure même en cas de restitution de fréquences en cours de période. L'opérateur doit ainsi renoncer aux fréquences avant le début de chaque période de reconduction des droits d'utilisation (le début de la période constituant le fait générateur de la redevance unique) pour ne plus devoir payer la redevance unique.	Ten slotte is de enige heffing in haar geheel te betalen bij de toekenning van de gebruiksrechten en blijft ze dat zelfs bij teruggave van de gebruiksrechten voor het verstrijken ervan. De operator moet aldus afstand doen van de frequenties voor het begin van elke periode van verlenging van de gebruiksrechten (waarbij de verlenging het feit vormt dat aanleiding geeft tot de enige heffing) om de enige heffing niet meer verschuldigd te zijn.

Ces modalités sont logiques dès lors que la contrepartie de la redevance unique est l'accès individuel donné aux fréquences pour une période donnée.	Deze voorwaarden zijn logisch aangezien het tegenwicht van de enige heffing de individuele toegang tot de frequenties is die voor een bepaalde periode wordt gegeven.
Le montant de la redevance unique est fixé par MHz par mois (1 MHz duplex ou 2 fois 1 MHz équivaut à 2 MHz). Ce montant est donc proportionnel, pour chaque opérateur, au nombre de fréquences qu'il détient et à la durée de validité de ses droits d'utilisation sur celles-ci. Ce mode de calcul est proportionné pour deux raisons :	Het bedrag van de enige heffing wordt bepaald per MHz en per maand (1 MHz duplex of 2 keer 1 MHz is gelijk aan 2 MHz). Dat bedrag is dus voor elke operator rechtsevenredig aan het aantal frequenties dat hij heeft, alsook aan de geldigheidsduur van zijn gebruiksrechten daarop. Die berekeningswijze is evenredig om twee redenen:
- les capacités d'un réseau sont directement liées au nombre de fréquences utilisées : avec un nombre double de fréquences et un trafic moyen par client constant, un opérateur double ainsi le nombre de clients pouvant être servis en même temps ;	- de capaciteit van een netwerk is rechtstreeks verbonden aan het aantal gebruikte frequenties: met een dubbel aantal frequenties en een constant gemiddeld verkeer per klant, verdubbelt een operator aldus het aantal klanten die tegelijk kunnen worden bediend;
- plus un opérateur détient des fréquences longtemps, plus il peut les rentabiliser.	- hoe langer een operator frequenties houdt, hoe rendabeler hij ze kan maken.
La redevance unique (par quantité de spectre et par mois) est en outre la même pour tous les opérateurs se trouvant dans une même bande de fréquences de sorte qu'il n'est pas possible d'appliquer des traitements différents.	De enige heffing (per hoeveelheid spectrum en per maand) is bovendien dezelfde voor alle operatoren die zich in eenzelfde frequentieband bevinden zodat er geen verschillende behandelingen kunnen worden gehanteerd.
La redevance est calculée par MHz, de sorte que l'opérateur puisse évaluer la quantité de spectre qu'il estime nécessaire de conserver en début de période.	De heffing wordt berekend per MHz, zodat de operator de hoeveelheid spectrum kan evalueren die hij nodig acht om aan het begin van de periode te behouden.
Des montants de redevance unique différents sont demandés pour les différentes bandes (900 MHz, 1800 MHz, 2,1 GHz, 2,6 GHz, 700 MHz, 1400 MHz et 3600 MHz). Cela ne signifie toutefois pas qu'il soit question de discrimination illégitime étant donné que les différences sont objectivement justifiées. Il en est tenu compte avec les coûts d'investissement pour le déploiement d'un réseau afin de pouvoir couvrir un pourcentage déterminé de la population (le nombre d'antennes nécessaires pour garantir une couverture optimale).	Er worden verschillende bedragen voor de enige heffing gevraagd voor de verschillende banden (900 MHz, 1800 MHz, 2,1 GHz, 2,6 GHz, 700 MHz, 1400 MHz en 3600 MHz). Toch betekent dat niet dat er sprake is van onrechtmatige discriminatie, want de verschillen zijn objectief gerechtvaardigd. Hiermee wordt rekening gehouden met de investeringskosten voor de aanleg van een netwerk om een bepaald percentage van de bevolking te kunnen dekken (het aantal antennes nodig om een optimale dekking te garanderen).
Enfin, le montant de la redevance unique est calculé en fonction de la bande de fréquences concernée étant donné que les perspectives de rentabilité varient en fonction de cette bande de sorte que la valeur des fréquences varie selon la bande de fréquences.	Ten slotte wordt het bedrag van de enige heffing berekend naargelang van de betreffende frequentieband omdat de vooruitzichten inzake rentabiliteit variëren naargelang van die band zodat de waarde van de frequenties varieert volgens de frequentieband.
En effet, plus la bande de fréquences est basse, plus la portée des sites d'antennes qui utilisent cette bande de fréquences sera grande, de sorte que le nombre de sites d'antenne à installer est moins important. Cela réduit le montant des	Hoe lager immers de frequentieband, hoe groter het bereik van de antennesites die gebruikmaken van deze frequentieband, zodat het aantal te installeren antennesites kleiner is. Dit verlaagt het bedrag van de investeringen die moeten worden

investissements à réaliser. Il est également tenu compte des perspectives en matière d'exploitation commerciale et de positionnement stratégique offertes par la bande de fréquences.	gedaan. Tevens wordt rekening gehouden met de vooruitzichten inzake commerciële exploitatie en strategische positionering die door de frequentieband wordt geboden.
d) Prise en compte des objectifs fixés à l'article 8 de la directive Cadre	d) Rekening houden met de doelstellingen vastgesteld in artikel 8 van de Kaderrichtlijn
La redevance unique prend en compte les objectifs fixés à l'article 8 de la directive Cadre (promotion de la concurrence, contribution au développement du marché intérieur et soutien aux citoyens de l'Union européenne) de la façon suivante :	De enige heffing houdt rekening met de doelstellingen vastgesteld in artikel 8 van de Kaderrichtlijn (bevordering van de concurrentie, bijdrage tot de ontwikkeling van de interne markt en ondersteuning van de burgers van de Europese Unie) op de volgende manier:
- En incitant les opérateurs à ne pas adopter de comportements de mainmorte sur les fréquences et l'utilisation efficace du spectre, elle favorise la concurrence (article 8.2.d de la directive Cadre) ;	- Door de operatoren ertoe aan te sporen om geen "dodehandgedrag" aan te nemen in verband met de frequenties en het efficiënte spectrumgebruik, bevordert zij de concurrentie (artikel 8.2.d van de Kaderrichtlijn);
- En incitant les opérateurs à libérer les fréquences non utilisées, la redevance unique renforce les chances pour chacun de disposer des fréquences dont il a besoin. Ce faisant, elle contribue au développement du marché intérieur.	- Door de operatoren ertoe aan te sporen om de ongebruikte frequenties vrij te geven, verhoogt de enige heffing voor iedereen de kansen om over frequenties te beschikken die hij nodig heeft. Op die manier draagt ze bij tot de ontwikkeling van de interne markt.
- Enfin, en favorisant le développement de la concurrence, la redevance unique sert les intérêts des consommateurs et donc, des citoyens de l'Union européenne.	- Door ten slotte de ontwikkeling van de concurrentie te begunstigen, dient de enige heffing de belangen van de consumenten en dus van de burgers van de Europese Unie.
2. Le présent projet : redevances uniques pour les bandes de fréquences 2G, 3G, 700 MHz, 800 MHz, 1400 MHz et 3600 MHz.	2. Dit ontwerp: enige heffingen voor de 2G-, 3G-, 700 MHz-, 800 MHz-, 1400 MHz- en 3600 MHz-frequentiebanden
Le présent projet prévoit des redevances uniques pour les bandes de fréquences 2G, 3G, 700 MHz, 800 MHz, 1400 MHz et 3600 MHz. Il prévoit un montant minimal avant attribution des droits d'utilisation dans ces bandes (qu'il s'agisse d'une mise aux enchères, d'un concours de beauté ou d'un autre type de procédure). Dans le cas d'une mise aux enchères, ce montant minimum vaut comme enchère de départ pour les candidats et constituerait le montant de la redevance unique en l'absence de surenchères.	Dit ontwerp voorziet in enige heffingen voor de 2G-, 3G-, 700 MHz-, 800 MHz-, 1400 MHz- en 3600 MHz frequentiebanden. Het voorziet in een minimumbedrag voorafgaand aan de toewijzing van gebruiksrechten in deze banden (ongeacht of het een veiling, schoonheidswedstrijd of een andere soort van procedure betreft). In geval van een veiling geldt dit minimumbedrag als het aanvangsbod voor de kandidaten en zou het het bedrag van de enige heffing vormen als hogere biedingen uitblijven.
Pour les bandes de fréquences 2G, 3G, 700 MHz, 800 MHz et 1400 MHz, ce montant a été calculé de façon à ce qu'il soit proportionné à la valeur des fréquences (voir points 5.1 à 5.3 de l'étude d'Analysys Mason précitée, dans le cadre de laquelle une analyse économique avait été réalisée). Il a été tenu compte à cet effet des prix pratiqués pour les droits d'utilisation dans d'autres pays et l'on s'est basé sur l'approche de « minimum expected return » comme	Voor de 2G-, 3G-, 700 MHz-, 800 MHz- en 1400 MHz frequentiebanden is dat bedrag zo berekend dat het in verhouding staat tot de waarde van de frequenties (zie punt 5.1 tot 5.3 van voornoemde studie van Analysys Mason waarin een economische analyse werd gemaakt). Hierbij werd rekening gehouden met de prijzen voor de gebruiksrechten in andere landen en werd uitgegaan van de "minimum expected return"-aanpak zoals aanbevolen in de studie. Bij deze

<p>recommandé dans l'étude. Dans le cadre de cette approche, « prices are set with a discount on the estimated value of the licence to the marginal winning bidder, but at a level that will still ensure a significant revenue return. This approach should ensure that all the available spectrum is sold and used in the most economically efficient manner. » Il a également été tenu compte de la valeur technique du spectre : « <i>the acquisition of spectrum can save network costs by providing additional coverage and capacity, rather than needing to build new base stations. In the context of the Belgian market, the roll-out of the 800 MHz band is already addressing coverage requirements and therefore the 700 MHz spectrum would be used mainly to increase network capacity, leading to cost savings.</i> ».</p>	<p>aanpak "prices are set with a discount on the estimated value of the licence to the marginal winning bidder, but at a level that will still ensure a significant revenue return. This approach should ensure that all the available spectrum is sold and used in the most economically efficient manner". Er werd ook rekening gehouden met de technische waarde van het spectrum: "<i>the acquisition of spectrum can save network costs by providing additional coverage and capacity, rather than needing to build new base stations. In the context of the Belgian market, the roll-out of the 800 MHz band is already addressing coverage requirements and therefore the 700 MHz spectrum would be used mainly to increase network capacity, leading to cost savings.</i>".</p>
<p>Pour la bande de fréquences 3600 MHz, plusieurs effets interviennent dans l'établissement de la redevance unique. D'une part, il s'agit d'une bande relativement large de 400 MHz au total d'une valeur considérable étant donné qu'il s'agira de la première bande en Europe pour le déploiement de services 5G innovants. Les opérateurs proposent toutefois des largeurs de bande de plus en plus grandes à des prix de plus en plus bas. Cette bande a justement pour but de mettre à disposition une très grande largeur de bande sans que cela ne puisse nuire à la rentabilité de cette bande. Il y a donc un impact notable sur la valorisation de ce spectre. D'autre part, cette bande se caractérise par des propriétés de propagation relativement plus faibles par rapport aux bandes mobiles traditionnelles et la valorisation de ce spectre s'avérera par conséquent également nettement inférieure.</p>	<p>Voor de 3600 MHz-frequentieband zijn er een aantal effecten die meespelen voor het bepalen van de enige heffing. Enerzijds betreft het een vrij brede band van 400 MHz in totaal die zeer waardevol is aangezien dit de eerste band zal zijn in Europa voor de uitrol van innovatieve 5G-diensten. De operatoren bieden echter steeds grotere bandbreedtes aan tegen steeds lagere prijzen. Het is net de bedoeling van deze band om een zeer grote bandbreedte ter beschikking te stellen waarbij de winstgevendheid van deze band niet aangetast mag worden. Er is dus een merkelijke invloed op de valorisatie van dit spectrum. Anderzijds wordt deze band gekenmerkt door relatief slechtere propagatie-eigenschappen ten opzichte van de traditionele mobiele banden, waardoor de valorisatie van dit spectrum ook hierdoor merkkelijk lager zal uitvallen.</p>
<p>Au final, une valeur qui, par mois et par MHz, est environ 4 à 5 fois inférieure à celle de la bande de 2.6 GHz a été déterminée pour ce spectre. Le montant n'a pas été déterminé sur base d'une analyse économique vu le fait que le modèle d'affaires pour 5G est pas encore clair. Cette valeur initialement suffisamment faible laisse en outre une certaine marge de surenchère lors d'une éventuelle mise aux enchères et minimise le risque de spectre invendu. D'autre part, la valeur initiale est suffisamment élevée pour éviter les enchères spéculatives.</p>	<p>Uiteindelijk werd een waarde voor dit spectrum bepaald die per maand en per MHz ongeveer 4 à 5 maal lager uitvalt dan die van de 2.6 GHz-band. Het bedrag werd niet vastgelegd op basis van een economische analyse aangezien het zakenmodel voor 5G nog niet duidelijk is. Deze voldoende lage initiële waarde laat bovendien ook ruimte voor opbod tijdens een eventuele veiling en minimaliseert het risico op onverkocht spectrum. Anderzijds is de initiële waarde voldoende hoog om speculatief bieden te vermijden.</p>
<p>Le montant final par MHz et par mois sert ensuite de base pour le calcul de la redevance unique tant pour l'attribution que pour la reconduction des droits d'utilisation des fréquences pour la période en question.</p>	<p>Het eindbedrag per MHz en per maand wordt vervolgens als basis genomen voor de berekening van de enige heffing zowel voor de toekenning als bij de verlenging van de gebruiksrechten van de frequenties voor de betreffende periode.</p>

Conclusion : Vu les éléments qui précèdent, le présent projet remplit les conditions de l'article 13 de la directive Autorisation.	Besluit : Gelet op de voorgaande elementen voldoet voorliggend ontwerp aan de voorwaarden van artikel 13 van de Machtigingsrichtlijn.
Pour les droits d'utilisation qui prennent effet au plus tard au [2 juillet 2018], les anciens montants de la redevance unique sont utilisés. Pour les licences 2G et 3G qui courent jusqu'au 15 mars 2021, les licences 800 MHz et les licences 2.6 GHz ²¹ , les montants ne changent donc pas.	Voor de gebruiksrechten die een aanvang nemen ten laatste op [2 juli 2018] worden de oude bedragen voor de enige heffing gehanteerd. Voor de tot 15 maart 2021 lopende 2G- en 3G-vergunningen, de 800 MHz-vergunningen en de 2.6 GHz ²¹ -vergunningen veranderen de bedragen dus niet.
Avant-projet de loi	Voorontwerp van wet
ALBERT II, Roi des Belges, A tous, présents et à venir, Salut.	ALBERT II, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste;	Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post;
NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :	HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:
Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste est chargé de présenter et de déposer au Parlement le projet de loi dont la teneur suit :	De Vice-Eerste Minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in onze naam aan de Parlement voor te leggen en in te dienen:
<i>CHAPITRE 1^{er}. — Objet</i>	<i>HOOFDSTUK 1. — Voorwerp</i>
Article 1^{er} . La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.	Artikel 1 . Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.
<i>CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</i>	<i>HOOFDSTUK 2 — Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</i>
Art. 2 . À l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifié par les lois du 15 mars 2010, du 29 mai 2013 et du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 2 . In artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, gewijzigd bij de wetten van 15 maart 2010, 29 mei 2013 en 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° au paragraphe 1er/1, inséré par la loi du 15 mars 2010 et modifié par la loi du 29 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :	1° in paragraaf 1/1, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010 en gewijzigd bij de wet van 29 mei 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) l'alinéa 1 ^{er} est complété par les mots « conformément au paragraphe 1er/3, alinéa 1 ^{er} » ;	a) het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "overeenkomstig paragraaf 1/3, eerste lid";

²¹ 2500-2690 MHz.

b) à l'alinéa 3, la phrase introductive « La redevance unique s'élève à : » est remplacée par la phrase « Pour les droits d'utilisation dont la période de validité débute au plus tard le [2 juillet 2018], la redevance unique s'élève à : » ;	b) in het derde lid wordt de inleidende zin "De enige heffing bedraagt:" vervangen door de zin "Voor de gebruiksrechten waarvan de geldigheidsperiode aanvangt op uiterlijk [2 juli 2018] bedraagt de enige heffing:";
c) à l'alinéa 3, au 1°, les mots « Par dérogation à ce qui précède, jusqu'au 26 novembre 2015, la redevance unique pour la quantité de spectre attribué au 1er janvier 2010 dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, vaut également pour la quantité de spectre maximale qui pouvait être attribué le 1er janvier 2010 dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz » sont abrogés ;	c) in het derde lid, in de bepaling onder 1° worden de woorden "In afwijking op het voorgaande, tot 26 november 2015 geldt de enige heffing voor de hoeveelheid spectrum dat op 1 januari 2010 is toegewezen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz, eveneens voor de maximale hoeveelheid spectrum die kon worden toegekend op 1 januari 2010 in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz" opgeheven;
d) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :	d) tussen het derde en het vierde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:
« Pour les droits d'utilisation dont la période de validité débute après le [2 juillet 2018], la redevance unique s'élève à :	"Voor de gebruiksrechten waarvan de geldigheidsperiode aanvangt na [2 juli 2018] bedraagt de enige heffing:
1° 16.667 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 694-790 MHz;	1° 16.667 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 694-790 MHz;
2° 25.000 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 790-862 MHz;	2° 25.000 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 790-862 MHz;
3° 11.667 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz;	3° 11.667 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz.
4° 2.500 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 1427-1517 MHz;	4° 2.500 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 1427-1517 MHz;
5° 3.750 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1710-1785 et 1805-1880 MHz;	5° 3.750 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1710-1785 et 1805-1880 MHz;
6° 3.750 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz;	6° 3.750 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz;
7° 2.778 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 2500-2690 MHz;	7° 2.778 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 2500-2690 MHz;
8° 600 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz. Par dérogation à ce qui précède, la redevance unique pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz est nulle pour la partie de période de validité antérieure au 1er juillet 2025. »	8° 600 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 3400-3800 MHz. In afwijking van wat voorafgaat is de enige heffing voor de frequentieband 3400-3800 MHz nul voor de geldigheidsperiode voorafgaand aan 1 juli 2025."
2° au paragraphe 1er/3, inséré par la loi du 15 mars 2010 et modifié par la loi du 27 mars 2014, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :	2° in paragraaf 1/3, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010 en gewijzigd bij de wet van 27 maart 2014, wordt het derde lid vervangen als volgt:
« Le cas échéant, l'opérateur qui veut utiliser la	"Desgevallend deelt de operator die wenst

possibilité prévue à l'alinéa 2, informe l'Institut de son choix dans les deux jours ouvrables qui suivent, selon le cas, le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa 1 ^{er} , et le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa 1 ^{er} . »	gebruik te maken van de mogelijkheid waarin het tweede lid voorziet, aan het Instituut zijn keuze mee binnen de twee werkdagen die, desgevallend, volgen op de aanvang van de geldigheidsperiode bedoeld in § 1/1, eerste lid, en de aanvang van de verlengingsperiode bedoeld in § 1/2, eerste lid.”.
Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le <i>Moniteur belge</i> .	Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het <i>Belgisch Staatsblad</i> zal worden bekendgemaakt.
Donné à Bruxelles, le	Gegeven te Brussel,
ALBERT Par le Roi :	ALBERT Van Koningswege :
Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste,	De Vice-Eerste Minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post,
A. DE CROO Scellé du sceau de l'Etat : Le Ministre de la Justice, K. GEENS	A. DE CROO Met 's Lands zegel gezegeld : De Minister van Justitie, K. GEENS

Version coordonnée	Gecoördineerde versie
Art. 30. § 1er. Les droits d'utilisation visés aux articles 11 et 18 peuvent être soumis à des redevances afin de garantir une utilisation optimale de ces moyens. Les redevances sont recouvrées par l'Institut.	Art. 30. § 1. De in de artikel en 11 en 18 bedoelde gebruiksrechten kunnen aan heffingen onderworpen worden teneinde een optimaal gebruik van deze middelen te waarborgen. De heffingen worden door het Instituut geïnd.
§ 1er/1. Dans le but indiqué au paragraphe 1er, les opérateurs autorisés à disposer de droits d'utilisation de radiofréquences en vue de l'exploitation d'un réseau et de la fourniture de services de communications électroniques mobiles offerts au public sont notamment tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique <u>conformément au paragraphe 1^{er}/3, alinéa. 1^{er}.</u>	§ 1/1. Ten behoeve van het in paragraaf 1 beschreven doel dienen operatoren aan wie het is toegestaan om over gebruiksrechten voor radiofrequenties te beschikken met het oog op de exploitatie van een netwerk en het aanbieden van mobiele elektronische-communicatiediensten aan het publiek, bij de aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten onder andere een enige heffing te betalen, <u>overeenkomstig paragraaf 1/3, eerste lid.</u>
La redevance unique est déterminée lors de l'attribution des fréquences.	De enige heffing wordt bepaald bij het toekennen van de frequenties.
<u>Pour les droits d'utilisation dont la période de validité débute au plus tard le [2 juillet 2018], la</u> La redevance unique s'élève à :	<u>Voor de gebruiksrechten waarvan de geldigheidsperiode aanvangt op uiterlijk [2 juli 2018] bedraagt d</u> De enige heffing <u>bedraagt:</u>
1° 51.644 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz. L'obtention de droits d'utilisation pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz implique également l'obtention de droits d'utilisation pour les bandes de fréquences 1710-1785 et 1805-1880 MHz : la quantité de spectre attribué dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz est égale au double de la quantité de spectre attribué dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, arrondi au multiple de 5 MHz supérieur. Par dérogation à ce qui précède, jusqu'au 26 novembre 2015, la redevance unique pour la quantité de spectre attribué au 1er janvier 2010 dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, vaut également pour la quantité de spectre maximale qui pouvait être attribué le 1er janvier 2010 dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz;	1° 51.644 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz. Het verkrijgen van gebruiksrechten voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz houdt eveneens het verkrijgen van gebruiksrechten in voor de frequentiebanden 1710-1785 en 1805-1880 MHz : de hoeveelheid toegewezen spectrum in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz is gelijk aan het dubbele van de hoeveelheid toegewezen spectrum in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz, afgerond op het hogere veelvoud van 5 MHz. In afwijking op het voorgaande, tot 26 november 2015 geldt de enige heffing voor de hoeveelheid spectrum dat op 1 januari 2010 is toegewezen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz, eveneens voor de maximale hoeveelheid spectrum die kon worden toegekend op 1 januari 2010 in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz;
2° 20.833 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz, sauf dans le cas où la quantité totale de spectre détenue par l'opérateur dans ces bandes de fréquences n'excède pas 2 x 5 MHz. Dans ce dernier cas, la redevance unique s'élève à 32.000 euros par MHz par mois;	2° 20.833 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz, behoudens wanneer de totale hoeveelheid spectrum waarover een operator in deze frequentiebanden beschikt niet hoger is dan 2 x 5 MHz. In dat geval bedraagt de enige heffing 32.000 euro per MHz per maand;
3° 2.778 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 2500-2690 MHz.	3° 2.778 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 2500-2690 MHz.
4° 25 000 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 790-862 MHz.	4° 25 000 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 790-862 MHz.

<u>Pour les droits d'utilisation dont la période de validité débute après le [2 juillet 2018], la redevance unique s'élève à :</u>	<u>Voor de gebruiksrechten waarvan de geldigheidsperiode aanvangt na [2 juli 2018] bedraagt de enige heffing:</u>
<u>1° 16.667 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 694-790 MHz;</u>	<u>1° 16.667 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 694-790 MHz;</u>
<u>2° 25.000 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 790-862 MHz;</u>	<u>2° 25.000 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 790-862 MHz;</u>
<u>3° 11.667 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz;</u>	<u>3° 11.667 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz.</u>
<u>4° 2.500 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 1427-1517 MHz;</u>	<u>4° 2.500 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 1427-1517 MHz;</u>
<u>5° 3.750 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1710-1785 et 1805-1880 MHz;</u>	<u>5° 3.750 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1710-1785 en 1805-1880 MHz;</u>
<u>6° 3.750 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz;</u>	<u>6° 3.750 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz;</u>
<u>7° 2.778 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 2500-2690 MHz.</u>	<u>7° 2.778 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 2500-2690 MHz.</u>
<u>8° 600 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz. Par dérogation à ce qui précède, la redevance unique pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz est nulle pour la partie de période de validité antérieure au 1er juillet 2025.</u>	<u>8° 600 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 3400-3800 MHz. In afwijking van wat voorafgaat is de enige heffing voor de frequentieband 3400-3800 MHz nul voor de geldigheidsperiode voorafgaand aan 1 juli 2025.</u>
Lors de l'assignation à l'aide d'une vente aux enchères des fréquences, le montant minimum de la redevance unique visé au présent paragraphe 1er/1 vaut comme enchère de départ pour les candidats.	Bij de toekenning door middel van een veiling van de frequenties geldt het in onderhavige paragraaf 1/1 beoogde minimumbedrag van de enige heffing als beginbod voor de kandidaten.
§ 1er/2. Les opérateurs sont, pour chaque période de reconduction de l'autorisation, redevables d'une redevance unique.	§ 1/2. Voor elke periode van verlenging van de vergunning zijn de operatoren een enige heffing verschuldigd.
Le montant de la redevance unique correspond à la redevance unique visé au § 1er/1, premier alinéa.	Het bedrag van de enige heffing stemt overeen met de enige heffing bedoeld in § 1/1, eerste lid.
Pour le calcul du montant, il est tenu compte de la partie des droits d'utilisation que l'opérateur veut maintenir lors de la reconduction.	Bij de berekening van het bedrag wordt rekening gehouden met het deel van de gebruiksrechten dat de operator wil behouden bij de verlenging.
Si un opérateur veut céder du spectre, celui-ci doit former un bloc continu.	Indien een operator van spectrum wil afstand doen, dan moet dit een aaneensluitend blok vormen.
§ 1er/3. Le paiement de la redevance unique est effectué, selon le cas, dans les quinze jours qui	§ 1/3. De betaling van de enige heffing gebeurt, al naargelang binnen vijftien dagen na de aanvang

suivent le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa premier et dans les quinze jours qui suivent le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa premier.	van de geldigheidsduur vermeld in § 1/1, eerste lid, en binnen vijftien dagen na de aanvang van de verlengingsperiode vermeld in § 1/2, eerste lid.
Par dérogation à l'alinéa précédent, l'opérateur a la possibilité d'effectuer le paiement comme suit :	In afwijking van vorig lid heeft de operator de mogelijkheid om de betaling als volgt uit te voeren :
a) l'opérateur paie au prorata du nombre de mois restant jusqu'à l'année calendrier suivante selon le cas, dans les quinze jours qui suivent le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa premier et dans les quinze jours qui suivent le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa premier;	a) binnen 15 dagen na de aanvang van de geldigheidsduur vermeld in § 1/1, eerste lid, en binnen 15 dagen na de aanvang van de verlengingsperiode vermeld in § 1/2, eerste lid, betaalt de operator pro rata het aantal resterende maanden van het kalenderjaar;
b) en outre, l'opérateur paie au plus tard le 15 décembre la totalité de la redevance unique pour l'année à venir. Si l'autorisation expire dans le courant de l'année à venir, l'opérateur paie au prorata du nombre de mois restant jusqu'à l'expiration des droits d'utilisation;	b) bovendien betaalt de operator ten laatste op 15 december het volledige gedeelte van enige heffing voor het komende jaar. Indien in het komende jaar de vergunning afloopt, betaalt de operator pro rata het aantal maanden tot het aflopen van de gebruiksrechten;
c) le taux d'intérêt légal, calculé conformément à l'article 2, § 1er, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, est applicable à partir, selon le cas, du seizième jour qui suit le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa premier ou du seizième jour qui suit le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa premier;	c) de wettelijke rentevoet, berekend overeenkomstig artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen interest, is, afhankelijk van het geval, van toepassing vanaf de zestiende dag die volgt op het begin van de geldigheidsperiode bedoeld in § 1/1, eerste lid, of vanaf de zestiende dag die volgt op het begin van de periode van verlenging bedoeld in § 1/2, eerste lid;
d) simultanément avec le paiement de la redevance unique, l'opérateur paie l'intérêt sur le montant restant dû.	d) gelijktijdig met de betaling van de enige heffing, betaalt de operator de interest op het nog verschuldigde bedrag.
<u>Le cas échéant, L'opérateur-l'opérateur qui veut utiliser la possibilité prévue à l'alinéa 2,</u> informe l'Institut de son choix dans les deux jours ouvrables qui suivent, selon le cas, le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa 1 ^{er} premier, et le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa premier ^{1^{er}} .	<u>Desgevallend deelt de operator die wenst gebruik te maken van de mogelijkheid waarin het tweede lid voorziet, brengt aan het Instituut zijn keuze mee binnen de twee werkdagen die, desgevallend, volgen op naargelang na de aanvang van de geldigheidsperiode bedoeld geldigheidsduur vermeld in § 1/1, eerste lid, en de aanvang van de verlengingsperiode bedoeld vermeld in § 1/2, eerste lid, op de hoogte van zijn keuze.</u>
L'opérateur peut, au plus tard le 15 novembre de chaque année, notifier à l'Institut sa volonté de se libérer par un paiement unique du solde de la redevance unique. L'opérateur paie au plus tard le 15 décembre de cette même année le solde, sur base d'un décompte établi par l'Institut.	De operator kan uiterlijk op 15 november van elk jaar aan het Instituut zijn wil meedelen om via één enkele betaling het saldo van de enige heffing te vereffenen. De operator betaalt uiterlijk 15 december van datzelfde jaar het saldo, op basis van een afrekening die door het Instituut wordt opgesteld.
La redevance unique n'est en aucun cas remboursée ni dans sa totalité, ni en partie.	De enige heffing wordt in geen geval terugbetaald, noch geheel, noch gedeeltelijk.

<p>§ 1er/4. Si un opérateur ne règle pas la redevance unique dans son intégralité ou en partie pour les bandes de fréquences respectives comme stipulé au § 1er/1 1°, 2° ou 3°, tous les droits d'utilisation pour les bandes de fréquences respectives lui sont retirés.</p>	<p>§ 1/4. Indien een operator de enige heffing voor de respectievelijke frequentiebanden zoals bepaald onder § 1/1 1°, 2° of 3°, geheel of gedeeltelijk niet voldoet, worden alle gebruiksrechten voor de respectievelijke frequentiebanden ingetrokken.</p>
<p>§ 2. Le Roi fixe, après avis de l'Institut, le montant et les modalités concernant les redevances visées au § 1er sauf pour ce qui est stipulé aux §§ 1er/1er, 1er/2, et 1er/3.</p>	<p>§ 2. De Koning, na advies van het Instituut, bepaalt het bedrag en de nadere regels inzake de in § 1 bedoelde heffingen behoudens voor wat bepaald wordt in §§ 1/1, 1/2 en 1/3.</p>